

Des désordres sociaux

auraient fait
plusieurs morts

à Madagascar

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

3,50 F

Algérie, 2 DA : Maroc, 2,50 dir. : Tunisie, 250 m. l.
Mali, 100 CFA : Sénégal, 100 CFA : Côte d'Ivoire, 275 F CFA :
25 fr. : Cameroun, 100 CFA : Bénin, 100 CFA :
Roumanie, 6,30 lei : Espagne, 70 pes. : Grèce, 45 dr.
Israël, 120 NIS : Liban, 225 F. : Israël, 22 NIS.
Norvège, 4,75 kr. : Pays-Bas, 1,75 fl. : Portugal, 45 esc.
Suède, 120 kr. : Suède, 120 kr. : Suède, 120 kr.
Tchécoslovaquie, 20 Kčs.

Tarif des abonnements page 27
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 06
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'Occident et l'énigme libyenne

Washington a choisi le jour où le colonel Kadhafi, garant des capitales européennes n'avait pu aller recevoir, commençant une visite controversée à Vienne pour rendre publique, mercredi 10 mars, les dernières mesures destinées à réduire à néant les rapports économiques entre les États-Unis et la Libye.

L'arrêt total des achats de pétrole libyen par les Américains et l'embargo sur toute exportation de matériel énergétique et technique des États-Unis à destination de Tripoli viennent mettre un terme à un paradoxe dans lequel se trouvait l'Amérique du président Reagan. Ne continuait-elle pas à commercer avec un pays qu'elle accuse depuis l'an passé — sans toutefois fournir de preuves irréfutables — d'activités terroristes et subversives internationales, dont la moindre n'est pas l'envoi d'un commando ayant pour mission d'assassiner le chef de l'exécutif américain ?

La décision drastique de Washington n'a pas paru ébranler le « guide de la révolution libyenne ». Son « voyage non officiel » en Autriche, en compagnie d'une suite royale de cent personnes, semble avoir pour véritable objectif de rassurer, à Vienne, à ces États-Unis, l'ouest, dont les « étrangers », pour des raisons économiques, ne paraissent guère désireux de se joindre à la « croisade » de la Maison Blanche. L'Italie, la Grèce et la Turquie, forts consommateurs de naphte libyen, ont refusé de s'associer à l'embargo de Washington.

La France, en dépit de rebuffades, dont la dernière en date est la condamnation à la prison à vie pour « espionnage au profit de l'impérialisme américain et du sionisme » d'une famille française manifestement incapable de nuire en quoi que ce soit à la Libye, paraît préférer les voies diplomatiques — Washington lui-même n'a d'ailleurs toujours pas formellement rompu ses relations diplomatiques avec Tripoli — pour essayer d'arriver à un « modus vivendi » avec le colonel Kadhafi. La perspective, à partir de l'été prochain, de présider l'Organisation de l'unité africaine pourrait l'inciter à adopter une conduite plus orthodoxe dans les relations entre puissances.

Qu'on l'appelle « refus des conventions », évitement des normes des normes de conduite internationales, « aventurisme » ou « subversion tous azimuts », l'attitude de Tripoli continue d'être pour les chancelleries à la fois un embarras et une énigme, que le boycott américain, dont le département d'État reconnaît déjà l'effet économique limité, ne parviendra pas à résoudre.

L'insolite régime de Tripoli ne manque, de tout façon, même s'il leur fait à eux aussi parfois grincer les dents, à commencer par l'Union soviétique, qui a surarmé la petite armée libyenne, sans toutefois parvenir à pouvoir exercer une influence sans partage sur le colonel Kadhafi. Mais, surtout, le « guide de Tripoli », à la chance, en dépit de tous les « comités populaires » qu'il a suscités dans son pays, de régner sur un peuple qui ne lui demande jamais de comptes à propos de l'utilisation du revenu national ou au sujet de ses engagements internationaux. Le caractère personnel, insaisissable et hautement révoquant de ses initiatives réduit l'importance du rapprochement avec l'Europe qu'il semble vouloir amorcer.

(Lire nos informations page 5.)

Deux scrutins en Amérique

- GUATEMALA : victoire contestée du parti gouvernemental
- COLOMBIE : regain de violence avant les élections du 14 mars

• AU GUATEMALA, après les accusations de fraude lancées par les trois candidats de l'opposition à l'élection présidentielle, du 7 mars, et les violentes échauffourées qui se sont produites, mardi, dans la capitale, le colonel est revenu dans les dernières vingt-quatre heures. Le parti gouvernemental et les partisans du candidat officiel, le général Anibal Guevara, fêtent leur victoire.

• EN COLOMBIE, la violence redouble à l'approche des élections du 14 mars. Une voiture piégée a explosé, le mercredi 10 mars, à Bogotá, devant le palais présidentiel, peu avant l'arrivée du chef de l'État, M. Julio Cesar Turbay. L'attentat, qui a fait trois blessés, a été revendiqué par le mouvement de guérilla M-19 (mouvement du 19 avril), qui avait promis de saboter les élections.

Guérilla, banditisme, trafic de drogue...

De notre envoyé spécial

Bogotá. — Paradoxe et, même, hostile à l'appareil et aux pratiques du parti libéral : M. Betancur, champion modéré d'un parti conservateur qui a réitéré son unité.

MARCEL NIEDERGAU.

(Lire la suite page 3.)

LES POURSUITES CONTRE UN JOURNALISTE

Les fluctuations primordiales

par PHILIPPE BOUCHER

On dira ce qu'on voudra. On parle de corruption, et, pour tout dire, de « scandale ». Mais, quel que soit le mot, il faut reconnaître que le journaliste en question a été victime d'une situation qui n'est pas ordinaire. Car le journaliste, dans quelque situation qu'il se place, ou qu'on le précipite, reste porteur

de symboles. Ces symboles se résument parfois abusivement en quelques mots : « scandale », « corruption », « scandale ». Mais, quel que soit le mot, il faut reconnaître que le journaliste en question a été victime d'une situation qui n'est pas ordinaire. Car le journaliste, dans quelque situation qu'il se place, ou qu'on le précipite, reste porteur

(Lire la suite page 12.)

Depuis ses origines, la télévision en France a toujours entretenu avec le pouvoir des relations de subordination. Subordination établie par les institutions : subordination aggravée par la pratique : subordination imposée et subordination consentie. Ceux qui réclament que cela change ne le souhaitent pas tous. Et ceux qui le demandent ne le demandent pas tous depuis longtemps. Les uns n'y croient pas, tandis que les autres n'y croient guère. Sans compter le pire qui n'y croient pas.

Pour y réussir, il faut déjouer le vieil homme. Lui ôter les habits qui le dégoûtent. Lui retirer l'unique forme raidi de ses habitudes. En arracher les symboles.

Il faut regarder, et si possible voir, comprendre, et si possible accepter. Il faut en finir avec l'hypocrisie : les problèmes se posent en termes de pouvoir. C'est donc en termes de pouvoir que les solutions doivent être formulées. On ne règlera jamais les problèmes de la communication de masse avec l'État autrement qu'en relations de force et en relations de droites.

(*) Ministère de la communication.

(Lire la suite page 31.)

Une passe difficile

par RAYMOND BARRILLON

Les difficultés que créent respectivement à Mme Nicole Giesbrecht et à M. Gaston Defferre l'exploitation politique de l'affaire Luquet et l'agitation qui règne dans la police judiciaire, sont à donner l'impression que dix mois après la victoire du 10 mai, le « nouveau régime », comme on dit abusivement, est dans une passe difficile.

Le cri d'alarme lancé, mercredi, par M. Fabius contre les risques de dérapage budgétaire, les conséquences de la loi Mitterrand et les dépenses de la justice, anciennes et nouvelles, sont des dépenses nouvelles sélectionnées avec rigueur, posent la question de savoir si le chef de l'État va pouvoir continuer de tenir les promesses qu'il avait faites et d'encourager les engagements qu'il avait pris au cours de sa campagne du printemps 1981.

Le parti communiste se réjouit, certes, du mot d'ordre présidentiel qui affirme un plutôt confirme la « priorité de l'emploi », mais M. Mitterrand excite totalement que « les travailleurs se montrent moins exigeants » et « occupent un abaissement de leur pouvoir d'achat ».

M. Lejolis, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, exige « la poursuite des réformes engagées » et écarte catégoriquement l'idée d'une « pause quelconque » qui signifierait « l'abandon dans la lutte contre le chômage et l'aggravation de tous les problèmes ».

S'il demeure fort clair que la P.C.F. n'aurait rien à gagner à une rupture avec le P.S., de tels propos n'en constituent pas moins des avertissements.

Les difficultés du pouvoir et les choix délicats qu'il s'imposent à lui combinent d'aise les opposants et relancent leur combativité à trois jours du premier tour des élections cantonales.

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., qui avait tenu, il y a quinze jours, l'éventualité d'élections législatives anticipées, apparaît fortement sur la pédale et n'hésite pas à affirmer que « l'opposition risque d'être rappelée plus rapidement qu'on ne le pense ».

à reprendre la responsabilité des affaires. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., se garde, lui, de toute prophétie aventureuse mais n'en est pas moins sévère puisqu'il reproche aux gouvernements de « vider les caisses ».

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Il faudra réduire le déficit budgétaire en 1982. Pour financer le changement sans ruiner la nation.
Il faut soutenir la consommation sans accroître le déficit du commerce extérieur.

DÉFICIT

Il faut réduire les inégalités sans augmenter la pression fiscale.
Il faudra, surtout, surveiller le déficit de l'exportation. Canton par canton.

BRUNO FRAPPAT.

GALERIES DE PORTRAITS

«Papiers» de famille

Nous devenons les parents des générations qui nous ont précédés, puisque c'est par nous qu'elles survivent. Aussi bien, c'est une tentation pour les écrivains d'affirmer ce privilège, en racontant l'histoire de leur famille.

Il peut être fascinant de donner, par l'écrit, une seconde existence à des ancêtres plus ou moins éloignés. Certains auteurs se sont accordés, dans cette entreprise, toutes les libertés romanesques. D'autres, plus

soucieux de la vérité historique, se sont inspirés des archives et des « papiers » familiaux qu'ils avaient pu consulter.

Ainsi Jean Delay a reconstitué, grâce à ses recherches, le trajet de ses ancêtres du seizième au dix-neuvième siècle (1). Récemment, Michelle Maurois, la fille d'André Maurois, et Jean-Frédéric ont adopté la même démarche, donnant à la généalogie une place dans les genres littéraires. La première dépeint les mœurs et les travers d'une famille de grande bourgeoisie. Le second nous présente une galerie de portraits, à la fois émouvante et pittoresque.

Deux autres livres paraissent, qui ont été faits à partir de « papiers » familiaux. L'un nous entraîne du côté de chez Proust. L'autre nous permet de découvrir l'histoire d'une destinée d'une certaine Martha, à travers des lettres retrouvées dans un château de province.

(Voir nos articles dans « Le Monde des Livres », page 15.)

(1) Avez mémoire. Deux tomes. Gallimard. Voir les articles de Bruno Frappat dans le Monde des Livres du 3 juin 1981, et du 25 avril 1980.

Un cathare
sans foi ni loi

BELIBASTE

roman
Seuil

Seuil

EXPRESSION
ORALE
MAÎTRISE
DE SOI
COURS LE PÊL

DE L'ESCUR
ETYS
Printemps

A VERSAILLES

BOUVLAU

Le Monde

idées

Désert français ou France du vide ?

Décentralisation

En attendant la reprise du débat parlementaire sur la décentralisation, à la rentrée d'avril, le débat tout court se poursuit dans l'opinion. Maurice Le Lannou montre la nécessité de concilier deux séries de nécessités contraires : le vieux et le neuf, le commun et l'individuel, etc. René Dozière et Jean Mastias s'interrogent, à la veille du premier tour des cantonales, sur le rôle futur des conseils généraux. Enfin, Honoré Cambon montre ce qu'il faudrait faire pour que les futures chambres régionales des comptes ne soient pas des faux-semblants.

Il est, en géographie comme en toute science sociale, de ces expressions-chocs, de ces formules à succès qui, si elles ont le mérite de braver l'attention sur des faits jusqu'ici trop négligés, ont aussi le défaut d'en rendre un compte exagéré ou inexact. Tel est le « désert français » que J.-F. Gravier popularisa il y a quelque trente-cinq ans, et que nous voyons aujourd'hui pas si désert que cela. En tout cas, pas si simple.

Dans un ouvrage richement documenté et fort impartialement pensé, Roger Bételle nous montre que la France du vide, infiniment plus variée, somme toute, que celle du plein, conserve, à des degrés divers, une substance humaine bien loin d'être négligeable, riche en univers mentaux et en contradictions internes, et qui pose à la France globale de bien délicates problèmes. (1) Nous sommes fort éloignés des grands vides simplistes que des pays comme la Grande-Bretagne ou la Suède se sont contentés de consacrer sans chercher à y maintenir des hommes dans des activités déclassées. Chez nous, le désert reste, d'une certaine manière, chargé de drame, comme en litige entre des perspectives contradictoires, celle qui lui promet une rénovation des lieux et un réajustement démographique sans rupture avec le passé, et celle qui viderait plutôt le désert plus désert encore, afin de le faire plus désirable, sinon à de nouveaux habitants, du moins à de nouveaux utilisateurs. Cette qualité particulière des déserts de France est le fruit de l'histoire : l'industrialisation

et l'urbanisation ont été chez nous plus tardives qu'ailleurs, et, partant, plus brutales : inversement, ce pays très vieux, très préoccuperment parvenu à une civilisation paysanne peuplée, et incomplètement vidée par l'exode rural, reste plus chargé que tout autre de ces sensibilités traditionnelles de l'ordre social qui font la vie dure à l'aménagement.

Il faut dire que l'évolution brusque du monde contemporain ne ménage guère ces vieilles institutions, si bien agencées qu'elles aient été. Elles étaient marquées par la solidité des communautés élémentaires et par une certaine souveraineté, peut-on dire, du local, résultat d'une confrontation stricte des hommes et des lieux, lesquels lieux gardaient des vertus propres et n'étaient point encore dilués dans l'anonymat de l'espace. Mais voici ces villages, ces paroisses, ces « pays » vivement intéressés dans une société globale et une économie escamoteuse qui leur imposent des inspirations nouvelles et les font véritablement éclater.

Il n'y aurait que demi-mal si ces encadrements nouveaux étaient eux-mêmes bien assurés, mais ils portent en eux, contradictoirement, sous les apparences d'une grande uniformisation socio-culturelle et technique, le principe de conflits enchevêtrés et dont la politique est prompt à s'emparer. Roger Bételle note ce paradoxe qu'une nouvelle géographie de la France du vide est ainsi en passe d'être conçue « par des cercles totalement étrangers aux populations qui y vivent encore ». Le mot cercle évoque avec force l'aliénation et la

par MAURICE LE LANNOU

contrainte. Et il est bien vrai que les groupes locaux en voie de désertification sont aujourd'hui assujettis à de nouveaux marchés agricoles, étouffés par des marées de touristes, détrempés par la résidence secondaire, expulsés par d'irrésistibles pressions foncières. Cette liste non exhaustive montre en tout cas la variété des menaces, laquelle, ajoutée à l'extrême diversité de la France vide, fait de l'aménagement du territoire préparé et mis en œuvre par le pouvoir national un casse-tête sans fin. Bételle ajoute malicieusement à cette déconcertante confusion que « l'espace à aménager est aussi un espace électoral ». On sent, en cette matière, les relatives mais rassurantes sérénités d'antan ?

Aménager pour quoi ?

Aménager pour quoi ? Pour peupler ou pour enrichir ? Il est malaisé d'atteindre à la fois l'un et l'autre objectif. Repeupler un demi-vide, dans la conjoncture actuelle, c'est souvent achever de la vieillir, car ce sont le troisième âge et la catégorie des inactifs qui fournissent aujourd'hui, par la retraite, les plus gros contingents des repeuplements. Quant à l'enrichir, il apparaît souvent plus expédient de le laisser faire tout seul que de chercher à y pourvoir. Les mutations récentes de l'économie ont nettement séparé, au point de les rendre parfois antithétiques, deux termes — abondance des

hommes et capacité de profit — qui étaient naguère les traits distinctifs et complémentaires du « bon pays ». De nos jours, l'indigence démographique n'est plus nécessairement le signe de la pauvreté. Il lui arrive même de favoriser très exactement le contraire. Précisément parce qu'ils sont quasiment vacants, certains cantons peuvent offrir des chances à d'étonnantes réussites individuelles capables de secouer efficacement leur atonie. On oublie trop aisément, écrit Bételle, qu'« il existe en France des régions presque vides d'hommes et pourtant dynamiques », et qu'il y a sur notre sol bien des exemples d'« économies locales de conquête ». La remarque est lourde de sens. Dans le processus de reprise des territoires en anémie, l'avantage est aujourd'hui à ce pionnier nouveau genre qu'est le jeune agriculteur. C'est que la communauté traditionnelle ne compte plus guère dans les devenirs de ces pays, sinon comme groupement résiduel de résignés et d'assistés, et donc comme une pesanteur.

On comprend assez que la chance individuelle, trop facilement liée à la désertification, ne suffise pas au renouveau d'un territoire national encombré des réussites anciennes de ses propres colonisations. L'aménagement ne saurait se contenter de manifestations pionnières, et il ne serait pas judicieux non plus qu'il se bornât à maintenir sans rénover. Mais comment rénover sans aliéner ? Depuis qu'a été constatée la faillite des décentralisations industrielles, l'espoir a pu être mis dans le

tourisme et dans le loisir sous les diverses formes qu'ils revêtent aujourd'hui. Et il est certain que ces migrations ajoutées à la mode croissante d'activités « ludiques » variées — la planche à voile est la plus récente — ont permis d'obtenir certains succès. Mais qui ne voit l'aspect risqué de ces réussites, et surtout, pourrait-on dire, en dépit de leur grand appétit d'espace, leur caractère hors sol, autrement dit leur précarité.

C'est la grande contradiction d'un aménagement du territoire déjà rattaché entre le principe technocratique et la sensibilité si nuancée des régions à ranimer, que d'avoir à concilier deux séries parallèles de nécessités contraires. Comment accommoder le vieux et le neuf, le commun et l'individuel, l'autochtone et l'étranger ? Comment ménager à la fois les chances de rentabilité et la qualité de la vie ? Comment protéger de la dégradation et « commercialiser » — je pense aux « parcs » nationaux et régionaux, ces solutions paresseuses — sans véritablement dénaturer ? Comment choisir entre l'espace et le lieu ?

Comment, d'un mot, régionaliser ? Bonne chance, monsieur Defferre ! Mais n'oubliez pas de consulter (pourquoi ne pas commencer par cette France du vide si pénétante de Roger Bételle ?) les géographes.

(1) Roger Bételle, *La France du vide*, Librairie technique (Coll. « Géographie économique et sociale », dirigée par Paul Claval), 1981, 256 pages.

Demain, le conseil général

LONGTEMPS méconnu, le conseil général, à l'heure de la décentralisation, se trouve au centre de l'actualité. Le mercredi 24 mars, les préfets auront voté. Les « commissions de la République » ne seront plus que les représentants de l'Etat. Le président du conseil général, lui, préparera et exécutera les décisions de l'assemblée locale.

Les conséquences pratiques de ce transfert d'autorité sont importantes. Depuis de nombreuses années, les conseils généraux interviennent discrètement dans tous les domaines de la vie quotidienne. C'est aussi grâce à l'aide financière du département que les maires des trente-deux mille sept cents communes rurales de moins de deux mille habitants peuvent réaliser les travaux communaux nécessaires, l'Etat orientant ses subventions vers les agglomérations les plus importantes. Quant aux impôts départementaux, ils atteignent souvent (en ville) le tiers de l'impôt communal ; en milieu rural, il n'est pas rare qu'ils soient plus élevés.

Les conseils généraux réglant désormais par leurs délibérations toutes les affaires du département, des compétences nouvelles leur sont dévolues. La question de la nature de cette assemblée et de celle de son mode de désignation sont donc posées.

Assemblée de compromis, entre notables issus des mêmes catégories socio-professionnelles et parlant le même langage, le conseil général va-t-il devenir lieu d'affrontement ? Des signes passés témoignent déjà d'un changement. Le taux d'abstention a diminué. Le nombre de duels s'est accru au second tour et ira en s'amplifiant, compte tenu d'accords qui renforceront la bipolarisation. Les élus rejoignent : cinquante-trois ans en moyenne en 1979 contre cinquante-six en 1973. Les candidats sont moins nombreux : à peine quatre pour un siège en 1982.

Observateurs et acteurs s'accrochent tous maintenant pour donner valeur politique à une compétition longtemps vécue et présentée comme une affaire de choix de bons administrateurs. Encore devraient-ils le faire avec prudence. La commission des sondages n'a pas eu tort d'émettre des réserves sur des enquêtes réalisées à partir d'un échantillon national, alors qu'un siège sur deux seulement est renouvelable et que les considérations locales restent importantes. Ceux qui veulent déjà rapprocher les futurs résultats des cantonales de ceux, passés, des présidentielles et des législatives, seraient bien inspirés de ne comparer que ce qui est comparable et de se référer aux scores de 1976 qui concernent la série aujourd'hui renouvelable. S'imaginer enfin que le clientélisme et la coloration rurale vont d'un coup s'évanouir est rêve de Parisien.

Pour apprécier les forces respectives de la majorité et de l'opposition, deux baromètres existent : les suffrages recueillis au premier tour,

par RENÉ DOSIÈRE * et JEAN MASTIAS **

la répartition des présidences. La progression régulière depuis 1973 du parti socialiste se poursuivra-t-elle ? Il y a six ans, les socialistes obtenaient 26,5 % des suffrages exprimés (et à peu près 27 % en 1979). Des cotés, le parti communiste réalisait un score de 22,8 %, supérieur de deux points à celui des législatives. Toutes tendances confondues, la gauche pouvait être créditée d'environ 56 % des voix. Maintiendra-t-elle cet étiage ? Réussira-t-elle surtout à conquérir de nouvelles présidences ? Actuellement, en métropole, l'opposition en détient quarante-neuf sur quatre-vingt-cinq, dont quatre au bénéfice de l'âge. Verra-t-on la majorité nationale conquérir la majorité départementale au moment où elle fait le pari de la décentralisation ?

Une réponse positive ne manquerait pas d'intéresser, si l'on observe que la nature des règles électorales lui est favorable. Le mode de scrutin avantage les notables modérés et concourt au cumul des mandats. Le découpage est largement anachronique, que, même si l'on vient de créer cent soixante-cinq cantons dans cinquante-six départements, ce qui est peu, rapporté aux deux mille vingt-neuf sièges à pourvoir. D'ailleurs, la circonscription elle-même est à la recherche de son identité. Si un canton exprime peut-être une certaine communauté en zone rurale, quelle signification a-t-il dans les villes, alors que les citoyens n'en connaissent pas les limites et ne le perçoivent pas comme un cadre de vie ?

Une des ambiguïtés de l'assemblée départementale est bien là, dans le divorce entre sa base de représentation et les pouvoirs qui seront maintenant les siens. Une autre est dans le compromis qu'elle impose entre les élus et le représentant de l'Etat. Le sujet est certes renouvelé, mais il subsiste de multiples incertitudes sur la coordination entre le président du conseil général et l'ancien préfet, comme sur le parfait fonctionnement de services qui seront alternativement à la disposition de l'un et de l'autre. Or, de la manière dont les relations s'établiront, dépendront l'harmonie de la vie départementale et l'efficacité de l'action de l'instance collégiale.

La spécificité du budget départemental et son rôle de préparation renforcent la particularité de cette assemblée, dont la gestion ne saurait être assimilée à celle d'une commune. Fût-elle importante.

Un budget d'investissement consacré, pour moitié, à aider les collectivités locales et les syndicats intercommunaux (prêts, subventions) ; l'existence de nombreux fonds départementaux (fonds scolaire, fonds de la taxe professionnelle...) pour lesquels le conseil général fixe les modalités d'affectation de ressources apportées par d'autres (Etats ou communes) ; la fixation, dans le cadre de services départe-

mentaux, de cotisations obligatoires pour les communes (aide sociale, service d'incendie...), autant de caractéristiques qui exigent un sens aigu du dialogue que possédait bien, dans l'ensemble, le corps préfectoral, et que l'on retrouverait dans des bureaux où l'opposition départementale serait représentée.

Enfin, quels seront les rapports entre la collectivité départementale et la collectivité régionale ? Déjà, le transfert de l'exécutif régional, le 15 avril, et les attributions nouvelles, en matière de développement économique et de planification, renforcent l'autonomie de l'assemblée régionale, qu'accroissent fortement l'élection au suffrage universel prévue pour l'an prochain. Les risques de conflit en seront accrues dès lors que la taille étroite de la plupart des régions conduit à de multiples querelles d'attribution.

La solution n'est pas seulement affaire de texte. La personnalité des élus et leur orientation politique pèseront lourd dans les réponses à ces questions.

(*) Président P.S. du conseil régional de Picardie.
(**) Chargé de conférences à la Sorbonne.

Les chambres régionales des comptes : un faux semblant ?

par Honoré CAMBON (*)

LES chambres régionales des comptes n'existent encore que sur le papier. Mais la loi de décentralisation s'applique dès aujourd'hui. Les collectivités locales, du plus petit village à la plus vaste région, jouissent désormais d'une entière liberté dans la gestion de leurs finances.

Les préfets et les trésoriers-payeurs généraux, anciens tuteurs de ces collectivités, disparaissent en tant que tels. Les finances régionales et locales ne seront plus à l'avenir contrôlées qu'après coup par ces chambres régionales, qui, certes, sont prévues, mais qui sont loin d'être organisées.

Voilà donc désormais les assemblées régionales et locales et leurs exécutifs, maires ou présidents élus, libres de définir une politique et d'en décider le financement, tout en étant contrôlés par l'impôt et par l'emprunt. Seul rempart contre l'erreur ou la faiblesse humaine, qu'elles prennent la forme de la simple irrégularité ou de la dilapidation des fonds publics, voire de la corruption : un contrôle a

posteriori, dont les futures chambres régionales seront responsables. Mais leur responsabilité sera-t-elle réelle ou seulement apparente ?

Cette question essentielle n'est pas encore tranchée : les compétences des nouvelles juridictions sont encore mal définies ; leurs moyens demeurent incertains, et leur indépendance reste à garantir.

La loi est claire, dans sa lettre comme dans son esprit : elle donne compétence de droit commun aux chambres régionales pour assurer le contrôle a posteriori des finances locales et régionales. Elles seules peuvent, sous réserve du rôle de juge d'appel confié à la Cour des comptes, mettre en jeu la responsabilité personnelle des comptables. Elles seules peuvent, à cette occasion, formuler des critiques sur la gestion des collectivités, faire connaître leurs remarques aux élus, et assurer ainsi indirectement l'information des administrés, qui, par leur bulletin de vote, le pouvoir de sanctionner les erreurs commises.

En confiant ces attributions aux chambres régionales, le législateur a ainsi voulu que fût assuré un contrôle juridictionnel satisfaisant de la gestion des collectivités décentralisées. Le contrôle ne saurait être tel si, tirant prétexte de commodités administratives, le gouvernement adoptait l'interprétation de certains services qui, désirant restreindre la portée de la réforme intervenue, voudraient voir les trésoriers généraux conserver de facto l'appareil des comptes des collectivités les moins importantes. Les nouvelles juridictions ne doivent pas être une simple façade derrière laquelle se dissimuleraient des services extérieurs du ministère des finances.

Encore faudra-t-il pour que le contrôle a posteriori soit satisfaisant que les chambres régionales soient dotées de moyens suffisants en quantité et surtout en qualité. Ce sont, en effet, les comptes et la gestion de trois mille ou quatre mille collectivités ou établissements publics de nature et de taille diverses qu'une chambre régionale d'importance moyenne devra contrôler. Or la loi de décentralisation se borne, en matière de contrôle, à définir les principes. Elle n'a pas traité — ce n'était d'ailleurs pas son objet — des moyens accordés aux nouvelles juridictions. Alors que celles-ci doivent pouvoir fonctionner dès le 1^{er} janvier 1983, le budget de 1982 ne les dote que d'effectifs squelettiques, dérisoires. Seul le budget de 1983 permettra de savoir si les pouvoirs publics entendent donner la possibilité aux chambres régionales de jouer pleinement leur rôle.

Elles ne pourraient s'affirmer si, pour disposer du personnel indispen-

sable, elles devaient dépendre de divers services, tout naturellement tentés de mettre à leur disposition leurs moins bons agents, si leurs magistrats ne pouvaient s'appuyer sur des équipes d'assistants suffisamment nombreux et qualifiés, et si rien n'était prévu pour assurer la formation de leurs personnels.

Et il en serait de même si, ne disposant pas de locaux qui leur soient propres, elles devaient demander l'hospitalité à des services de l'Etat ou à des collectivités qu'elles auront pour tâche de contrôler.

Les chambres régionales seront proches des administrés et des élus. Ce sera pour elles un atout précieux en même temps qu'un risque fondamental. Quel sera leur poids face à des élus locaux et régionaux auxquels la réforme donne des pouvoirs accrus et, par là, une puissance nouvelle ?

Les qualités de caractère et la compétence professionnelle des futurs magistrats financiers se sauront être mises en doute. La loi leur accorde la collégialité et l'immuabilité, fondements de leur indépendance. Mais les garanties concrètes de cette indépendance restent encore à définir. Il est indispensable que soit créé un conseil supérieur des chambres régionales, analogue au conseil supérieur de la magistrature, chargé d'exprimer un avis sur toutes les nominations, promotions et mutations des conseillers.

Quant aux présidents de ces chambres, la loi a décidé qu'ils seraient recrutés parmi les magistrats de la Cour des comptes, désignés à leur demande et sur proposition du premier président, pour exercer cette fonction. Leur immuabilité et les conditions habituelles de leur recrutement garantissent leur indépendance. Encore faut-il que cette disposition ne soit pas qu'une apparence ; que ces désignations interviennent sans qu'il soit dérogé aux règles statutaires fixées par la loi, de nomination des magistrats de la Cour. S'il devait en être autrement, les fonctionnaires ainsi nommés, quelles que soient leurs qualités personnelles, pourraient être suspects d'avoir été nommés pour « rendre des services et des arrêts ». Une telle image ne saurait les aider à affirmer le prestige des nouvelles juridictions.

Jusqu'ici, dans le contrôle des finances locales, la Cour des comptes a tiré profit de son expérience plus que séculaire et, dans une certaine mesure, de son éloignement géographique. Les chambres régionales, proches des réalités locales, devront s'affirmer d'emblée par leur dynamisme autant que par l'indispensable sérénité dont leurs constatations et leurs décisions devront faire preuve. Mais leur en donnera-t-on la possibilité ?

(*) Membre du Syndicat des magistrats de la Cour des comptes.

R.P. MARTIN

Le livre des compagnons secrets

L'enseignement secret du Général de Gaulle

Qui sont ces compagnons secrets choisis par le Général lui-même ? Il leur imposa 10 ans de silence et de méditation. Aujourd'hui, sans concessions pour personne, les compagnons révèlent, entre autres, la vision gaullienne, prospective et intemporelle de l'histoire et du monde.

ACL/ROCHER

Le Monde

AMÉRIQUES

Guérilla, I

Guatemala

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le parti gouvernemental aux élections

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Colombie

Guérilla, banditisme, trafic de drogue...

(Suite de la première page.)

Les députés et les sénateurs du nouveau Congrès élus le 14 mars sous les bannières des trois grandes puissances révisent éventuellement leurs alliances de vote à mal. La politique colombienne est à la disposition de l'exécutif, est passablement discréditée. Les plans des états-majors peuvent aussi être bouleversés par la suite d'une surprise d'un commando du M-19. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prévues une semaine avant les élections, c'est l'armée, pour première fois, qui veillera à la régularité des scrutins. « Mais aucun

plan n'est parfait, soupire avec résignation M. Turbay, dont le mandat présidentiel s'achève le 7 août. Vous ne pouvez rien contre un commando suicidaire. »

M. Turbay ne semble pas fonder beaucoup d'espoirs sur sa nouvelle offre d'amnistie, bien qu'il revendique la reddition « d'une centaine de guérilleros » seulement. « Il y a deux types de violence, dit-il, celle qui se réclame du marxisme-léninisme et qui est liée à Cuba; celle-là est difficile à résoudre. Mais on peut agir sur la violence liée à la délinquance et à la misère sociale. »

M. Turbay, qui termine son mandat dans une certaine morosité, n'a manifestement pas réussi à pacifier

le pays. C'est son grand regret, bien qu'il affirme que « le risque d'explosion sociale est plus dangereux que la guérilla ». Il n'a pas non plus réussi à réduire le trafic de drogue, cette « économie parallèle » qui a, en 1981, rapporté 2 milliards de dollars, deux fois plus que le café, premier produit d'exportation, il est vrai en baisse.

Les « parrains » en action

Non seulement le trafic n'a pas diminué, mais les trafiquants sont de plus en plus audacieux et surtout influents. En février, à Cali, quatre cents « parrains » de la Mafia colombienne ont décidé de partir en guerre contre les auteurs d'enlèvements, crapuleux ou politiques. Ils ont mis la coquette somme de 8 millions de dollars, pour commencer, à la disposition d'une organisation intitulée MAS (Mort aux ravisseurs) et qui dispose, paraît-il, de huit mille hommes de main.

Motif de cette colère spectaculaire : l'enlèvement de la fille du parrain « de la Mafia de Medellín, deuxième ville de Colombie, où tous les records de criminalité sont battus depuis un an. Le commando du M-19 qui avait séquestré la jeune femme a balisé les bras sans conditions et libéré son otage dans les trois jours. Alors le MAS est passé à l'action. Il a réussi, par exemple, à exécuter deux truands responsables de l'enlèvement et de la mort d'un enfant de trois ans, alors qu'ils étaient dans un quartier de haute sécurité de la prison de Medellín. Aucune enquête officielle n'a été encore entreprise sur les activités du MAS.

C'est dans ce climat de violence que la classe politique se livre au jeu des pronostics et des sondages. La démocratie « au état de siège » de la Colombie fonctionne, c'est un fait, mais elle tourne un peu à vide. La corruption (le directeur général des douanes vient d'être incarcéré), le « caciquisme », l'immobilisme des partis traditionnels (libéral et conservateur), le peu de prestige des politiques au sein de la classe moyenne, au moins en partie, expliquent, au moins en partie, les taux d'abstention records : près de 70 % aux dernières élections.

Les amis de M. Lopez Michelsen sont confiants. Pourtant, l'ancien président, âgé de soixante-neuf ans, s'est fait bien des ennemis, pendant sa première présidence, en mettant en œuvre une réforme fiscale. Il a dû affronter, en outre, le boom de la drogue, la crise pétrolière et l'apparition du M-19. Mais il a bénéficié aussi, de 1974 à 1978, des bonnes recettes du café, qui sont concourues au sein du libéralisme, M. Galán, lui reproche « d'avoir gaspillé ».

Esquisses de réformes sociales, répression et concentration capitaliste : le premier règne de M. Lopez Michelsen a été marqué par le fait campagne sur le retour de la paix, il préconise une « négociation » avec la guérilla, la fin des mesures de sécurité, un nouveau modèle de

développement axé sur l'agriculture, une décentralisation « à l'allemande » et l'adhésion du parti libéral à l'Internationale socialiste.

La politique française en Amérique centrale n'est pas absente de la campagne : M. Lopez Michelsen, francophile, ayant fait des études à Paris, a violemment attaqué récemment les ventes d'armes au Nicaragua et mis en cause le statut privilégié de Rouleau en Colombie.

Il doit affronter non seulement la concurrence du « jeune Galán » (il a trente-neuf ans) qui fait appel au sein du parti libéral aux « jeunes contre les caciques » et déclare la guerre « aux incogéables qui nous gouvernent », mais aussi l'hostilité des deux anciens présidents libéraux, Lleras Restrepo et Lleras Camargo, symboles d'une oligarchie honnête, cultivée, que choque l'apparition sur la scène politique des hommes des classes moyennes.

Les préférences de Garcia Marquez

En revanche, il a reçu un soutien inattendu, celui de l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, ami de Fidel Castro, « réfugié » au Mexique, qui estime que « Lopez Michelsen est la dernière chance de la démocratie en Colombie ».

Il est vrai que la « gauche » est bien absente de ce débat. Elle a fait un score ridicule aux dernières élections. M. Garcia Molina, candidat de la gauche et du P.C. (qui est légal, bien que son « bras armé », les FARC — Forces armées révolutionnaires de Colombie, — poursuive la guérilla), est un homme âgé, fatigué, honnête mais sans perspectives. Autre « liste » de gauche : celle du MOIR (Mouvement ouvrier de la gauche révolutionnaire), vaguement pro-chinois et dont la candidate aux élections est Mme Consuelo de Montero, qui a bien du mal à dissimuler ses origines « oligarchiques ».

Quant à M. Belisario Betancur, il observe paisiblement les déclarations du parti libéral et espère bien en profiter. Conservateur de tendance « social-chrétienne », à l'heure où le parti libéral se découvre une vocation « social-démocrate », il se montre soucieux de modernisation. Mais celle-ci n'aurait de chance de se réaliser que si l'article 120 de la Constitution était abrogé, ainsi que le réclame M. Lopez Michelsen.

Le pacte de front national, qui prévoyait le « partage » de toutes les charges publiques entre libéraux et conservateurs, a pris fin en 1974. Il n'y a plus d'alternance présidentielle et les libéraux, majoritaires dans le pays, ont conservé la magistrature suprême.

Mais l'article 12 de la Constitution a permis le maintien du « partage » à tous les autres niveaux, ce qui favorise la corruption, l'immobilisme et empêche la formation d'un État « moderne ».

MARCEL NIEDERGANG.

Nicaragua

L'ambassadeur à Washington dément la présence de conseillers militaires soviétiques

L'ambassadeur du Nicaragua à Washington, M. Francisco Navarro, a répondu le mercredi 10 mars, aux accusations lancées la veille par le directeur adjoint de la C.I.A., l'amiral Danman, sur le renforcement du potentiel militaire du régime sandinista.

Dans une interview à la chaîne de télévision A.B.C., M. Navarro a déclaré : « Nous n'avons aucun conseiller militaire soviétique, et nous n'avons aucun dessein de conseillers militaires cubains. » L'amiral Danman avait affirmé que cinquante à soixante-dix officiers soviétiques se trouvaient au Nicaragua et environ deux mille conseillers militaires cubains.

L'un des dirigeants sandinistes, M. Jaime Wheelock, ministre de l'Agriculture, qui se trouve à Washington, a également démenti

les affirmations lancées la veille par le directeur adjoint de l'Agence de renseignements du Pentagone sur l'aggravation des aéroports militaires nicaraguayens. Ces travaux ont été déclinés sous le régime de Somoza, a précisé le ministre, et sur les conseils de conseillers américains.

Tandis que le Nicaragua protestait auprès des États-Unis sur la violation de son espace aérien par des avions-espions américains (ceux qui ont pris les photos présentées au Congrès à Washington pour étayer les accusations contre les sandinistes), l'Agence Tass condamnait, dans une dépêche, les « sales intentions » et les « fantasmes émotionnels » des responsables du contre-espionnage américain.

● Le secrétaire d'État américain, M. Alexander Haig, a déclaré mercredi devant une sous-commission du Sénat, que l'aide militaire et économique américaine au Salvador ne servirait pas à résoudre le conflit qui l'oppose. C'est-à-dire, a-t-il dit en substance, est la manifestation locale d'un problème global : l'offensive soviétique-cubaine contre la liberté dans le monde.

M. Haig s'est montré néanmoins réceptif aux propositions mexicaines, visant à parvenir à un accord Salvadorien et à améliorer les relations entre Washington et Managua. « Nous explorons toutes les voies possibles vers une solution pacifique », a-t-il affirmé. — (A.F.P., U.P.I.)

Suriname

TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT ?

Une fusillade a éclaté, le jeudi 11 mars dans la matinée, près du campement militaire de Paramaribo, la capitale du Suriname, a annoncé l'Agence de presse hollandaise S.N.A. dans une dépêche reçue à La Haye. Il s'agit, selon des informations non officielles, d'une tentative de renversement du conseil militaire. Le conseil militaire contrôle depuis un coup d'État, en février 1980, la vie politique de cette ancienne colonie néerlandaise, qui a accédé à l'indépendance en novembre 1975. — (A.F.P.)

AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX ÉTATS-UNIS

Les dirigeants américains ont conscience d'une détérioration des relations avec Paris

De notre correspondant

Washington. — M. Mitterrand n'était pas attendu de si tôt à Washington. Les responsables américains affirment qu'ils ne sont pour rien dans l'avancement de cette visite, mais appréhendent de pouvoir s'entretenir, dès le vendredi 12 mars, avec le président français. Ils constatent, en effet, que les relations entre les deux pays se détériorent et que l'axe atlantique est dans le brouillard.

Si M. Mitterrand souhaite s'entretenir de l'économie avec ses interlocuteurs et préparer le sommet des sept grands pays industrialisés, convoqué en juin à Paris, M. Reagan et M. Haig veulent surtout parler politique. Ils s'attendent à des récriminations sur le dollar (trop fort) et les taux d'intérêt américains (trop élevés). Une idée fait lentement son chemin à Washington : pour calmer leurs partenaires, les États-Unis pourraient soutenir les monnaies européennes en attendant une normalisation du crédit.

La principale récrimination des dirigeants américains à l'égard de la France concerne les relations Est-Ouest. Ils estiment que Paris a bien réagi sur la Pologne, mais n'a pas su en tirer les conséquences pour ses rapports avec l'U.R.S.S. Peut-on acheter du gaz à ce pays, lui fournir des crédits, lui vendre des armes, sans être attaché à des récriminations commerciales habituelles (business as usual) sont désormais impossibles, souligne-t-on à Washington. La France continue de raisonner en termes de business, malgré des déclarations, excellentes au départ, sur la nécessité de rompre avec les pratiques américaines à Paris, on se déclare « troublé » par la manière trop jacobine dont la France sanctionne les activités terroristes sur son sol.

« Nous voulons clarifier tout cela, affirme-t-on à Washington. Mais il ne faut pas perdre de vue une entente avec la France dans beaucoup de domaines, notamment la sécurité européenne. » Ces convergences seraient sans doute soulignées publiquement par les Américains à l'occasion de la visite de M. Mitterrand. Paris est un partenaire incommode et toujours étié. Mais il reste un allié solide, susceptible d'influencer Bonn et d'empêcher que les événements de Pologne et leurs suites ne se transforment en crise interne du bloc occidental.

ROBERT SOLÉ.

La surprise littéraire de l'année

Anne Pons / Le Point



« C'est un prodigieux document, une histoire triste et drôle et, à coup sûr, l'un des livres les plus forts qui soit paru depuis longtemps. » Catherine Clément / Le Matin

« Sidérant ! Jamais vu de mémoire de critique ! Aucun romancier n'aura su tresser les chapitres de son livre comme ces bourgeois leurs lettres quotidiennes. » Anne Pons / Le Point

« Ces lettres composent un fabuleux "roman bourgeois", étouffant, humide et noir comme l'intérieur d'une tombe de notable. » François Nourissier / Le Figaro Magazine

Collection Livre à Elles 65 F

SEUIL

Le Monde

Au sommaire du prochain numéro :

LE COMBAT CULTUREL DES JUIFS EN U.R.S.S.

L'émigration des Juifs d'U.R.S.S. vers Israël diminue. Ils se tournent davantage vers leur religion et leur culture.

Enquête de Gilles Fabre-Rosace

LES FOURMIS DE L'ASSEMBLÉE

Des travailleurs de l'ombre : les assistants parlementaires. Beaucoup se plaignent de la précarité de leur statut.

Enquête de Philippe Cohen

AFRIQUE

République Centrafricaine

APRÈS L'OCTROI DU DROIT D'ASILE A M. PATASSE Les autorités de Bangui veulent éviter l'aggravation de la tension avec Paris

Bien que Paris ait décidé d'accorder le droit d'asile à M. Ange Patasse, leader de l'opposition centrafricaine, toujours réfugié à l'ambassade de France à Bangui, la tension dans les relations franco-centrafricaines est restée élevée. De part et d'autre, on continue de dramatiser la situation et les autorités centrafricaines donnent le sentiment de vouloir jouer l'apaisement.

Bangui. — Les jours se suivent et ne se ressemblent guère sur les rives de l'Oubangui. Après le remue-ménage diplomatique de la veille, le mercredi 10 mars aura été le jour de l'apaisement, notamment dans les relations franco-centrafricaines. A telle enseigne que certains y voient presque l'existence d'une « crise » entre Paris et Bangui.

L'ultimatum diffusé à trois reprises mardi par Radio-Bangui — réclamant la remise à la justice centrafricaine de M. Ange Patasse dans un délai de quarante-huit heures — n'était plus qu'un malentendu le lendemain. En fait, on ne réclamait plus, comme le indiquait mardi le Quotidien d'Orsay, qu'une réponse française à la demande d'extradition formulée dimanche soir par le gouvernement centrafricain. Autrement dit, après la brève visite de M. Guy Penne — qui s'est déroulée mardi dans une atmosphère de « courtoisie » — il y avait accord, de part et d'autre pour « dédramatiser » la situation. On imaginait ensuite

M. Lionel Jospin, dont s'était réclamé M. Patasse pour pénétrer dans l'ambassade de France à Bangui, a fait savoir dès mercredi qu'il n'avait jamais rencontré ce dernier. D'autre part, le P.S. a précisé qu'aucun membre de la direction ou du secrétariat international du parti n'a eu de rencontre avec M. Patasse.

De son côté, de retour d'Abidjan, au terme d'une visite au Mali et en Côte-

De notre envoyé spécial

une solution tenant compte du souci de la France, exprimé par M. Bergey, de « respecter le droit d'asile ».

Pour les uns, la raison a fini par prévaloir. Quelques policiers sont demeurés en faction devant la chancellerie française, exerçant un contrôle plutôt démonstratif des visiteurs, tandis que l'ambassadeur de France était reçu par le chef de l'Etat, le général Kolingba. On en oublie même qu'une semaine plus tôt des opposants avaient tenté de prendre le pouvoir par la force et que deux officiers généraux, radicaux depuis des cadres de l'armée, étaient en fuite et que les principaux dirigeants du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) de M. Patasse — mouvement dissous — étaient sous les verrous. Pour les autres, donc, la marée était un peu trop belle.

Radio-Bangui devait, dans son flash de mercredi midi, prendre un ton nouveau de compromis en indiquant que le comité militaire de redressement national, tout en « exigeant l'extradition de M. Patasse », soulignait que « le problème soit réglé dans l'intérêt de la France et de la République centrafricaine ainsi que dans celui de notre souveraineté, sans débiter de résonances sur un « crise majeure ». Bref, on était loin de l'affirmation sèche de la veille selon laquelle les autorités locales avaient « demandé » que M. Patasse soit remis à la justice centrafricaine dans un délai de quarante-huit heures, « cela au moment même où le conseiller de M. Mitterrand se trouvait dans le bureau du général Kolingba ».

Beaucoup d'inconnus

Une nuée de questions demeure cependant en suspens. Tout d'abord, l'accord accordé au réfugié centrafricain le droit d'asile, il ne faut pas sous-estimer, quelle que soit leur réaction sur le champ, l'ampleur de l'immersion des dirigeants militaires centrafricains dans « l'histoire » d'une victoire complète sur la « bête noire » du régime. Pendant

L'INVOLABILITÉ DES AMBASSADES

Depuis la convention de Vienne de 1961, la notion d'« extraterritorialité », des ambassades a fait place à l'« inviolabilité ». Dans la pratique, certains effets sont les mêmes : la police ou l'armée n'a pas le droit de pénétrer dans une ambassade ou de l'investir, sauf à la demande du chef de poste. Cependant, juridiquement, le territoire de l'ambassade n'est plus considéré comme se situant en dehors du pays hôte. L'ambassade ne peut plus donc, en droit, donner refuge à quelqu'un sans explication, à une personne recherchée par le gouvernement du pays hôte ; celui-ci en revanche ne peut poursuivre la personne recherchée dans les locaux ou sur le territoire de l'ambassade. Seule une solution politique peut mettre fin au différend. C'est précisément ce cas qui se passe à Bangui.

brèche par un droit d'asile accordé à un adversaire qui, en cas de succès de son entreprise, aurait été peut-être sans merci, du moins l'estime-t-on tel dans les milieux officiels.

Il ne faut pas oublier non plus que les responsables centrafricains jugent — des documents le prouvent — que M. Patasse était d'accord avec M. Idi Amin, chef du M.O.L.N. (Mouvement centrafricain de libération nationale) clandestin, qui a revendiqué l'attentat du 14 juillet dans un cinéma de Bangui et dont les liens avec Tripoli sont généralement admis. Autrement dit,

d'après M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, a affirmé jeudi 11 mars que les rumeurs selon lesquelles certaines personnalités françaises de son ministère auraient été impliquées dans la tentative de coup d'Etat de samedi dernier à Bangui sont « sans aucun fondement ». « Ces rumeurs font partie d'un vague d'intoxication qui a entouré cette affaire depuis le début ».

M. Patasse serait lié aux Centrafricains de la « dévolution » libyenne, réintégré clandestinement dans leur pays d'origine. Si les autorités centrafricaines parviennent à « prouver » des « personnalités françaises », elles se gardent de mettre en doute l'attitude de l'Etat. Ce qui leur paraît incompréhensible, c'est que M. Patasse, pendant cinq mois de séjour en France, ait pu avoir certains contacts officieux à Paris. On se fiche des socialistes.

Le Centrafricain n'est pas le France de Mitterrand », dit un peu brutalement un haut fonctionnaire à propos des échos intelligibles ici de la polémique entre le Quotidien de Paris et M. Jospin à propos de M. Patasse. Cette question pose le problème plus grave des relations entre la France et l'Afrique francophone. Les pouvoirs en place ici ne parviennent toujours pas à imaginer que le parti socialiste puisse tenir un langage différent de celui du gouvernement français. Là où il peut y avoir dualité, on traduit aussitôt, sur ce continent duplicité. On parle alors de « complaisance » avec des opposants voire même de « double jeu ». Les pouvoirs africains ne peuvent admettre qu'une seule voix française et des relations bilatérales au sommet.

Quoi qu'il advienne désormais, le sort de M. Patasse promet, au moins dans les prochaines semaines, d'être l'élément de relations entre Paris et Bangui. Actuellement, Bangui, la Coquette somnole. Une manifestation anti-française y paraît peu probable et la volonté de compromis de l'armée centrafricaine — première puissance domestique — l'emportera au sein du comité militaire au pouvoir. En bref, le temps fera son œuvre et l'unité franco-centrafricaine admettra, à court terme, d'être même. Disons que mercredi a donné raison aux optimistes, et espérons simplement que la suite des événements ne leur donne pas tort dans ce pays aux équilibres précaires et qui a déjà subi assez d'épreuves pour ne pas avoir à en connaître de plus pénibles.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

République Sud-Africaine

Les mercenaires ne sont plus ce qu'ils étaient...

De notre envoyé spécial

Pietermaritzburg. — Les mercenaires ne sont plus ce qu'ils étaient. Telle est la conclusion que l'on retire d'une première rencontre avec les quarante-trois inculpés que la justice sud-africaine a été réduite à poursuivre après la tentative de putsch aux Seychelles en novembre 1981. Le procès a lieu à Pietermaritzburg, tranquille petite ville du Natal. A les voir alignés, le mercredi 10 mars, dans le box des accusés, l'une des raisons de leur présence était seule aux yeux de la plupart, ils n'ont pas, ou n'ont plus, la condition physique de leur emploi. Votée par l'arthrite, leur chef, le « colonel » Mike Hoare (soixante-deux ans), n'a plus rien du prestigieux chef du « Commando des îles sauvages », personnalité naguère par Richard Burton à l'écran. Ses flatteries n'ont pas meilleure allure.

Pour son piètre travail de recrutement et d'« organisation », le patron de l'équipe aurait touché 2 millions de francs, somme qu'il consacrerait aujourd'hui à la défense de ses hommes. Eux auraient reçu

6 000 francs chacun avec promesse d'en toucher dix fois plus si le coup réussissait.

La plupart d'entre eux sont des chefs de famille, des petits propriétaires de pavillon de banlieue ou des employés modestes. Le mercenariat n'est embourgeoisé. « Ce sont des soldats de l'anticommunisme, des idéalistes », affirme un homme d'affaires de Durban, M. Norman Reeves, qui vient de lancer une souscription nationale pour aider Mike Hoare à payer les frais du procès. « Ceci est un appel au public, écrit-il, pour qu'il vienne au secours de ces hommes dans notre cause commune. » Ici, peut-être, plus qu'ailleurs, le mercenariat est un personnage romantique. L'Afrique du Sud a la culture du pistolet, surtout quand il met son art au service du rattrapage de régimes militaires. Le pays constitue le meilleur marché étranger du magazine américain *Soldiers of Fortune*, mensuel des aventuriers professionnels, dans lequel on peut recruter par petites annonces un « soldat de fortune » pour un jour ou un mois au pôle Nord ou à Quito.

Un pays peuplé d'aventuriers

Depuis le tristement glorieux épisode des « siffleurs », l'Afrique du Sud est sans doute, avec l'Amérique du Sud, le pays le plus peuplé d'aventuriers. Que l'opinion publique se soit rangée de leur côté n'a rien d'étonnant. Mike Parrella, Reil, maire de Pietermaritzburg, est d'ailleurs ravi de l'événement. Elle regrette de n'avoir pas pu inviter « Monsieur Hoare et ses camarades » au cocktail de la presse — « Mon conseil municipal m'a refusé l'autorisation », — mais elle se console car « ce procès va nous amener une publicité formidable ».

Le procès, dont la première audience fut consacrée, pour l'essentiel, à l'enregistrement des identités, pourrait se prolonger plusieurs semaines. Outre les quarante-trois inculpés, qui plaideront tous non coupables, il reste plus de soixante-dix témoins à entendre. On ignore dans quelle mesure ceux qui seront appelés à la barre évo-

queront les conditions, la préparation et l'exécution de l'opération. Ce n'est pas la tentative de coup d'Etat qui est, en effet, reprochée aux inculpés — la déstabilisation de gouvernements étrangers ne figure pas dans le code pénal sud-africain, mais l'acte de préterite admettent leur « permis de « décrocher » après leur échec. Seuls, les sept malchanceux qui n'ont pu se replier à temps seront jugés pour ce crime aux Seychelles, où ils risquent leur tête.

Quant aux complications officielles sud-africaines, dont auraient bénéficié les soldats parus, il n'y aura apparemment pas question à Pietermaritzburg. Accusés, fermés à fait sa propre enquête, dénichés quelques coupables, dont les noms n'ont pas été révélés, et sévi. Pour elle et pour le gouvernement de Pretoria par la même occasion, l'incident est clos.

PATRICE CLAUDE.

Madagascar

DES DÉSORDRES SOCIAUX AURAIENT FAIT PLUSIEURS MORTS DANS LE NORD DU PAYS

Tananarive (A.F.P.). — Dans plusieurs villes de la province d'Antsiranana (anciennement Diego-Suarez) au nord de Madagascar, des manifestations violentes auraient fait, au cours des dernières semaines, selon divers témoignages non confirmés officiellement, plusieurs morts et de nombreux blessés. Le gouvernement malgache observe un mutisme total sur ces événements, qui ont entraîné la démission du président du conseil exécutif d'Antsiranana (chef de province), M. Diny Georges.

Le quotidien *Madagascar-matin*, qui a évoqué simplement la « crise du Nord » dans des détails, ni commentés, dans son édition de mardi, a été censuré mercredi 10 mars pour y avoir fait à nouveau allusion dans son billet quotidien.

Les événements les plus graves ont eu lieu, selon les témoignages, le week-end dernier, dans l'île de Nosy Be, située au nord-ouest. Un meeting y aurait dégénéré en manifestations de rues suivies d'incendie de bâtiments administratifs et du pillage de magasins. Divers témoignages font état de cinq morts et de plusieurs blessés.

Parmi les causes de cette violente agitation sociale, on note la grave crise économique que traverse le pays et les pénuries de produits de première nécessité (riz, sucre, savon, médicaments, etc.) qu'elle engendre.

Le calendrier scolaire et universitaire étant, par ailleurs, perturbé, l'agitation étudiante est également manifeste, en particulier à Antsiranana où y a plusieurs semaines, donnant le signal d'une contestation qui s'étend aujourd'hui à plusieurs localités de la région et touche une frange de la population de plus en plus importante.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LE MINISTRE DE LA DEFENSE, le général Mohammad Razi, a regagné Kaboul, mercredi 10 mars, après un séjour de quatre mois en U.R.S.S., a indiqué à radio afghane captée à Islamabad. La radio a précisé qu'il avait suivi à Moscou des « cours de perfectionnement ». Son éloignement, et son temps, s'expliquent par le général Qader avaient été interprétés comme un épisode des luttes de clans au sein du régime afghan. D'autre part, le président Rezwan a dédié au peuple afghan le prochain vol de la navette spatiale américaine, le 22 mars. Une journée de l'Afghanistan aura lieu la veille aux Etats-Unis, qui vont envoyer une

aide alimentaire supplémentaire aux réfugiés s'élevant à 23 millions de dollars et portant leurs contributions à 200 millions de dollars depuis trois ans. — (A.F.P.)

Chine

CAPTURE D'UN BATEAU VIETNAMIEN. — Le Quotidien du peuple a annoncé ce jeudi 11 mars la capture d'un bateau de reconnaissance vietnamien, avec dix personnes à bord, la semaine dernière, à proximité des îles Paracels occupées par la Chine et aussi revendiquées par le Vietnam). La veille, Pékin avait protesté officiellement auprès de Hanoi, accusant la marine vietnamienne

d'avoir mitraillé une flotille de pêche chinoise (dix-huit disparus et six blessés). — (A.F.P.)

Ethiopie

DEMENTI SUD-YÉMÉNITE. Le comité central du parti socialiste yéménite (au pouvoir au Sud Yémen) a démenti mercredi 10 mars une déclaration du parti socialiste français, selon laquelle la République démocratique du Yémen aurait envoyé des forces militaires en Ethiopie pour lutter contre les séparatistes érythréens. Une source officielle au sein du département des relations extérieures du comité central a affirmé qu'il n'y avait « pas une once de vérité » dans ces

accusations et a réaffirmé « le soutien du Sud-Yémen à l'Ethiopie socialiste dans son combat pour atteindre le progrès économique et social ». — (A.F.P.)

Tonga

UNE AIDE FRANÇAISE a été accordée à l'archipel du Pacifique sud, ravagé récemment par un violent cyclone qui a détruit une grande partie des habitations et anéanti les cultures. Un avion militaire français venu de Papeete a transporté à Tonga 10 tonnes de vivres et de médicaments et des tentes. Le 6 mars dernier, une aide humanitaire a aussi été apportée au royaume par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Turquie

M. BÖRÜK İNTERDIT DE SORTIR. M. Bönvitz, ancien premier ministre, s'est vu refuser, le 10 mars, l'autorisation de se rendre aux Etats-Unis, où il devait donner une série de conférences. Les autorités turques ont justifié cette interdiction par le fait qu'une enquête est en cours contre certains membres du parti républicain du peuple, que dirige M. Bönvitz, afin d'établir les relations qu'entretenait ce parti, avant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, avec « les organisations terroristes d'extrême gauche, le parti communiste et certains syndicats ». — (A.F.P.)

MAROC, TUNISIE.

Nouveau. Des Tarifs Vacances vers l'Afrique du Nord.

Des prix pour tout le monde.

Sur les lignes d'Air France, de Royal Air Maroc et de Tunis Air, ces tarifs sont valables sur certains vols pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France, à Tunis Air ou à Royal Air Maroc.

| | | | |
|----------|--------|------------|--------|
| TUNIS | 1510 F | AGADIR | 2300 F |
| MONASTIR | 1510 F | CASABLANCA | 2045 F |
| TOZEUR* | 1740 F | FEZ | 2045 F |
| SFAX* | 1650 F | MARRAKECH | 2175 F |
| DJERBA | 1740 F | RABAT | 2045 F |
| | | TANGER | 1830 F |

* Vols Tunis Air seulement

ALLER-RETOUR



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

EUROPE

Irlande du Nord

LA « GUERRE SECRÈTE » CONTRE LE TERRORISME

La police et l'armée tirent parti de plusieurs défections dans les rangs de l'IRA

La guerre souterraine que livrent à l'IRA « provisoire » et à l'INLA (1) les services spécialisés de l'armée britannique en Irlande du Nord et de la police connaît depuis quelques semaines des développements dont on attend beaucoup à Londres. La satisfaction anglaise devant les succès enregistrés se nuance toutefois d'une certaine inquiétude devant le risque de voir ces organisations, surtout la première, porter le conflit sur le territoire de la Grande-Bretagne. En particulier, d'actives recherches, à la suite de l'interception de certaines informations, sont actuellement menées dans la région de Southampton.

Mais la lutte contre l'IRA a incontestablement avancé sur le terrain. Au moins vingt-quatre personnes, dont certains responsables importants, ont été arrêtées depuis le début de l'année. Le chiffre peut sembler modeste au regard de celui des sympathisants du mouvement parmi la communauté catholique. Mais il est, en réalité, alarmant pour une organisation qui n'a jamais cherché à recruter en masse et à toujours préféré de petits effectifs très actifs.

Ce choix répondait aux nécessités de l'attente ou de l'embuscade autant qu'à celles de la clandestinité. Mais en mettant la main sur deux douzaines de cadres de l'IRA et de l'INLA, les autorités pourraient avoir porté un coup très dur aux deux « armées » nationalistes. La seconde, en particulier, aurait perdu dans l'opération son chef militaire de la région de Belfast, et serait, aux dires de certains observateurs peu suspects d'hostilité à sa cause, dans un état proche de la dissolution.

Ces arrestations sont d'autant plus préoccupantes pour l'ensemble du courant « républicain » qu'elles se sont accompagnées de saisies d'importantes stocks d'armes et de munitions. On estime ainsi qu'un cinquième des armes de l'IRA a été perdu environ les trois quarts de son arsenal, du moins en Ulster. Mais surtout, l'IRA et l'INLA se trouvent confrontés au grave problème des « informateurs ».

Ceux-ci, assure-t-on dans les milieux proches des deux organisations, ne sont qu'un nombre de deux, s'agissant du moins des « informateurs » susceptibles de divulguer des secrets de quelque importance. L'un se serait détourné de l'IRA et de la lutte armée à la suite d'une conversion religieuse. L'autre aurait abandonné l'IRA, en faisant des révélations à la police, en échange d'une promesse d'impunité.

Il semble cependant que ce mouvement de défection soit plus vaste. Une certaine désaffection se serait fait jour chez des militants en désaccord avec la stratégie des grèves de la faim, qui devenait coûteuse à la fin.

Leur rôle, Bobby Sands et neuf de ses compagnons de captivité en raison de l'intransigeance de Mme Thatcher. Informés de ce malaise, les spécialistes britanniques se sont employés à transformer la fissure en brèche et à « retourner » un certain nombre de ces militants. La plus sûre en leur promettant une amnistie totale, ainsi que les moyens de gagner la Grande-Bretagne et l'étranger pour y refaire leur vie sous une autre identité. Et en faisant valoir que c'était là le seul moyen, pour ceux qui souhaitent déposer les armes, de vivre en paix.

Il suffit de quelques défections pour en amener d'autres, et le Royal Ulster Constabulary, la police d'Irlande du Nord, a ainsi réussi à mettre la main sur de nombreux cadres importants de l'IRA et de l'INLA. Ce problème des informateurs est devenu si aigu pour les deux « armées » nationalistes que celles-ci ont récemment décrété une trêve de deux semaines au cours de laquelle les « traîtres » étaient assurés de l'impunité s'ils venaient se confesser aux dirigeants de ces mouvements, après quoi ils seraient autorisés à quitter le pays sans subir de représailles. Ceux qui ne viendraient pas spontanément, ajoutait l'IRA, étaient de toute façon connus et seraient abattus. On voulait en effet faire le point, à l'échelle de l'organisation, sur

l'ampleur des informations désormais en possession de l'armée et de la police, pour prendre les mesures nécessaires. Pour autant qu'on puisse le savoir, cet appel n'a été que très partiellement entendu.

Le changement politique qui a eu lieu à Dublin à l'occasion des dernières élections législatives, en revanche, peut apporter quelque soulagement aux nationalistes du Nord. Sans renier la tradition patriotique irlandaise, M. FitzGerald, premier ministre sortant, avait manifesté plus de compréhension à l'égard de Londres que son prédécesseur, et la coopération entre les polices et les armées respectives d'Ulster et de République d'Irlande s'en était trouvée facilitée. Vaincu l'an dernier, M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail, est d'un nationalisme plus ombrageux, même s'il ne peut évidemment passer pour un supporter de l'IRA.

Mais c'est, dans l'immédiat, sur un terrain plus directement technique et militaire que l'IRA et l'INLA vont devoir tirer les leçons de leurs revers actuels. Il est vrai que la forme choisie par les organisations « républicaines » pour leur combat leur impose de lier constamment la politique et le militaire.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) Irish National Liberation Army, considérée comme marxiste.

Finlande

En faisant à Moscou son premier voyage officiel

Le président Koivisto a cherché à dissiper la méfiance du Kremlin

De notre correspondant

Moscou. — Reçu, mardi 9 mars, par M. Brejnev, à l'occasion d'une « visite de travail » dans la capitale soviétique, M. Mauno Koivisto, nouveau président de la République de Finlande, qui effectuait son premier voyage officiel en tant que tel, a été reçu par le dirigeant soviétique dans une atmosphère de détente. Le président finlandais, élu le 26 janvier, a tenu à son hôte le langage que celui-ci attendait. Au cours des pourparlers des deux délégations, puis du dîner offert en son honneur, il a en effet déclaré que le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé entre les deux pays en 1948 demeure le « noyau » de la politique étrangère de la Finlande, qu'il « conserve invariablement son actualité dans toutes ses clauses », qu'il « correspond aux intérêts vitaux tant de la Finlande que de l'U.R.S.S. », qu'il permet de maintenir leurs rapports « en dehors des fluctuations conjoncturelles de la politique internationale » et fait de ceux-ci un « véritable modèle ».

Cette prise de position n'est pas nouvelle, mais il importait aux Soviétiques qu'elle fût solennellement réaffirmée à Moscou, où l'élection de M. Koivisto avait été accueillie avec une certaine réserve : si Radio-Moscou avait salué la victoire des « forces de la gauche » contre celles de la bourgeoisie (le Monde daté 24-25 janvier), aucun organe de presse n'avait repris ce commentaire. Le Kremlin, qui n'avait pas insisté sur M. Koivisto, restait dans l'expectative.

La visite du président finlandais suffit-elle, toutefois, à effacer la méfiance rétrograde ? M. Koivisto s'est exprimé avec prudence, sans aller, semble-t-il,

au-delà des termes convenus, en soulignant que tous les moyens sont mis en œuvre pour revenir à « un processus de la détente et du renforcement de la confiance entre les peuples », en se prononçant pour « la coopération et les échanges commerciaux » et « la coopération soviéto-finlandaise ».

En contrepartie, M. Brejnev a assuré que « jamais l'Union soviétique n'a tenté d'imposer ses opinions à la Finlande, de s'immiscer dans ses affaires intérieures », assurance qui vaut évidemment pour l'avenir autant que pour le passé. Il a précisé que le traité de 1948 est conçu « comme un traité entre deux partenaires à égalité de droit, qui ont décidé d'établir leurs relations sur un respect total et la prise en compte réelle des droits et intérêts mutuels ». Il a souligné, pour s'en féliciter, que l'on avait vu « se consolider la paix et la politique pacifique indépendantes de la Finlande », qui a, d'autre part, été pour l'U.R.S.S. « un bon et loyal voisin ».

Mais le chef de l'Etat soviétique n'a pas mentionné dans son discours la proposition finlandaise de création d'une zone d'indépendance dans le nord de l'Europe. Cette omission comme l'insistance de M. Brejnev sur la nécessité d'un « effort long et opiniâtre » pour assouplir les relations entre les deux pays sont peut-être le signe que les côtés soviétiques aussi « toutes les incertitudes ne sont pas dissipées ».

THOMAS FERENCZI.

Pologne

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU VEUT ENVOYER UNE COMMISSION D'ENQUÊTE.

La commission des droits de l'homme des Nations unies, a adopté mercredi 10 mars à Genève, par 19 voix contre 13, une résolution demandant l'envoi d'une commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme. La résolution était présentée par le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas et la R.F.A. Le représentant de la Pologne, M. Lopuszanski, a aussitôt déclaré cette résolution « illégale, nulle, non avenue et politiquement néfaste ».

La commission a également décidé par consensus, sur proposition de la France, la reconduction du mandat de deux ans du groupe de travail sur les disparitions dans le monde.

À Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a d'autre part, annoncé mercredi que la France refusait les demandes d'asile de citoyens polonais qui « ne seraient pas libres de leurs mouvements et de leurs décisions ».

« Il est clair », a ajouté le porte-parole, que les autorités polonaises espèrent ainsi se débarrasser des personnes qui les gênent. Loin de reprendre le dialogue avec les responsables de Solidarité comme leurs déclarations permettaient de l'espérer, les autorités polonaises exercent des pressions sur les citoyens et leurs familles afin de les contraindre à fuir. Le gouvernement français ne peut admettre cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme ».

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont adopté la même attitude.

Le gouvernement français a, d'autre part, levé vendredi dernier les restrictions à la circulation des diplomates polonais en France. Ces restrictions avaient été imposées début janvier par mesure de réciprocité à des restrictions analogues imposées à Varsovie aux diplomates étrangers et qui ont été levées il y a quelques jours.

La dette polonaise

NOUVEAU DÉFAUT DE PAIEMENT

Nouvel épisode dans l'affaire de la dette polonaise. La Banque Handlowy du commerce extérieur n'a pas remboursé une obligation émise sur le marché international à taux variable de 35 millions de dollars qui venait à échéance en janvier. Elle n'a pas plus réglé notre contre le *Financial Times*, acquitté le paiement des intérêts sur une autre obligation de 30 millions de dollars. Dans le premier cas, c'est l'Américain Express qui est chargé de recevoir les paiements au nom des porteurs, dans le second cas, c'est la Banque nationale de Paris.

Ces nouvelles n'ont pas manqué de raviver les inquiétudes des milieux financiers. Il suffirait, en principe, qu'un porteur demande que la Pologne soit officiellement déclarée en faillite pour que la procédure soit engagée devant un tribunal. Or, jusqu'à maintenant, les Etats et les banques étrangères de Varsovie ont refusé de prendre ce parti, préférant négocier avec les autorités polonaises des accords de rééchelonnement de la dette.

Cependant, comme on le sait, l'accord concernant la consolidation de la dette polonaise vis-à-vis des banques, venu à échéance en 1981, n'a toujours pas été conclu, parce que la Pologne n'a toujours pas payé la totalité des intérêts dus.

DIPLOMATIE

L'ÉCHÉANCE DE 1984

L'Assemblée européenne se prononce pour un mode d'élection uniforme : un scrutin proportionnel régional

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée européenne s'est prononcée mercredi 10 mars, par 158 voix contre 76 et 27 abstentions, pour un scrutin uniforme proportionnel et régional pour les élections européennes de 1984. Les représentants britanniques (conservateurs et travaillistes) à deux ou trois exceptions près, ont voté contre la résolution ainsi que les communistes grecs et italiens ; les communistes français se sont abstenus ; les gaullistes se sont abstenus ou ont voté contre.

La proposition présentée par M. Seiflinger (démocrate-chrétien, France), en préparation depuis près de deux ans, comportait à l'issue du vote final (quatre-vingt-cinq amendements avaient été présentés) une anomalie de taille. Deux amendements contradictoires ont, en effet, été retenus par la majorité des députés. Présentés par les conservateurs britanniques, le premier élimine un paragraphe du texte initial, qui demandait direct et explicite le droit de vote aux ressortissants d'un autre Etat membre résidant sur leur territoire depuis au moins cinq ans. Le second, présenté par les socialistes, offre l'éligibilité à un citoyen de la Communauté s'il est installé (ou jours de puis cinq ans) dans un autre pays que celui de sa nationalité. Autrement dit, le texte prévoit qu'un ressortissant de la

Communauté peut, dans certaines circonstances, être éligible à l'Assemblée européenne sans être électeur.

Dénouant l'incertitude du suffrage direct, l'ancienne présidente, Mme Veil, s'est abstenue, contrairement au groupe libéral (auquel elle appartient) qui a qualifié de « scrutin historique » le vote de mercredi.

Autre anomalie : Britanniques, Belges, Néerlandais et Allemands de l'Ouest, vivant dans un pays de la Communauté autre que la leur, pourront désormais participer aux élections européennes, ce qui leur est, jusqu'à présent, interdit. Ils rejoignent les Français et les Italiens résidant hors de la Communauté, qui peuvent aujourd'hui participer aux élections selon diverses procédures, ne pouvant plus participer au scrutin européen.

MARCEL SCOTTO.

Le traité de Rome (1957) prévoyait que les députés de l'Assemblée européenne seraient élus au suffrage direct et explicite par les citoyens de la Communauté. L'Assemblée avait proposé elle-même cette procédure, sur laquelle les gouvernements devaient se prononcer à l'unanimité. En attendant, en 1973, de passer à l'application directe (qui est en vigueur), les gouvernements ne prirent pas de décision sur le mode de scrutin. Chaque Etat resta libre de choisir le sien, mais la première Assemblée européenne émise directement devait présenter un nouveau projet de procédure uniforme, ce qu'elle vient de faire. Il reste qu'il faudra attendre les gouvernements devant se prononcer à l'unanimité avant le prochain scrutin (1984). L'accord sera très difficile, les Britanniques étant quasi unanimement hostiles à la proposition. En France, le R.P.F. est très hostile aux circonscriptions régionales.

M. CHEYSSON : je ne porte pas de dentelles.

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a participé à la campagne des cantonales dans le Pas-de-Calais en prenant la parole à deux meetings réunissant quelque trois cents personnes à Lévignen et à Barlin. M. Cheysson, au cours de ses exposés, a évoqué la politique extérieure, à propos du Proche-Orient. Il a déclaré : « Il ne doit pas y avoir de parité du Proche-Orient, comme il ne doit pas y avoir de parité en Europe. Il ne faut pas placer les frontières à où se sont arrêtées les armes. Il ne doit pas y avoir de Yalta au Proche-Orient ».

Répondant à ceux qui critiquent ses « excès de langage », le ministre a déclaré : « Le style de notre politique étrangère a changé. Je n'en aurai toujours en ligne de différence de la diplomatie classique. Je serais content de m'exprimer avec la confusion des diplomates du siècle dernier. Je ne porte pas de dentelles. Le gouvernement socialiste n'a pas été élu pour porter de la dentelle... »

LES ADIEUX DE L'AMBASSADEUR DU PAKISTAN

L'ambassadeur du Pakistan, qui vient d'être nommé ministre des affaires étrangères, et la Begum Yaqub-Khan, ont donné une réception, mercredi, pour prendre congé de leurs nombreux amis. Militaire reconverti en diplomate, polyglotte, le général Yaqub-Khan, dont c'était la seconde mission à Paris, après avoir représenté son pays, entre autres, à Washington et à Moscou, laissera le souvenir d'un homme d'une grande distinction et d'un remarquable analyste politique. — (A.F.)

M. CHRISTIAN D'AUMAËLE EST ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le conseil des ministres du mercredi 10 mars a élevé M. Christian D'Aumaële, chef de la direction permanente auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique, à la dignité d'ambassadeur de France.

Né en 1918, entré dans le service diplomatique en 1941, M. D'Aumaële a été successivement : attaché à l'ambassade de France à Tokyo et à Bonn comme conseiller (1942) et ministre conseiller (1943-1948) puis qu'il a administré comme : à la direction d'Asie d'Europe et à deux reprises à la direction des affaires économiques, notamment de 1958 à 1978 comme chargé des affaires économiques. Il est depuis 1978 ambassadeur auprès de l'O.C.D.E.

Le même conseil des ministres a nommé M. Jean-François Angier, ancien chef du protocole, ancien ambassadeur à Lisbonne et ancien inspecteur général des affaires de l'étranger et des étrangers en France, directeur des Français à Paris.

Le nouveau secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. François Gwinn, Nigéria, ancien ministre d'Etat gabonais à la culture, aux arts et à l'éducation populaire, a pris ses fonctions à Paris le 10 mars. L'Agence compte maintenant trente-huit membres répartis sur les cinq continents. La nouvelle adresse de son siège est : 15, quai André-Citroën, 75015 Paris, tél. 576-23-21.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4
Tél. 326-51-09

ALGERIE, MAROC, TUNISIE.

Nouveau. La Classe Affaires vers l'Afrique du Nord.

Un cadre pour les cadres.
Après le succès de la Classe Affaires sur l'Europe, Air France continue à innover et propose aux hommes d'affaires, à partir du 28 mars, ce nouveau service vers les pays d'Afrique du Nord.
Des attentions particulières au sol leur font gagner un temps précieux : enregistrement séparé, choix du siège, embarquement privilégié.

En vol, un compartiment leur est réservé à l'avant de l'appareil et le service des journaux, des boissons et des repas leur est offert par un personnel attentif. Avec la Classe Affaires, Air France offre aux hommes d'affaires se déplaçant vers l'Afrique du Nord un service de qualité au meilleur prix.
Les grands voyageurs européens y ont déjà pris place. Rejoignez-les.



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

Et c'est...
Cop Morrocan, Mon...
demande à Madame...
des hôtels et logements...
envoyer...
respect en retour...
gratuitement et sans...
de vacances...
exactes et illustrées...
documents de voyage...

NCE DE 1984

Le système de prononce
d'élection uniforme :
proportionnel régional

SECRET

[illegible][illegible]

M. CHRISTIAN D'UNE
EST ELEVE A LA DUT
AMBASSADEUR DE

1. 1940
 2. 1941
 3. 1942
 4. 1943
 5. 1944
 6. 1945
 7. 1946
 8. 1947
 9. 1948
 10. 1949
 11. 1950
 12. 1951
 13. 1952
 14. 1953
 15. 1954
 16. 1955
 17. 1956
 18. 1957
 19. 1958
 20. 1959
 21. 1960
 22. 1961
 23. 1962
 24. 1963
 25. 1964
 26. 1965
 27. 1966
 28. 1967
 29. 1968
 30. 1969
 31. 1970
 32. 1971
 33. 1972
 34. 1973
 35. 1974
 36. 1975
 37. 1976
 38. 1977
 39. 1978
 40. 1979
 41. 1980
 42. 1981
 43. 1982
 44. 1983
 45. 1984
 46. 1985
 47. 1986
 48. 1987
 49. 1988
 50. 1989
 51. 1990
 52. 1991
 53. 1992
 54. 1993
 55. 1994
 56. 1995
 57. 1996
 58. 1997
 59. 1998
 60. 1999
 61. 2000
 62. 2001
 63. 2002
 64. 2003
 65. 2004
 66. 2005
 67. 2006
 68. 2007
 69. 2008
 70. 2009
 71. 2010
 72. 2011
 73. 2012
 74. 2013
 75. 2014
 76. 2015
 77. 2016
 78. 2017
 79. 2018
 80. 2019
 81. 2020
 82. 2021
 83. 2022
 84. 2023
 85. 2024
 86. 2025
 87. 2026
 88. 2027
 89. 2028
 90. 2029
 91. 2030
 92. 2031
 93. 2032
 94. 2033
 95. 2034
 96. 2035
 97. 2036
 98. 2037
 99. 2038
 100. 2039
 101. 2040
 102. 2041
 103. 2042
 104. 2043
 105. 2044
 106. 2045
 107. 2046
 108. 2047
 109. 2048
 110. 2049
 111. 2050
 112. 2051
 113. 2052
 114. 2053
 115. 2054
 116. 2055
 117. 2056
 118. 2057
 119. 2058
 120. 2059
 121. 2060
 122. 2061
 123. 2062
 124. 2063
 125. 2064
 126. 2065
 127. 2066
 128. 2067
 129. 2068
 130. 2069
 131. 2070
 132. 2071
 133. 2072
 134. 2073
 135. 2074
 136. 2075
 137. 2076
 138. 2077
 139. 2078
 140. 2079
 141. 2080
 142. 2081
 143. 2082
 144. 2083
 145. 2084
 146. 2085
 147. 2086
 148. 2087
 149. 2088
 150. 2089
 151. 2090
 152. 2091
 153. 2092
 154. 2093
 155. 2094
 156. 2095
 157. 2096
 158. 2097
 159. 2098
 160. 2099
 161. 2100
 162. 2101
 163. 2102
 164. 2103
 165. 2104
 166. 2105
 167. 2106
 168. 2107
 169. 2108
 170. 2109
 171. 2110
 172. 2111
 173. 2112
 174. 2113
 175. 2114
 176. 2115
 177. 2116
 178. 2117
 179. 2118
 180. 2119
 181. 2120
 182. 2121
 183. 2122
 184. 2123
 185. 2124
 186. 2125
 187. 2126
 188. 2127
 189. 2128
 190. 2129
 191. 2130
 192. 2131
 193. 2132
 194. 2133
 195. 2134
 196. 2135
 197. 2136
 198. 2137
 199. 2138
 200. 2139
 201. 2140
 202. 2141
 203. 2142
 204. 2143
 205. 2144
 206. 2145
 207. 2146
 208. 2147
 209. 2148
 210. 2149
 211. 2150
 212. 2151
 213. 2152
 214. 2153
 215. 2154
 216. 2155
 217. 2156
 218. 2157
 219. 2158
 220. 2159
 221. 2160

神戶市立中央図書館蔵
 昭和24年12月10日
 神戶市立中央図書館蔵
 昭和24年12月10日

IE.



vivantes,

urbaines

P. ex. : Hôtel Al Sole Palace, Venise. 79 chambres. F 370 p. 2 pers. p. nuit (juin), petit déjeuner incl. Situation tranquille et ensoleillée sur le Canale Tolentini. 10 min. du centre. Prière de demander Mademoiselle Odile Mercier pour réserver.



de rêver

exotiques

ainsi sont les vacances INTERHOME.

Et c'est si simple de réserver: tél. 1-355.44.25.

P. ex.: Villa «Cap Moraira», Moraira, Costa Blanca (Espagne), p. 8 pers. F 4000 p. semaine (juin). 6 pces, gril couvert de jardin, piscine, accès direct à la mer.
 Prière de demander à Mademoiselle Odile Mercier si la maison est encore libre.

Il existe des hôtels et logements de vacances INTERHOME en France, en Suisse, en Autriche, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Yougoslavie, etc.

Veuillez m'envoyer:

- ☐ **Le prospectus en couleurs INTERHOMES et logements de vacances 1982**, gratuitement et sans engagement de ma part.
- ☐ **Le guide de vacances INTERHOME 1982 avec 680 pages ainsi que descriptifs exacts et illustrations de plus de 35 000 maisons ou appartements de vacances et 2000 chambres d'hôtel.**

Prénom/Nom: _____

Adresse: _____ Tél.: _____

C.P./Localité: _____
INTERHOME, 15, avenue Jean Aicard, 75011 Paris, tél. 1-355.44.25.

INTERHOME

POLITIQUE

LES SOCIALISTES, LE POUVOIR ET LE SCRUTIN CANTONAL

La gauche cherche à obtenir la majorité des présidences de conseil général

M. Jean Popere, membre du secrétariat national du P.S., a haussé le ton à quelques jours du premier tour des élections cantonales. Le numéro deux du P.S. a vigoureusement pris à partie l'opposition, mercredi 10 mars, au cours d'une conférence de presse, en lui contestant le droit de se poser en défenseur de la liberté (« le Monde » du 11 mars). Cette vivacité s'explique par la nécessité, pour les socialistes comme pour l'ensemble de la gauche, de mobiliser un électoral soupçonné de relative indifférence depuis les élections législatives partielles du 17 janvier dernier.

Plus personne ne songe, aujourd'hui, à l'instar de M. Pierre Messmer en 1973, à parler d'élections administratives. Les responsables socialistes eux-mêmes, qu'ils soient hommes de gouvernement ou de parti, attendent de ces élections cantonales la confirmation du « nouvel ordre électoral », selon l'expression de M. Gérard Le Gall (1), marges par la prépondérance de l'ensemble de la gauche dans le pays et, au sein de celle-ci, par la domination du P.S. sur le P.C.F.

Cette prépondérance s'établissait, lors des précédents scrutins de 1976 et de 1979, à un niveau confortable (52,4 % et 52,3 %), le P.S. atteignant 39,6 % et 37 %, le P.C.F. reculant légèrement de 22,8 % à 22,5 %. Attendre des élections de 1982 une vérification des modifications intervenues au printemps 1981 signifie donc, dans un rapport de force gauche-droite grosso modo identique, attendre une progression du P.S. et un recul du P.C.F. C'est pourquoi M. Lionel Jospin a fixé les espoirs des socialistes autour de 50 % le 14 mars prochain. Pronostic prudent, compte tenu de l'ampleur du recul communiste enregistré en mai et juin dernier, « 25 % serait un succès. Être en dessous de cette barre serait un échec », a déclaré le premier secrétaire dans une interview à Paris-Match. M. Jospin estime d'ailleurs que le score du P.C.F. ne devrait guère dépasser 18 %.

Cette prépondérance, née de la « loi de la majorité », selon l'expression de M. Deland, qu'ont été les élections législatives partielles du 17 janvier, se traduit par la définition d'un objectif en sièges, et non en voix.

Faute d'espérer une progression de la gauche en voix, par rapport à ses résultats de juin 1981 (37,51 % pour le P.S. et le M.R.G., 18,17 % pour le P.C.F., M.M. Pierre Mauroy et Lionel Jospin ont assigné à celle-ci une ambition en sièges : la conquête de la majorité des présidences de conseil général. Les gains comptés sont, selon les évaluations de M. Le Gall, de cent quatre-vingt à deux cent cinquante sièges, et de six à treize présidences (elle en a actuellement quatre) dans les départements métropolitains quarante quatre ou cinquante et une à l'outre-mer).

En soi, la réalisation de cet objectif n'est pas négligeable, la gauche même majoritaire n'y

En revanche, le pouvoir craint une forte mobilisation de l'électorat de l'opposition. Il s'assigne pour objectif la conquête de la majorité des présidences de conseils généraux. Les responsables socialistes ont fait part à MM. Mitterrand et Mauroy, le mercredi 10 mars, des craintes que, dans cette perspective, certaines initiatives du pouvoir leur inspirent. D'ores et déjà, chacun s'accorde à reconnaître que les élections cantonales des 14 et 21 mars seront plus politiques qu'à l'ordinaire : les enquêtes publiées jusqu'au 5 mars attestent de cette politisation qu'accompagne une forte polarisation de l'opinion.

En demandant de ne pas mettre en difficulté par leur présence des responsables communistes de haut rang. Ces différentes directives n'ont guère été appréciées « à la base » ; on se souvient que, par la désignation, à la faveur du premier tour, du meilleur représentant de la gauche, reste un enjeu entre le P.C.F. et le P.S. Cette rivalité ne doit pas, cependant, aller trop loin, car il existe peut-être un seuil au-dessous duquel la majorité dans son ensemble ne peut être atteinte.

Cette rivalité ne doit pas, cependant, aller trop loin, car il existe peut-être un seuil au-dessous duquel la majorité dans son ensemble ne peut être atteinte. C'est pourquoi, qu'une trop forte baisse du P.C. ne profite à personne, certains électeurs, qui quittent la mouvance communiste, préfèrent aller grossir le rang des extrêmes. Le sond des dirigeants socialistes est donc, autant que faire se peut, de prévenir une telle évolution.

Outre les mouvements profonds de l'électorat, il existe des facteurs conjoncturels qui déterminent le choix des citoyens. A cet égard, toute la campagne socialiste a été axée sur la mise en valeur du bilan en forme d'énumération des réformes entreprises — de l'action gouvernementale (M. Mauroy a donné l'exemple le 7 mars dans le journal de la presse d'Europe 1). Les responsables socialistes espèrent également tirer avantage des multiples déplacements du chef de l'Etat, à l'étranger, notamment les rencontres avec le pape et avec les dirigeants israéliens. En outre, le P.S. met en avant l'idée selon laquelle, promoteur de la loi de décentralisation, les représentants seraient le mieux à même de l'appliquer. Enfin ils critiquent verbalement l'opposition, coupable à leurs yeux, de ne rien faire pour empêcher la dégradation de l'action du pouvoir. Aux accusations de « charbonnage » électoral opéré selon l'opposition, à la faveur du redécoupage cantonal, les socialistes répondent, par la voix de M. Jospin, que l'absence de redécoupage en 1976 et 1979 (le recensement de la population date de 1976) a permis à l'ex-maire de Paris de s'installer à la majorité des présidences de conseil général.

Quel que soit l'impact de cette campagne, le pouvoir devra compter avec la persistance de mécontentements catégoriels (cadres, paysans, petits commerçants notamment). Il devra tenir compte aussi de la multiplication d'épisodes tels que le conflit entre M. Deferre et les hauts cadres de la police — propices à une opposition qui cherche à accroître l'idée d'une « classe aux ordres ». Sans parler de la baisse du prix de l'essence, parce que comme une mesure « électoraliste », ou de la hausse du prix du fuel, mal acceptée par certains cercles populaires et critiquée par les communistes.

Une passe difficile

(Suite de la première page.)

Dans la mesure où gaullistes et gauchistes nous annonçaient dès l'été dernier les pires catastrophes et, condamnant l'entreprenisme de gauche avant même qu'elle ne fût sérieusement amorcée, on ne saurait s'étonner de tels propos. Il est plus surprenant et plus préoccupant que les amis les plus proches de M. Mitterrand laissent paraître une certaine impatience, déplorant le défaut de concertation, et jugent prématurés ou insuffisamment étudiés certains des projets annoncés ainsi bien par M. Mauroy que par M. François Mitterrand. L'occasion de la « journée des femmes ».

Privilégiant de façon très gau-

lisme la politique internationale, le président de la République multiplie depuis le début de l'année les initiatives à l'étranger. Après sa visite de travail à Rome, fin février, son voyage en Israël, début mars, et les quelques heures qu'il passera, vendredi, à Washington, bien d'autres déplacements sont inscrits sur son agenda pour les mois qui viennent.

A courtir le monde, ne risque-t-il pas de perdre un peu trop de vue la France, ses espérances et ses inquiétudes ? Sa stratégie de discrétion, voire de silence, ne contraste-t-elle pas par trop avec celle de son prédécesseur à l'Elysée ? Explique-t-il, s'explique-t-il suffisamment ?

RAYMOND BARRILLON.

M. LAJOINIE (P.C.) : le déficit budgétaire a atteint un point limite.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui était l'invité, mercredi 10 mars, de l'émission « Place au public » sur France-Inter, a estimé que le déficit budgétaire a atteint aujourd'hui un point « limite », ajoutant : « On ne peut certes aller vers une extension indéfinie de ce déficit. Mais cela n'a rien à voir avec une pause quelconque qui voudrait dire, par exemple, abandon dans la lutte contre le chômage et, au bout du compte, aggravation de tous les problèmes. La seule vraie solution est la mise en œuvre du cycle interne. Le député de l'Allier a poursuivi : « Il y a

PRÉCISION

A la suite d'un article sur la préparation des élections cantonales dans les Alpes-Maritimes, paru dans le Monde du 5 mars, nous avons reçu une lettre de M. Roger Duhalde, maire de Mougins, dans laquelle celui-ci estimait que cet article « porte préjudice » à sa candidature. Nous écrivions notamment : dans le canton de Mougins, la candidature unique de l'opposition, Mme Maudy d'Amour (U.D.F.), affronte au premier tour le maire radical de Mougins, M. Roger Duhalde, dont la décision d'aller à l'élection en conflit avec les instances de son parti a été prise le 24 février. M. Duhalde reconnaît que Mme Amar « est investie par l'U.D.F. » mais conteste qu'elle soit la candidate unique de l'opposition, puisqu'il est lui-même investi par le P.C.F. Le maire de Mougins nous fait parvenir à cet égard une lettre de soutien, signée du « chargé de mission » de la fédération des Alpes-Maritimes de l'U.D.F. (parti radical), « en ai démissionné et je suis adhérent direct de l'U.D.F. depuis janvier

1982, sous le numéro de carte 00532. Il n'y a donc jamais de conflit avec les instances de mon parti ».

M. Duhalde précise que le « Rassemblement républicain », présidé par M. Jacques Médaille, ainsi que le Centre national des indépendants » lui ont apporté leur soutien.

(N.D.L.R. — Mme Amar n'est effectivement pas la candidate unique de l'opposition. D'autre part, M. André Charles Biane, président de la fédération des Alpes-Maritimes du parti radical-socialiste, nous a précisé que M. Duhalde avait démissionné du parti radical, celui-ci ayant refusé de lui donner son investiture, qu'il avait déjà accordée à Mme Amar. M. Duhalde s'est ensuite inscrit à l'U.D.F., mais cette formation a accordé son investiture nationale à Mme Amar. M. Duhalde s'est fait inscrire à la préfecture, le 19 février 1982, comme candidat aux élections cantonales, sans mentionner d'étiquette politique. Le 24 février, il a adressé une lettre complémentaire à la préfecture pour préciser qu'il se présente comme « candidat d'opposition avec le soutien R.P.R.-N. »)

(Lire page 36.)

LA FRANCE ET LE PROCHE-ORIENT

Le conseil a marqué l'importance qu'il convient d'attacher à la visite présidentielle en Israël, qui s'inscrit dans la démarche permanente de la France pour la paix au Proche-Orient. Le président de la République a pu, à Jérusalem, comme ailleurs, affirmer les principes fondamentaux qui guident cette démarche.

L'écho de ses propos dans le monde souligne l'adhésion de la France, qui n'en détournera des objectifs qu'elle s'est fixés.

(Lire page 4.)

MESURES INDIVIDUELLES

M. Jean Aron, préfet hors cadre, a été mis en position de détachement et mis à la disposition du département de la Loire-Atlantique pour exercer des fonctions de directeur des services administratifs du conseil général de ce département dans le cadre de la loi sur la décentralisation, qui transfère aux conseils généraux le pouvoir exécutif. De même, M. Henri Givon, préfet de la Mayenne, est mis en position de détachement et mis à la disposition du département du Calvados.

Quant à M. Gérard Deloroy, préfet hors cadre, il est mis en position de détachement et mis à la disposition de l'Institut de développement industriel.

M. Jacques Gaudouin, préfet en service détaché, est nommé préfet hors cadre.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni mercredi 10 mars 1982, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● L'ESPAGNE ET L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation du protocole conclu, le 16 décembre 1981, entre les quinze États membres de l'alliance atlantique, protocole d'entente d'application par lequel l'Espagne, comme son gouvernement en vertu de la loi d'adhésion des 1981, adhère au traité de l'Atlantique-Nord.

● LES DROITS SOCIAUX DANS L'ARTISANAT ET LE COMMERCE

Sur proposition du ministre du commerce et de l'artisanat, le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif au statut des conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale.

Ce projet ouvre aux conjoints la possibilité d'opter entre trois statuts différents : — Celui de conjoint collaborateur. Ce statut concède des droits électoraux des conjoints dans les chambres de métiers ou des chambres de commerce et d'industrie, et améliore le régime de l'assurance-vieillesse. Les femmes collaboratrices bénéficieront, en outre, d'une indemnité de repos maternel ; — Celui de conjoint salarié, qui permet au conjoint de bénéficier de la législation du travail et, avec ses ayants droit, de la protection sociale du régime général des salariés ; — Celui d'associé : le statut lui donne des droits sociaux, professionnels et administratifs de l'entreprise, pour la plupart égaux à ceux des chefs d'entreprise. Il permet, en outre, aux époux de constituer une société à responsabilité limitée ; les conditions de transmission de l'entreprise sont les mêmes du conjoint en cas de décès du chef d'entreprise sont assouplies.

Ainsi, ce texte dotera de droits sociaux et professionnels dont elles étaient jusqu'ici dépourvues les centaines de milliers d'épouses d'arti-

saux et de commerçants, qui jouent un rôle actif et indispensable dans la vie des petites entreprises.

● LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS

Sur proposition du ministre du commerce et de l'artisanat, le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la formation professionnelle dans l'artisanat.

Ses dispositions essentielles sont les suivantes : — Les artisans qui s'inscrivent désormais au registre des métiers doivent avoir suivi un court stage d'initiation à la gestion, organisé par les chambres de métiers, les établissements d'enseignement et les centres conventionnés. Ce stage ne sera pas assorti d'un diplôme ; des dispenses pourront être attribuées. — Les mécanismes actuels de financement de la formation continue dans l'artisanat seront adaptés, afin de procurer des ressources à un fonds national qui les répartira à des fonds d'assurance formation, créés d'une part par les chambres de métiers, d'autre part par les organisations professionnelles de l'artisanat.

Ainsi sera mis en place dans l'artisanat un dispositif de nature à répondre, en matière de formation permanente, aux besoins des professionnels et aux exigences de l'évolution de cet important secteur d'activité.

● LA RECHERCHE AU NIVEAU DE LA C.E.E.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget au sujet de l'organisation des travaux de préparation du budget de 1983.

● LA SITUATION DES INSTITUTIONS

Le conseil des ministres a approuvé le plan présenté par le ministre de l'éducation nationale concernant la revalorisation de la situation des instituteurs dans la perspective d'une réforme globale de l'école. Ce plan sera mis au point au cours des prochaines semaines. Il concernera, dès la rentrée de 1982, les maîtres issus de la nouvelle formation initiale.

Ce programme, dont la première étape se terminera en 1983, se traduira par des améliorations indicatives intervenant chaque année et bénéficiant en priorité aux instituteurs en début et en fin de carrière.

Il aura pour effet : 1) De doter progressivement l'ensemble de la profession d'une échelle de rémunération unique culminant, en 1983, à l'indice 489 et, dans deux ans, à l'indice 544 ; 2) D'attribuer aux maîtres exerçant des fonctions spécialisées ou de direction des avantages indicatifs modulés selon les responsabilités, et s'ajoutant à leur rémunération d'instituteur.

En 1983, les instituteurs spécialisés et les directeurs d'école les plus importants atteindront ainsi, en fin de carrière, l'indice 594, sans que soient remises en cause certaines dispositions de la loi de 1963.

De fait, bénéficieront les instituteurs retraités des améliorations accordées aux maîtres en activité. Parallèlement à l'application de ce programme, le ministre de l'éducation nationale réexaminera les conditions de la formation initiale et

continue des institutrices, à partir des propositions qui lui seront présentées par le groupe de réflexion constitué à cet effet.

● LES OFFICES PAR PRODUITS AGRICOLES

Le ministre de l'agriculture a fait une communication sur l'état d'avancement des travaux en ce qui concerne la création d'offices par produits.

Un projet va être soumis pour avis aux organisations professionnelles concernées, et à la commission de la conférence, à l'issue de ces consultations, et après avis du Conseil d'Etat, le projet de loi sera déposé devant le Parlement pour être voté et adopté au cours de la session de printemps ; les décrets d'application devront intervenir pour l'essentiel au cours du deuxième semestre 1982.

Seront ainsi créés avant la fin de cette année : l'office des vins, l'office des fruits et légumes, l'office des viandes, l'office de la lavande. L'office du lait sera créé de façon à pouvoir fonctionner pour la campagne qui débutera le 1^{er} avril 1983.

Ces offices associeront tous les professionnels de la filière : producteurs, transformateurs, négociants, salariés et consommateurs, ainsi que les administrations concernées. Ils disposeront de délégations régionales pour assurer une liaison avec les collectivités territoriales et permettre une gestion efficace des marchés. Les offices coordonneront l'action des comités économiques agricoles et des interprofessionnels. Ils agiront en conformité avec les orientations du Plan.

Ainsi qu'il s'y était engagé, le gouvernement a conduit deux actions convergentes : 1) Il a proposé à nos partenaires au sein de la Communauté européenne une réforme de la politique agricole commune, de façon à assurer une plus grande équité dans le soutien des revenus ; les objectifs de cette réforme sont d'améliorer l'efficacité du marché, d'appliquer effectivement le principe de la prime réelle communautaire, de doter la communauté d'une politique active d'exportation, et, enfin, d'assurer une plus grande transparence des garanties de prix en

fonction des quantités livrées par les producteurs ; 2) Il a adopté un dispositif qui tend à mieux appliquer sur le territoire français la réglementation communautaire et notamment à assurer une meilleure répartition au niveau des producteurs des prix décidés à Bruxelles ; organiser la gestion des marchés dans le cadre communautaire pour limiter les mouvements spéculatifs ; gérer les marchés dans le cadre national lorsque la réglementation communautaire ne permet pas.

Ce dispositif constitue un élément essentiel de la politique du gouvernement en faveur d'un soutien efficace du revenu des producteurs agricoles.

● LA MICRO-ELECTRONIQUE

Le ministre de l'industrie a présenté les mesures prises afin de donner un nouvel élan à la recherche, au développement et à l'industrialisation de la micro-electronique en France ainsi qu'à la formation des hommes nécessaires à cette action. Ce plan doit être intégré à l'action qu'entend mener le gouvernement en faveur de la filière électronique qui est l'une des priorités industrielles nationales. Ses orientations sont les suivantes :

1) Renforcement du potentiel national de recherche en micro-electronique ; 2) Diffusion dans tout le tissu industriel de l'utilisation des circuits intégrés ; 3) Soutien de la demande dans des secteurs tels que l'automobile, l'aéronautique, l'électroménager, les jeux et jouets ; 4) Amélioration de la formation afin de répondre à l'insuffisance reconnue en ingénieurs et techniciens spécialisés.

Pour l'année 1982, les ministères concernés affecteront sur leur budget 600 millions de francs d'aides publiques à la recherche et au développement effectifs dans le domaine de la micro-electronique. Des financements privés pourront être trouvés pour les projets d'investissement, qui seront proposés et dont le niveau a été évalué à 340 millions de francs.

Pour la période 1983-1986, il est prévu que l'industrie de la micro-electronique, dont les structures doivent s'adapter à son environnement, doit faire des investissements de l'ordre de 2 milliards de francs.

Le Monde

14 MARS : naissances

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

20%

25%

Le Monde

régions

LE CALENDRIER DE LA DÉCENTRALISATION

24 mars : naissance d'un nouveau préfet

On connaît maintenant avec quelques détails le calendrier des prochaines étapes de la réforme de la décentralisation. La date la plus importante est celle du 24 mars : ce jour-là, les conseils généraux renouvelés auront été convoqués, pour la dernière fois, par le préfet, sous l'empire de la loi de 1871. Ce jour-là aussi, le préfet transfèrera au président du conseil général l'ensemble des attributions du pouvoir exécutif.

Déjà la loi « droits et libertés des communes, des départements et des régions » est entrée en application le 2 mars, jour où elle a été promulguée par M. Mitterrand (on plus exactement le jour où le Journal officiel publiait cette loi). Cette loi a été accueillie avec une certaine surprise. L'intérieur et de la décentralisation, assailli de demandes d'informations par des maires et des préfets après la décision du Conseil constitutionnel, avait annoncé certaines décisions relatives au contrôle, a dit envoyer, le 5 mars, à « Madame et Monsieur les préfets », une longue circulaire (sortie en accord avec les neuf « sages ») qui précise de quelle façon, dans la période transitoire, doivent être transmis ou notifiés aux représentants de l'Etat tous les actes des collectivités locales.

Dans quelques jours, une autre circulaire aura trait au contrôle budgétaire et au contrôle des comptes. En effet, en 1982, tant que n'auront pas été instituées les chambres régionales des comptes, ce sont les préfets qui joueront ce rôle. Ils vérifieront que l'équilibre des budgets — section par section — est correctement assuré, et que les communes, départements ou régions ne recourent pas à la cavalerie, cette pratique péjorative qui consiste à lancer des emprunts pour rembourser des emprunts antérieurs.

Parallèlement, pour « tenir » les engagements pris par M. Defferre, les services du ministère et notamment la direction générale des collectivités locales préparent une série de lois complémentaires sur les ressources financières, le statut des personnels, les sociétés d'économie mixte, la coopération intercommunale, la participation des citoyens aux affaires locales.

Mais, dans l'immédiat, deux questions délicates sont à résoudre. La mise au point définitive du projet de loi sur la répartition des compétences entre l'Etat, les régions, les départements et les communes (le Monde du 13 février) donne lieu à un certain « tirage » au sein du gouvernement. Un conseil restreint devrait trancher, fin mars, avant que le texte ne soit envoyé au Conseil

Air Alsace est mise en règlement judiciaire

De notre correspondant

Mulhouse. — La société Air Alsace, qui emploie deux cent vingt personnes, s'est vu contraindre de déposer son bilan au tribunal de Mulhouse, dont la chambre commerciale a prononcé, mercredi matin 10 mars, la mise en règlement judiciaire et nommé deux syndics, M. Mulhaupt et M. Harquet (Colmar), ainsi qu'un administrateur, M. Lafon (Paris). Son P.-D.G., M. Jean Riser, attribue cette issue à une « insuffisance de trésorerie », aggravée « par les conditions météorologiques des deux derniers mois ». Elle survient alors que, selon M. Riser, « l'harmonisation des lignes desservies n'a cessé de s'améliorer », permettant d'atteindre des coefficients de remplissage (55 % à 60 %) supérieurs à la moyenne des compagnies de troisième niveau.

L'entreprise avait déjà, à la fin des années 1970, connu de graves difficultés, encore aggravées par les graves des contrôles aériens de l'automne 1979. Le choix du matériel n'avait pas été sans conséquences sur ses résultats : Air Alsace avait opté pour deux types de bi-réacteurs — un français, le Conquest, et un allemand, le VFW 614 — dont les constructeurs n'avaient pu honorer les contrats de maintenance du fait de séries trop réduites. Le transporteur alsacien est d'ailleurs toujours, à ce propos, en procès avec la SNTAS, constructeur de la Conquest.

Après qu'une fusion avec Air Alpes ait été écartée, les institutions locales, décidément, début 1980, d'apporter un soutien financier à l'entreprise. La chambre régionale de commerce et d'industrie, les municipalités de Strasbourg et de Colmar, les conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin auxquels devait se joindre un an plus tard la chambre de commerce et d'industrie de Belfort — ainsi que, pour près de moitié, l'établissement public régional, apportèrent 11 millions

de francs pour constituer une société d'équipement, la Société de matériel aéronautique, qui acheta cinq bi-réacteurs Fokker 27 et quatre bi-réacteurs F-28 qu'elle loua à Air Alsace, laquelle devenait dès lors une simple société d'exploitation. Après un bon redémarrage, l'entreprise devait pourtant assez vite se heurter à de nouveaux problèmes financiers. A côté des insuffisances de trésorerie évoquées par M. Riser, on avance que ses difficultés pourraient non seulement provenir du renouvellement un peu rapide de la flotte mais encore de la politique des tarifs spéciaux menée en faveur de certaines catégories d'usagers. Le coefficient de remplissage serait trompeur, résultant pour moitié justement de ces tarifs.

Pour l'heure, M. Jean Riser a annoncé que la compagnie maintiendrait tous ses vols sur les lignes Colmar-Paris et Belfort-Paris, qui ont totalisé en 1981 près de trente-cinq mille passagers chacune. Les collectifs des marseillais ont, par ailleurs, garanti la poursuite des lignes Metz-Paris et Metz-Lyon reprises à Air Inter et Air Alpes en 1981. Restent les liaisons Mulhouse-Nice (le week-end) et Mulhouse-Lyon. Le dépôt de bilan ne devrait pas davantage avoir de conséquences sur les affectations au départ de Lyon et de Strasbourg vers les principales capitales européennes pour le compte d'Air France (dix mille heures de vol, cent mille passagers par an), compagnies dont Air Alsace assure plus des deux tiers des affectations.

Le personnel d'Air Alsace devait se réunir jeudi 11 mars en assemblée générale. La section d'entreprise C.F.T.C. souhaite que « ce dépôt de bilan permette une fois de plus de trouver une solution durable aux problèmes de l'exploitation des lignes aériennes de troisième niveau ».

BERNARD LÉGER.

FAITS ET PROJETS

TUNNEL SOUS LA MANCHE : FEU VERT DANS UN MOIS ?

Les gouvernements français et britannique feront une déclaration commune à la fin du mois de mars, ou plus vraisemblablement, au début du mois d'avril, sur le projet de tunnel sous la Manche. Cette déclaration sera fondée sur le rapport du groupe de hauts fonctionnaires chargés par le président Mitterrand et Mme Margaret Thatcher, en septembre dernier, de reprendre l'étude du projet et qui a achevé, le 9 mars, à Londres, la rédaction de son rapport (le Monde du 10 mars). Selon des informations en provenance de Londres, le rapport estimait « réalisable » la construction d'un tunnel ferroviaire de 7 mètres de diamètre qui pourrait emprunter, sur wagons, non seulement les voitures particulières, mais aussi les camions. Le premier tunnel, dont le coût serait de l'ordre de 1,1 milliard de livres (12 milliards de francs), aux prix courants, devrait pouvoir être inauguré vers 1990-1991, à condition que les négociations et traités indispensables soient conclus sans délai.

AIRBUS : LA REPRISE A LA FIN DE L'ANNÉE.

Airbus-Industrie prévoit une reprise du transport aérien dès le deuxième semestre 1982. Après Boeing, le numéro un mondial de la construction aéronautique, qui estimait dans une récente étude que les commandes d'avions de transport à réaction des compagnies sérieuses devraient reprendre progressivement cette année, le consortium européen pense que la récession qui a régné ces deux dernières années devrait maintenant prendre fin.

Dans le dernier numéro de sa lettre mensuelle, Airbus-Industrie estime que 8 550 appareils seront livrés aux compagnies d'ici à l'an 2000, dont 7 100 avions court et moyen-courriers et 1 450 long-courriers.

Le remplacement des appareils gros porteurs long-courriers devrait intervenir selon Airbus, vers la fin des années 80 et celui des gros porteurs moyen-courriers au cours de la première moitié des années 90.

De leur côté les spécialistes de Boeing, soulignant que l'âge moyen de la flotte commerciale mondiale (5 814 appareils) est actuellement de 22 ans, estiment que le monde aura besoin, au cours des dix prochaines années, de 4 097 appareils commerciaux de transport, dont 1 682 seront des « gros porteurs ».

LE TEMPS LIBRE QUOTIDIEN

« Comme les organisations syndicales, nous souhaitons que les trente-cinq heures de travail hebdomadaires puissent se traduire par une heure supplémentaire de congé chaque jour plutôt que par une demi-journée décaisée chaque semaine », a déclaré M. André Henry, ministre du temps libre.

Pour préparer les décisions gouvernementales dans le domaine de « l'organisation du temps quotidien », le ministre a confié à M. René Teulade, président de la Fédération de la mutualité française, une mission d'étude qui portera sur l'aménagement des horaires dans les entreprises. Cette mission s'achèvera à la fin du mois de juin 1982.

DÉVELOPPER LE MÉCÉNAT.

Les possibilités du mécénat sont encore inexploitées en France, alors que dans de nombreux pays d'Europe et aux Etats-Unis le mécénat a permis nombre de remarquables réalisations, notamment dans l'amélioration des conditions de vie et l'enrichissement du patrimoine artistique. Telle est l'une des principales conclusions du rapport remis au Conseil économique et social par M. Jean Salvat, rapporteur de la section cadre de vie de cet organisme. Le mécénat paraît en France davantage une couverture fiscale qu'une réalité.

Selon la direction générale des impôts, le total des sommes que les contribuables auraient déduit de leur déclaration au bénéfice de la Fondation de France dépasse 162 millions de francs en 1978. Or, bon an mal an, ladite fondation ne reçoit effectivement que 15 millions de francs.

Le programme d'investissement de la mission interministérielle pour l'aménagement de la Corse représente au total 139 485 000 F, annonce un communiqué de la Datar, qui indique que la première tranche de crédits mise à la disposition de la mission s'élève à 16 686 000 francs.

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. Paris 8°

20%

| | | |
|-----------------------------|---------|---------|
| Vestes Renard roux | 7.850F | 6.250F |
| 3/4 Renard bleu | 9.250F | 7.800F |
| Vestes Loup et Renard blanc | 11.250F | 9.400F |
| Manteaux Castor | 14.750F | 11.800F |
| Manteaux Vison pastel | 22.750F | 18.200F |

25%

| | | |
|------------------------------|---------|---------|
| Vestes Renard bleu | 3.450F | 2.550F |
| Vestes Marmotte de Sibérie | 10.750F | 7.950F |
| Manteaux Marmotte canadienne | 17.850F | 13.350F |
| Manteaux Vison dark | 22.750F | 16.950F |

30%

| | | |
|---------------------------|---------|---------|
| Manteaux Vison dark | 18.650F | 12.950F |
| Manteaux Ragondin | 7.350F | 5.100F |
| Vestes Renard argenté | 2.750F | 1.850F |
| Vestes Marmotte du Canada | 8.250F | 5.750F |
| Manteaux Castor rasé | 13.250F | 9.250F |
| Manteaux Renard bleu | 15.750F | 11.000F |
| Manteaux queue Vison dark | 8.750F | 6.100F |

40%

| | | |
|---|---------|--------|
| Pelisses intérieur Lapin | 1.650F | 990F |
| Pelisses flanc de Marmotte | 3.850F | 2.300F |
| Vestes Agneau de Béarn | 1.350F | 810F |
| Vestes Astrakan Swakara | 6.250F | 3.750F |
| Manteaux Vison Lunalaire réversible pelisse | 12.750F | 7.650F |

50%

MANTEAUX LONGS DU SOIR

| | | |
|------------------|----------|---------|
| Vison dark | 35.000F | 17.500F |
| Vison Koh I Noor | 45.000F | 22.500F |
| Vison blanc | 65.000F | 32.500F |
| Chinchilla | 140.000F | 70.000F |

CRÉDIT GRATUIT 6 mois

Magasin ouvert tous les jours sauf le dimanche de 9h30 à 19h.

Le Monde

société

JUSTICE

AUX ASSISES DES HAUTS-DE-SEINE

Quatre des agresseurs de M. Chapour Bakhtiar sont condamnés à la réclusion à perpétuité

Au terme de dix journées d'audience, la cour d'assises des Hauts-de-Seine a condamné, mercredi 10 mars, à la réclusion criminelle à perpétuité, quatre des cinq membres du commando qui avait tenté, en juillet 1980, d'assassiner l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar, tuant l'un de ses voisins et un gardien de la paix, et blessant très grièvement un autre policier (« le Monde » du 28 février). Le cinquième homme a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

Devenu vide de tout écho depuis le quatrième jour de l'audience (le Monde du 5 mars), le box était encore, mercredi 10 mars, lorsque fut lu l'arrêt de la cour, après que les jurés eurent délibéré trois heures et demi, durant, pour répondre à l'interrogatoire des sept questions qui leur étaient posées.

Se trouvant plus serein que l'avocat général, M. Michel Perceval, qui, la veille, avait requis de peine à perpétuité pour Anis Naccache, Nijad Tahiri et Fawzi El Satri, les trois coauteurs de l'agression, les jurés ont, sur les lieux, le jury n'a pas accordé à Salah-Eddine El Ezaoui les circonstances atténuantes que le ministère public avait cru devoir lui reconnaître. Ainsi, seul Mohammed Jemab a échappé à la perpétuité, pour se voir condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

Procès insolite que celui de ces terroristes dont le faciemme politico-religieux avait ébranlé le bras, et qui, dès la première minute de leur comparution, avaient clamé leur refus d'être jugés par une instance qu'ils considéraient comme une atteinte à leur dignité, répétant que la place qu'ils occupaient

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Le procès Von Bulow à Newport

Un « soap » plus vrai que nature

De notre correspondante

New-York. Les « soap operas » sont à la télévision américaine ce que les romans photos sont à la presse italienne : les descendants de nos bons vieux feuilletons.

Dallas est la « ville » de l'entre eux, militant, selon un dosage qui a fait ses preuves, des « soap operas » américains. C'est là que se jouent les destins de la justice.

M. Chase Von Bulow, descendant d'une aristocratie allemande, mais divorcée, a été condamné à la prison à perpétuité, mercredi 10 mars, par la cour d'assises des Hauts-de-Seine. Le procès a été un véritable « soap opera ».

La « coterie » de Newport

Les Von Bulow, tout partis de la coterie très mondaine et très riche de la haute société de New-York, ont été jugés à Newport, le port de plaisance de l'Amérique Cup, une résidence d'été en forme de château.

NICOLE BERNHEIM.

● Serge Rezvani, journaliste à l'« Express », a été condamné à la prison à perpétuité, mercredi 10 mars, par la cour d'assises des Hauts-de-Seine. Le procès a été un véritable « soap opera ».

Un gynécologue britannique exerçant à Paris est inculpé de viols et d'attentat à la pudeur

Mme Nida Bertolini, juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 5 février dernier, le docteur Stanley Bond de « viols sur personnes particulièrement vulnérables », et d'« attentat à la pudeur ».

Après une garde à vue, ce gynécologue, âgé de soixante-dix ans, a été placé sous contrôle judiciaire. Aucune interdiction ne lui a néanmoins été faite de continuer à exercer la médecine.

L'affaire a commencé par une lettre anonyme adressée au palais de justice de Paris. Une feuille caligraphiée comme un tract qui dénonçait « les fantasmes sexuels d'un vieux docteur ».

Procès dénotant, des lors que les accusés, qui n'ont d'ailleurs pas nié un seul instant avoir commis les actes dont ils étaient accusés, se considéraient comme des victimes.

Ministre à l'époque des faits allégués, elle n'a pas voulu direc-

UN PLAN DE RECRUTEMENT D'UN MILLIER DE MAGISTRATS

M. Badier veut lancer un plan de quatre ans de recrutement de magistrats. Des négociations en ce sens ont commencé avec le ministère du budget. Ce plan couvrirait les extensions budgétaires 1983 à 1986 inclus. Huit cents à mille magistrats seraient recrutés au total au cours de cette période.

Pour faire face à cette situation, M. Peyrefitte avait lancé des concours exceptionnels de recrutement à la fin de l'année 1981.

L'insuccès n'est pas encore clos. Un point particulier reste cependant en suspens. Toutes les parties ayant eu connaissance de l'affaire soulignent qu'il ne fait pas partie de la compétence de la hiérarchie, provoquant l'hostilité des organisations de magistrats.

Un otage tué au cours d'un hold-up.

Trois gangsters ont attaqué, mercredi 10 mars, un succursale de la Société générale, avenue du Général-Leclerc à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) et ont pris en otage une employée.

Six milliards de francs de créances

Miami. (A.P.) Le commandement des forces armées américaines a annoncé qu'il avait saisi, dans un trafic de cocaïne entre la Colombie et les États-Unis, six milliards de francs de créances.

Les fluctuations primordiales

(Suite de la première page.)

L'information est à son tour inconnue, comme la serait, pour l'avocat, la défense, pour l'éditeur, l'expression, pour l'éditeur, la démocratie. Encore que le journaliste ait existé avant l'histoire en tant que tel, le journaliste, c'est-à-dire celui qui fait connaître, qui laisse savoir, par une démarche qui est à la fois délicate et à la fois formelle, ce que les hommes savent, ce que les hommes ne savent pas.

Il n'y a cependant que malades pour ne pas voir que l'information est manifestement sans lien avec le domaine d'intérêt professionnel de l'écrit. Mais que penser lorsque l'écrit est à l'évidence lié avec ce domaine d'intérêt, lorsque, à l'évidence, des conflits personnels et pour ainsi dire affectifs lorsque l'information est manifestement sans lien avec le domaine d'intérêt professionnel de l'écrit.

C'est dans ce dernier cas de figure que se présente M. Jean-Paul Géméaux, collaborateur de la revue « Libération » et du quotidien « Libération ». Il signale ses articles du patronyme plus bref de Jean-Paul Gémé. La revue « Libération » est un journal qui n'est pas un journal, c'est un journal qui n'est pas un journal.

Mais il n'est interdit à aucun citoyen de rappeler que la pré-emption d'urgence, déjà largement reconnue par une législation préventive (tout autre appelation serait un euphémisme) bientôt longue de cinq mois, aura été plus longue que la règle d'or d'une démocratie que l'on dit restaurée.

Dans le droit de la presse, Jean-Paul Géméaux est un journaliste. Ce serait le rendre aussi à l'usage de la presse, de la recherche des informations, qu'il était chargé de rassembler. On peut alors se demander si la règle d'or n'est pas une règle d'or d'une démocratie que l'on dit restaurée.

Il est bien clair que la règle d'or n'est pas une règle d'or d'une démocratie que l'on dit restaurée. Mais il n'est interdit à aucun citoyen de rappeler que la pré-emption d'urgence, déjà largement reconnue par une législation préventive (tout autre appelation serait un euphémisme) bientôt longue de cinq mois, aura été plus longue que la règle d'or d'une démocratie que l'on dit restaurée.

FAITS ET JUGEMENTS

Les travaux préparatoires à l'installation d'un accélérateur dans le pays de Gex étaient légaux.

Les travaux préparatoires à l'installation d'un accélérateur de particules dans le pays de Gex, dans le département de l'Ain, ont été déclarés légaux par le Conseil d'État.

Le Conseil d'État a jugé légal un arrêté du préfet de l'Ain autorisant le CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire) à occuper temporairement des terrains privés pour y réaliser des travaux préparatoires à l'installation d'un accélérateur de particules.

Solécismes de défunts

Une information a été ouverte par le parquet du tribunal de Nice après le suicide d'un jeune homme de 21 ans, Christian Calvert, qui avait été condamné à la prison à perpétuité.

D'autre part, les parents de l'« Express » ont été condamnés à la prison à perpétuité, mercredi 10 mars, par la cour d'assises des Hauts-de-Seine. Le procès a été un véritable « soap opera ».

POLICE

UN POLICIER LYONNAIS SUSPENDU DE SES FONCTIONS

Lyon. — Dans un bref communiqué, M. Bernard Grasset, préfet de police de Lyon, vient de confirmer la suspension provisoire de M. Alain Parat, trente-deux ans, commissaire de police au service régional des renseignements généraux. Cette mesure a été prise « dans l'attente des résultats d'une instruction judiciaire en cours et d'une enquête de l'inspection générale de la police nationale ouverte depuis mardi 2 mars ».

L'affaire remonte au 23 février. Au cours d'une enquête sur le meurtre d'Alain Lema, trente-deux ans, trafiquant de drogue en semi-liberté, les policiers mettaient en cause Guy Laumont, trente-trois ans, et Gérard Chedda, dix-neuf ans. Les deux hommes étaient accusés d'être complices de tentative de vol à main armée et Laumont, qui était considéré comme le principal suspect, avait été placé en détention provisoire. C'est au cours de son interrogatoire que Laumont aurait fait état de ses « bonnes relations » avec le commissaire Parat. Selon d'autres hypothèses, l'affaire serait également liée à l'enquête concernant deux hold-up en décembre 1981 et en janvier 1982. — (Corresp.)

Un brigadier de police vient d'être inculpé à Marseille de corruption passive de fonctionnaire et d'avoir été condamné à la prison. Ce policier de la voie publique, dont l'identité n'a pas été révélée, est accusé par une femme d'avoir eu une relation sexuelle avec elle et obtenu une libération en échange de la libération de son compagnon qui venait d'être arrêté pour port d'arme prohibée. L'homme fut cependant libéré au parquet en dépit, selon l'accusation, de la promesse du policier.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Naissances

— M. Philippe BILGES et Nicole, née Pautot, Laurent, Delphine, Sébastien, Charlotte et Modie ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Baptiste, le 9 mars 1982, 23, avenue Léopold-II, 75018 Paris.

— M. Adriano MAZZEO et Mme, née Solange Kraus, partagent avec Sébastien et Isabelle la joie d'annoncer la naissance de Fiers, le 3 mars 1982, La Garde (Var), Lydie Amiroche, Tizi-Ouzou (Algérie).

— Yolande et Armand TOUATI ont la joie d'annoncer la naissance de Julien-Maxime (Touati), le 7 mars 1982, à Marseille, 13004 Marseille.

Décès

— Le directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer, M. Mohamed Elmor, administrateur civil hors classe, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 8 mars 1982.

— Les membres de la section du spectacle du parti socialiste ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Mar AMYL, survenu le 2 mars 1982. M. Amyl est décédé le samedi 13 mars 1982, en l'église Saint-Roch (28, rue Saint-Roch, Paris).

— Mme Edmond Dely, son épouse, M. Alain Dely et Mme, née Elisabeth Dely, Mlle Martine Dely, ses enfants, Bernard et Bénédicte Dely, les petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond DELY. Les obsèques civiles et l'incinération auront lieu le vendredi 12 mars 1982, à 14 heures, au cimetière de Lyon-La Guillotière, rue de la Colonie, 40, rue de la Colonie, 75013 Paris.

Nos amis, bénéficiaires d'une réduction sur les interventions de « Carrefour du Monde », sont priés de rejoindre à leur mort le cercueil des défunts, à l'issue de la messe, de leur qualité.

— Mme Francis DOLLUS, Mathieu et Camille, ses enfants, Agnès Kressmann-Dollus, leur mère, Pauline Hertog, sa belle-fille, M. et Mme Jean-Gaspard Dollus, ses parents, M. et Mme Edmond Sauter et leurs enfants, M. et Mme Jean-Marcel Westerhoff, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Francis DOLLUS, survenu le 8 mars 1982, à l'hôpital, à l'âge de 72 ans. Que le nom de l'hôpital soit

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité, le 10 mars 1982, au cimetière de Bouzy-la-Forêt.

— L'Institut français d'architecture a la douleur d'annoncer le décès de

Francis DOLLUS, sous-directeur des sites à la direction de l'urbanisme et des paysages du ministère de l'Urbanisme et du Logement, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Francis DOLLUS, des sites et espaces protégés. (Le Monde du 9 mars)

— M. et Mme Jean Oberlin, M. et Mme Yves Quillet et leurs enfants, M. et Mme Hubert Kalonji et leurs enfants, M. et Mme Michel Brochard et leurs enfants, M. et Mme René Gauthier et leur fille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mlle Andrée DOVEUNEUL, sous-directrice honoraire du C.R.S. Hector-Bertin, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, leur sœur, belle-sœur, tante et grand-tante, survenue le 8 mars 1982, à l'âge de soixante-dix ans, en son domicile, à Vincennes.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes (44, rue Raymond-du-Temple), où l'on se réunira le vendredi 12 mars 1982, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Vincennes, dans le caveau de famille. Le présent avis tient lieu de faire-part.

30, avenue du Château, 93100 Vincennes.

— Mme S. Hadida, M. Paul Hadida, M. et Mme Roger Hadida et leurs enfants, Les familles Hadida, Cohen, Tobia, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Samuel HADIDA, leur époux, père, grand-père, frère et oncle, survenu le 10 mars 1982, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 mars, à 9 h. 30, au nouveau cimetière d'Anisy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

5, allée des Merisiers, 93600 Anisy-sous-Bois.

— Marie Eugénie HEBRAIL, née Esbelin, est passée de ce monde au Père, le 9 mars 1982.

Pierre Hebrail, Modeste et Roger Faucher, ses enfants, Jean-Marie, Philippe et Solange Faucher, ses petits-enfants, Son frère Paul, Ses belles-sœurs, sa famille, ses amis, la confie à votre prière et partageant avec vous leur peine et leur espérance.

Nous célébrerons l'Eucharistie à Sainte-Genève d'Amiéres (place de l'Eglise), le samedi 13 mars 1982, à 10 h. 30.

A la place des fleurs, donnez à ceux qui ont fait Mère.

3, rue Alfred-Sauvage, 94120 Charenton-le-Pont.

14, rue Maurice-Bolcanowski, 92500 Amélie.

— M. Gilbert Lugol, Geneviève et Paul André Canal et leurs enfants, Xavier Lugol, Denis Lugol, M. et Mme Amédée Michard, M. et Mme André Michard et leur fille, Mme Pierre Lugol, M. Gérard Lugol, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne LUGOL, née Michard, survenue le 9 mars 1982, dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 mars, à 16 heures, en l'église Saint-Martin de Meudon (rue de la République).

— On nous prie d'annoncer le décès de José Antonio NUNEZ de LA BARCA y ALVAREZ de QUINTOS comte de CHACON, humaniste scientifique et artiste peintre, ancien responsable de l'Agit-Prop de l'Internationale révolutionnaire à Malaga.

DOBROWSKI pour ses amis de la Fédération française des échecs, SEVINAL pour les membres du Centre rédactionnel du Coudier (Genève), né à Malaga le 18 novembre 1903, pieusement enterré dans l'Eternité à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, le 8 mars 1982.

L'enterrement de sa dépouille mortelle aura lieu à l'église de la Vierge, à 10 heures, et son inhumation, à 10 h. 30, au cimetière de Vaugirard (20, rue Lecourbe, Paris-14), le vendredi 12 mars 1982.

M. Nunez, marié, avait une famille nombreuse, mais selon sa volonté, des offrandes de messes ou des dons à la Communauté des Filles de Marie-Joséphine (38, rue Saint-Denis, 75001 Paris) pour leur Mission de Bombay, sur bons soins de Mme la Mère supérieure Loreto. De la part de :

Trinidad Savaris, Olga Vera Nunez, Isabelle Savaris, ses alliées, Jean Panagot, Tous ses proches et la famille.

— Mme Jean B. Panouse, M. et Mme Jacques J. Panouse, M. et Mme Michel Panouse, M. et Mme Jacques Michelet et leurs enfants, M. Bertrand Panouse, M. et Mme Alain Gualdi et leurs enfants, ont la grande peine de faire part du décès de

M. Antonin PANOUSE, leur père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 1^{er} mars 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, le 4 mars 1982, suivie de l'inhumation au cimetière de Gentilly, dans le caveau de famille.

Campblanc, 33300 Launay, 12, rue Croixjean, 25000 Besançon.

— Jean-Michel et Françoise Quintard, Yvan et Hélène Quintard, ses frères et belles-sœurs, Jean et Françoise Quintard, ses neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

Edmond QUINTARD, Les obsèques ont eu lieu au temple de Saint-Sauvant, et l'inhumation

dans le cimetière familial, le vendredi 5 mars 1982. « Je crois ! Viens au secours de mon incertitude ! » (Marc, 9-24)

Melnés (Maroc), M. et Mme Michel Smolikowski, leurs enfants et petits-enfants, Mme Françoise Smolikowski et ses enfants, Mme Jean Courtois, ses enfants et petits-enfants, ont l'honneur de faire part du retour à Dieu, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Mme SMOLIKOWSKA, née Marie-Jeanne Viala, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et alliée.

Les obsèques célébrées le 5 mars dans l'intimité en la cathédrale de Chartres, ont été suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, où elle repose auprès de son époux.

Prises pour elle, 7, rue Tisserand, 92180 Boulogne.

— Nous apprenons le décès de M. Jacques VERNEUIL, ancien député, ancien sénateur, décédé le 8 mars 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu au temple de Gennevilliers (Charente-Maritime), le samedi 13 mars, à 16 heures.

Jacques Verneuil, né le 29 septembre 1894, à Cognac (Charente-Maritime), avait été élu député en juin 1951 et avait siégé au groupe radical de l'Assemblée nationale jusqu'en juin 1955, époque où il avait commencé à représenter la Charente-Maritime au Sénat. Réélu sénateur en septembre 1962 et 1971, Jacques Verneuil, membre du groupe de la Gauche démocratique, ne s'était pas représenté en 1980. Membre du bureau interprofessionnel du cognac, président de la Fédération des vignerons charentais, il s'était fait une spécialité au Sénat, des questions agricoles.

— Il y eut aussi mourut, Michel CROISEY, quelques jours après Emmanuel et Chloé, ses petites filles, sa femme, ses parents, remercient tous ceux qui l'ayant connu, aimé, pensèrent à lui.

Communications diverses

— Logo Goodwill n° 17. Site anglo-espagnol. Lundi 22 mars, à 19 h. 30 : Les instructions du premier et du deuxième grade. Sur invitation. L.N.F. : B.P. 81 - 75100 Paris - Cedex 04. Envoi de la charte de la Macquerie traditionnelle libre sur demande.

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.

SEMMARIS, SOCIÉTÉ GESTIONNAIRE DU 1^{er} CENTRE AGRO-ALIMENTAIRE DU MONDE.

1969 : les Halles de Paris sont transférées à Rungis.
1981 : le complexe de Rungis emploie 25 000 personnes.
Les Halles de Rungis couvrent 450 hectares, commercialisent plus de 2 millions et demi de tonnes de marchandises, réalisent un chiffre

d'affaires de 20 milliards. C'est une réussite.
Depuis l'origine, le CCF a participé au développement de la Semmaris, société d'économie mixte qui gère les Halles de Rungis, le plus grand marché alimentaire du monde.

Que vous soyez entrepreneur ou particulier, le CCF vous fait profiter de toutes ses compétences et de toutes les informations qu'il reçoit du monde entier.
Et il sait tout le prix qu'attachent ses clients aux réactions rapides.

Pour vous aider à réussir, vous ne pouvez trouver de partenaires plus responsables que les hommes du CCF.



Crédit Commercial de France.

e non!

-OUI



-OUI



-NON



table de se
s'offrir un verre
lage.

is
aplement.

Le Monde

LIVRES

Marthe Robert analyse Kurt Tucholsky

Le hasard, par quoi toute chose finit par arriver, fait que trois livres, presque simultanément, viennent d'être publiés en France d'un auteur à peu près inconnu chez nous : Kurt Tucholsky (Berlin 1890 - Griefsholm, en Suède, 1935).

Une bonne édition — bilingue — intitulée *Apprendre à lire sans pleurer* (Aubier, 1974) était jusqu'à la seule introduction disponible en français à l'œuvre immense et polymorphe d'un écrivain de talent qui avait été un témoin passionnant et passionné de son époque et dont le destin tragique symbolise le génie d'une génération.

Dans les deux Allemagne, où ses œuvres complètes ont connu de multiples éditions, sans oublier de nombreux disques de sketches et de chansons, l'étude de «Tucholsky» a servi de base à de nombreuses études sur la République de Weimar et la montée du nazisme. Interrogations sur un passé qui n'est pas vraiment mort et qui ne cesse de remonter (cf. le succès de *Méphisto*, le film, la pièce et le roman) sans qu'on ait trouvé les moyens de l'expliquer. Tucholsky a sans doute eu le tort de croire qu'on pouvait avoir une action morale et politique grâce à des écrits. Il a, hélas, avant tout, été journaliste : il écrivait pour être consommé tout chaud, pour se battre au moment où il en était encore temps, et le reproche qu'on peut lui faire est d'avoir vieilli, d'avoir parlé d'événements qui ne nous échoient rien, d'avoir cru qu'on pouvait se battre avec des mots. Mais contre des tueurs les mots ne tuent pas. A qui la faute ?

Tucholsky avait tous les dons : né à Berlin en 1890 dans une famille juive aisée, il passa son enfance à Stettin, où il découvrit la beauté de la Baltique («Chaque fois que j'ai vu l'Allemagne à lui, la même est au nord... écrit cet homme qui restera toujours amoureux de son pays sans être «patriote») ; à dix-sept ans, il publia son premier article dans *Ull*, le supplément satirique du *Berliner Tageblatt* — qu'il dirigera plus tard — et triompha bientôt dans le pamphlet, la critique littéraire, le billet, l'aphorisme, le sketch de cabaret, le style chansonnier,

mais aussi la poésie et le roman : *Rhinberg*, un livre d'images pour amoureux, son premier livre, lui apporta à vingt-deux ans un très grand succès (plus de cinquante mille exemplaires) ; pour son autre roman, *Un été en Suède*, il fabriqua en 1931, avec beaucoup de savoir-faire, une jolie biographie pleine de joie de vivre et de bonne humeur, alors qu'il est en exil (quelle idée bizarre d'avoir traduit le bas allemand en allemand !).

Mais l'important, pour ce touche-à-tout bouillonnant qui veut tout savoir de son temps, c'est de s'attaquer à bras-le-corps à l'actualité, de batailler sur tous les fronts. Cet homme d'une culture et d'un humour prodigieux, qui n'a jamais eu d'ambition politique, cet «écrivain de l'inutile et de l'important», comme le qualifie Dieter Welke, préfet de Borsdorf révolutionnaire allemand, croyait qu'en le nommant on pouvait empêcher la catastrophe. Lorsqu'en 1924 il part pour Paris «se reposer de sa patrie», il ne croit plus en la possibilité des mots. En 1933, il sera un des premiers à être privé de la nationalité allemande. Ses livres seront brûlés. Exilé de son pays et de sa langue, il ne publiera plus une seule ligne.

Etabli en Suède, où affluent de nombreux Allemands — de ceux qui lui disaient : «Je ne comprends pas ce que vous voulez, ce n'est finalement pas si mal que ça», — le 19 décembre 1935, il absorbe le poison qu'il portait avec lui. Dans son carnet, il avait inscrit peu de temps auparavant : «Si je devais mourir à l'instant, je dirais : c'est tout ? Et aussi : je n'ai pas bien compris. Et aussi : ça faisait trop de bruit.»

Marthe Robert déplorait dans la *Vérité littéraire* (Grasset, 1981) que la France «continue d'ignorer (Kurt Tucholsky) bien qu'au cours de son tragique exil il ait trouvé refuge chez nous». Nous l'avons interrogée — elle qui partage avec «Tucholsky» la même admiration de Lichtenberg et de Kafka — pour mieux comprendre les raisons de notre «oubli». Qui était donc Kurt Tucholsky ?

« Une intelligentsia qui s'est trompée d'ennemi »

Il est très difficile de caractériser Tucholsky. Il avait beaucoup de cordes à son arc : poète, journaliste, activiste de chansonnier et de satiriste, pamphlétaire politique, critique de théâtre, j'en oublie certainement.

Qu'était-il au fond et qu'aurait-il voulu être ? Le journaliste a tenu une très grande place dans sa vie. Il est certain qu'il avait un tempérament plus spontané que réfléchi, et qu'il éprouvait le besoin de réagir le plus vite possible à l'événement. On a souvent dit qu'il était «le Heine du vingtième siècle» : lui-même s'insurgeait contre cette sorte de surnom. Il disait : «Heine est le maître, nous ne sommes que des apprentis.» C'est vrai, et j'ajouterais en ce qui le concerne : non seulement un apprenti, mais peut-être aussi un illettré.

Tucholsky produisait énormément, ainsi lorsqu'il collaborait à la *Schaubühne*, qui prend ensuite le nom de *Weltbühne*, il est presque seul à faire le numéro ; de là les cinq pseudonymes, qui sont, dit-il, comme les cinq doigts de sa main. Une production copieuse à ce rythme ne peut naturellement pas avoir la profondeur, le recul qu'on attend d'une œuvre littéraire plus mûrie. Il a écrit d'une certaine «frivolité» sa passion pour tout ce qui se passait. Cette frivolité était peut-être par l'extrême gauche, il a écrit fait ; ou de la pente où l'entraînait son grand talent. Car du talent, il en avait presque trop.

Tucholsky est l'un des cas les plus tragiques de cette période de l'entre-deux-guerres en Allemagne, où le tragique est pour ainsi dire quotidien. Un homme révolté, bouillant d'indignation, fraternel, possédé par le besoin de justice, antimilitariste forcené, haïssant la violence et violent dans ses propos. Un faisceau de contradictions.



★ Dessin de Bérénice CLÉVEY (cette citation de GROSZ).

cette intelligentsia allemande de gauche qui, à la fin des années 20, s'est tragiquement trompée d'ennemi.

Il est parti avant que le nazisme ne l'ait chassé, donc sans la moindre nécessité. Mais sa haine de l'Allemagne ne pouvait faire qu'il ne fût Allemand par la langue, par la culture, par la littérature, qui tenait une si grande place dans sa vie. De même, tourné vers le matérialisme sans être vraiment matérialiste, il méprisait le judaïsme comme une survivance archaïque, et refusait pour sa part de se sentir lié en quelque façon par ses origines. Suivant la théorie de Marx sur le capitalisme juif, il identifiait sans réserve capitalisme et judaïsme, ce qui l'a poussé à créer le personnage de «M. Wendtner», cette caricature de l'homme d'affaires juif qui n'est sûrement pas ce qu'il a fait de plus subtil. Ainsi, de tous côtés, il a nié son identité. De là, je crois, la grave malaise intérieur, et le sentiment de culpabilité qui l'ont finalement accablé au suicide.

Il était pourtant d'une extraordinaire clairvoyance... S'il est vrai qu'en 1922 il a dépeint à peu près ce qui allait se passer en 1933, il n'a jamais pris Hitler au sérieux. Comme tout le monde d'ailleurs. On disait alors : plus vite il prendra le pouvoir, mieux ça vaudra et plus vite ce sera fini. Il ne faut pas s'étonner que des natures particulièrement sensibles, des artistes, des poètes, aient pu résister à cet effondrement : Toller, Benjamin, Stefan Zweig, plus tard Elias Mann, sans compter Josef Roth, tué par l'angoisse. L'intelligentsia allemande s'est souvent frappée elle-même, comme pour se punir de n'avoir rien pu empêcher.

Tucholsky a aussi, assez vite, perçu le régime stalinien à jour, et cela à cause de l'exil de Trotsky : il avait trouvé un bulletin de l'Armée Rouge, publié par les soviets, où le nom du fondateur de l'Armée Rouge n'était même pas mentionné. Profondément honnête comme il l'était, Tucholsky en a été tellement indigné que, dès cet instant, l'U.R.S.S. a cessé de le fasciner.

Il était à la fois clairvoyant et très aveugle. Par exemple, il n'avait aucun scrupule à généraliser. Il parle, à la suite de Nietzsche, de «l'Allemand en tant que tel qui est lâche, méquin, militariste sans appel... du» juif, lâche lui aussi, qui «ne sait ce qu'est la liberté et ne le saura jamais...» ; mais quand il vient à Paris, en 1924, il voit partout une population charmanne, des gens courtois qui se cèdent mutuellement leur place dans les autobus, bref une vie aimable et raffinée. Même les petits-bourgeois lui font plaisir à regarder ; en revanche il n'a apparemment ni yeux ni oreilles pour les défis des lignes patriotiques, les bagarres du quartier Latin et les proclamations de notre chauvinisme forcené.

Clairvoyant et aveugle

Pourtant, il a bien vu venir le nazisme. Il l'a même, en un sens, prophétisé dès 1922, au moment du putsch de Kapp. Cependant, quelques années plus tard, il n'a pas vu qu'il fallait changer de cible et que la République de Weimar, si faible, si décevante, si lâche qu'elle fût, devait, quand même, être activement défendue. Tucholsky a continué de la vitupérer et de la condamner sans appel, alors qu'elle devenait la seule chance de salut. En cela, il est bien le représentant de

Transformer sa machine à écrire en mitraillette

Cet homme, profondément pacifique, a pris pour écriture et pour dénoncer la société qui était réformée tant bien que mal en Allemagne, après la guerre de 1914-1918, des accents d'une violence stupéfiante. Apitoyé par l'extrême gauche, il a même fait partie, un temps, du parti socialiste allemand, le parti de Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Il vit intensément le drame des intellectuels de cette époque : l'écho de la révolution les a laissés inconscients, tandis que leur haine de l'Etat bourgeois ne leur permet ni de s'affilier à un parti ni même de se reconnaître dans une doctrine. Tucholsky a partagé le sort de ceux qui, ayant passionnément voulu participer à leur temps, se sont finalement vus condamnés à la solitude. Bien qu'il ait eu à un certain moment beaucoup de succès, il est resté seul jusqu'à la mort, et dans quel desespoir, se mort nous le laisse imaginer.

Le grand drame de sa vie, c'est cette position politique tri-

la feuilleton

« Paris-Montpellier », d'E. Le Roy Ladurie

L'énigme du stalinisme reste entière

Le vingtième siècle risque de s'achever sans avoir tiré au clair une énigme particulièrement douloureuse, parce que propre à condamner et à décourager la bonne volonté. C'est ce qui a fait que, à trois reprises au moins, en Russie dans les années 20, en Allemagne dix ans plus tard, et en France durant la guerre froide, des jeunes gens, parmi les plus généreux et braves de leur génération ont été fascinés par des régimes totalitaires et sanguinaires.

Sur la dernière de ces aberrations, le stalinisme dans la jeunesse française vers 1950, les confessions de repentis ont apporté plus de mises en garde, parfois très staliniennes, que d'explications. Après Claude Roy, Pierre Daix, Edgar Morin, Dominique Desanti et bien d'autres, Emmanuel Le Roy Ladurie nous laisse à son tour sur notre faim. D'autant plus qu'il avait tout, son livre l'atteste, pour ne pas succomber à l'intelligence aiguë, la passion de la vérité, et les meilleurs antidotes à l'endoctrinement que sont le bon sens et l'humour. Si ces qualités n'ont pas suffi à le préserver, que s'est-il donc passé ? Et comment ne pas craindre que d'autres esprits et cœurs droits ne succombent encore, comme devant le maoïsme ou le terrorisme aveugle ?

par Bertrand Poirot-Delpech

Paris-Montpellier ne se limite pas à un itinéraire politique : on y voit s'affirmer une vocation de grand universitaire, on y respire l'air d'une époque très fidèlement rendue — fol de contemporain, — et on y savoure des goûts, rarement réunis, pour le savoir, la vie, le terroir, l'amitié. Mais la période considérée — 1945-1963 — reste dominée par un engagement sur les motifs duquel l'historien de première force qu'est devenu l'auteur militant se casse encore les dents.

TOUT commence en 1948, quand le jeune Emmanuel, dix-neuf ans, entre en khâgne au lycée Lakanal. Jusque-là, ce fils de hobereau normand passé de Vichy à la Résistance s'est coulé allégrement dans le moule des bonnes familles catholiques et droitières. Elève des Pères, boy-scout, il a porté la francisque quelques semaines, desiré des cuirassés, rêvé de galons, de soutane. A Henri-IV, où il commençait à préparer Normale, il en est resté à Gide et Claudel, à l'absurdité selon Sartre et Camus, tout juste un peu de Miller et de Vian. A Soaux, en revanche, son ami Genette lui fait lire Vailland et Henri Lefebvre. Subit-il le choc de la victoire communiste en Chine, ou tout simplement l'entraînement du nombre, comme dans le *Rhinocéros*, de Ionesco ? Sûr d'être entré dans l'élite, en 1949, comme Henri Mitterrand, Michel Crouzet, François Furet, Pierre Juquin, et des dizaines d'autres puisque l'école compte alors un communiste sur quatre ou cinq élèves, Le Roy Ladurie entre au parti, avec le même dévouement soumis qui a failli le conduire au séminaire.

Après l'agrégation, en 1952, il se rendra utile, en tout cas : fraternel, en militant à Montpellier avec les syndicats ouvriers et universitaires. Mais à Normale le P.C., comme pour briser toute velléité critique, et au prix d'un beau gâchis au niveau intellectuel des militants, impose à ces derniers des tâches inopines : célébration des anniversaires de Staline et de Thorez, vénération des dignitaires, vente de journaux, coupe de poing dans les réunions titistes ou contre « Ridgway-la-peste ».

Les esprits ne sont pas moins domestiqués, à force de slogans stupides. L'auteur avale sans broncher les calomnies à l'égard de Tito, Rajk, Slansky ou London, et les sottises sur science bourgeoise et science prolétarienne. Jdanovien, lyssenkiste, le voilà parfait « crustacé stalinien ». C'est seulement vers 1955, avec le retard que la province prenait alors sur les cellules parisiennes, que Le Roy Ladurie, dessillé sur la République démocratique allemande par son service militaire en Allemagne, commence à douter. Il se réjouit encore des succès communistes aux élections de 1958, mais le rapport Khrouchtchev et l'intervention russe en Hongrie ont raison de ses restes de foi. Il rend sa carte à la section de Montpellier, où, peut-être, elle traîne encore...

« BERNÉ », « honteux », le « renégat » se cherchera une idéologie et une camaraderie de remplacement du côté des trotskistes et du groupe Socialisme ou barbarie, de Castoriadis et Lefort. Il milita au P.S.U., contre la guerre d'Algérie. Après quoi, vers 1963, où s'interrompt *Paris-Montpellier*, il se « coulera sans bruit hors de sa vieille peau », et mettra « sa conscience politique en veilleuse ».

(Lire la suite page 21.)

PHILIPPE LAMOUR



LES HAUTS PAYS

En vingt-neuf récits, le roman vivant de la montagne.

Robert Laffont

Propos recueillis par NICOLE ZAND. (Lire la suite page 11.)

Alice Saunier-Seïté



EN PREMIERE LIGNE

De la communale aux universités

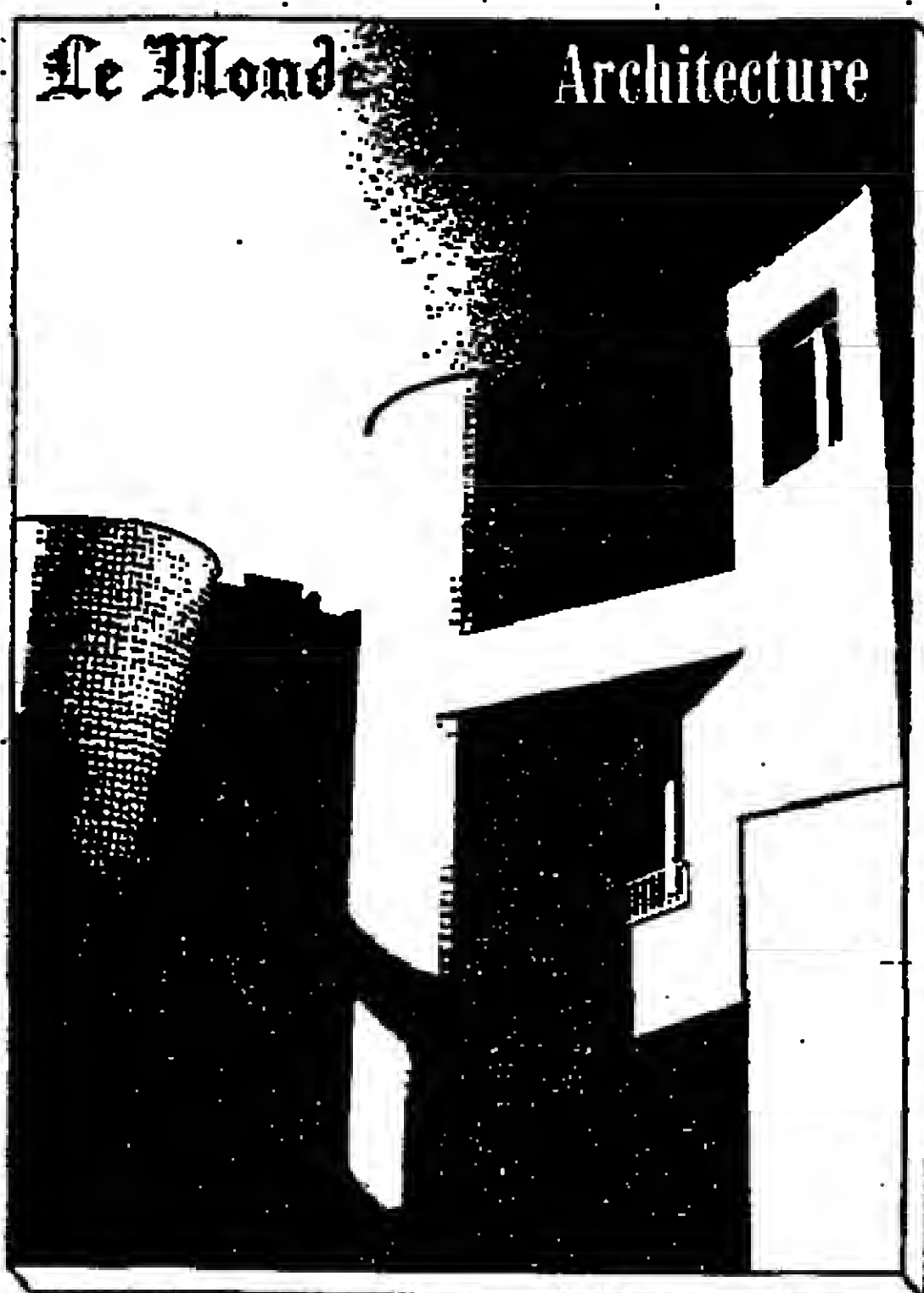
Préface de MICHEL DROIT de l'Académie française

Que restera-t-il de l'œuvre d'Alice Saunier-Seïté ? Il est encore trop tôt pour le dire, même si le démantèlement a déjà commencé. En tout cas, il en demeurera le souvenir d'un grand combat mené par une femme lucide et courageuse, par un ministre épris d'action et de responsabilité. Son combat est tout entier dans ce livre.

PLON

UNE BROCHURE RÉALISÉE A L'OCCASION DE LA REMISE DU GRAND PRIX DE LA CRITIQUE ARCHITECTURALE

aux journalistes du « Monde » par le ministère de l'urbanisme et du logement



EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 12 F et au « MONDE » : 5 F. DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09

De Max-Pol Fouchet à Prométhée

A Tarbes, cité internationale des pèlerinages peu habituée à ce genre d'événements, a été décerné, le dimanche 7 mars, à Mme Geneviève d'Hoop, professeur d'art à Sterneck (Belgique), le premier prix littéraire de poésie portant le nom du poète-romancier et critique Max-Pol Fouchet, prématurément disparu. Ce prix a distingué, parmi les envois de deux cent vingt-neuf poètes francophones, cette jeune femme belge pour son œuvre *Crusar le soir*. La préface en a été écrite par M. Robert Maillet, en tant que membre d'un jury comprenant Mme Marie-Claire Baucourt, MM. Yves Berger, romancier et directeur littéraire des éditions Grasset, Jacques Chancel, Georges-Emmanuel Clancier, Pierre Emmanuel, de l'Académie française, Charles Le Quintrec, Jean Quilès et Pierre Seghers. M. Robert Maillet, poète, essayiste, professeur honoraire de l'université de Paris, membre de l'Académie Mallarmé (au sein de laquelle siègeait aussi son ami Max-Pol Fouchet), a ainsi tenu à rendre, au nom du jury, hommage à la lauréat du premier prix en date, perpétuant la mémoire de Max-Pol Fouchet, qui se disait marié avec la poésie.

Au cours de la même cérémonie, à laquelle présentaient également par la voue et la fille de Max-Pol Fouchet, a été décerné le prix Prométhée 1982 à M. Jacques Mondin, âgé de quarante-sept ans, originaire d'Auch, dans le Gers, actuellement attaché de direction dans une entreprise de l'Isère. C'est parmi cent trente-et-un manuscrits venus de tous les pays francophones que le livre *Retour à Yuste* de cet auteur a ce jour inconnu a été distingué par un jury international ainsi composé : MM. Tahar Ben Jelloun, Marocain ; Jean Carrière, Jacques

vient de paraître

Romans

MICHEL JOBERT : *Le Rivier aux grenats*. — Une évocation romanesque et satirique de l'époque des Français au Maroc, au creux de la vie de modestes personnes. Par l'auteur de *Mémoires d'été*, prix Aujourd'hui 1974. (Albin Michel, 265 p., 59 F.)

REGINE DESFORGES : *Les Enfants de Blanche*. — Familles, je vous aime ! L'auteur évoque la vie de sa parenté qu'elle a « déterrée », de son grand-père au début du siècle, en passant par l'histoire de Blanche et de Léon, dont elle est née. (Payot, 257 p., 49 F.)

SERGE KOSTER : *L'Homme sans*. — Nul est juit, Jean-Noël, son meilleur ami, ne l'est pas, et, durant la guerre, leurs pères s'affrontent, chacun dans son camp. Au seuil d'une brillante carrière, Jean-Noël vient récupérer un dossier compromettant que Nil détient. (Flammarion, 244 p., 65 F.)

PIERRE DEBRAY-KITZEN : *Tycho de Leyde, artiste peintre*. — Une réflexion sur la création à partir de la vie d'un peintre et de l'évocation de personnages historiques de la fin du dix-septième siècle. (Albin Michel, 185 p., 55 F.)

COPI : *La Guerre des péchés*. — Une fable satirique à la manière de Copi, où se déploient des « brigades » homosexuelles. (Albin Michel, 188 p., 59 F.)

Récits

JEAN-PIERRE OTTE : *Les Gutes du commencement*. — De l'endroit du sursaut à celui du souffler de verre, des paysages d'automne aux sites recouverts des repas, une chronique « des sources et des sources ». (Robert Laffont, 186 p., 52 F.)

PHILIPPE LAMOUR : *Les Hauts Pays*. — Histoire et scènes de la vie des hommes et des bêtes du haut pays et un chant d'amour pour le montagnard, symbole de liberté. Par l'auteur du *Centros solaires*. (Robert Laffont, 278 p., 59 F.)

HENRI QUEFFLEC : *De par les sept mers*. — Un recueil de onze nouvelles océanes où les hommes de la mer répondent à l'appel du large et de la découverte. (Presses de la Cité, 205 p., 60 F.)

Nouvelles

HUBERT HADDAD : *La Rose de Damocès*. — Un recueil de dix-sept nouvelles sous le signe des mythes et des monstres. Par l'auteur des *Derniers Jours d'un homme égaré*. (Albin Michel, 226 p., 55 F.)

Recueil

BORIS VIAN : *La Belle Époque*. — Un recueil de textes parus dans des publications, rassemblés, préfacés et annotés par Claude Rameil. (Christian Bourgois, 285 p., 50 F.)

Critique littéraire

MICHELLE TISON-BRAUN : *l'Inconscience Originelle : le problème de la personnalité au sein du système social*. — L'identité du moi a été mise en crise par les artistes bien avant d'être mise en déroute par les philosophes anthropologistes contemporains. L'auteur en cherche les premiers énoncés chez Flaubert, Mallarmé, Rimbaud, Valéry, Bergson, Claude Gide, Proust. (Librairie Droz, 258 p.)

la vie littéraire

Chancel, Paul Guth, Marcel Jullian, André Laude ; Jean-Pierre Oza, Belge ; Tchicaya U'Tamsi, Congolais, et François Xénakis.

Assurément, voir leur ouvrage diffusé en Suisse, mais aussi en France et dans toute l'Europe, la lauréat du prix Max-Pol Fouchet et le lauréat du prix Prométhée 1982 ont été édités non en France, mais en Suisse, par les éditions de l'Âge d'homme de Lausanne. Et cela après que cette maison ait accepté de n'intervenir « à aucun moment » dans le processus des deux sélections confiées successivement à un jury départemental et régional, l'Atelier Imaginaire. Cette association, composée de personnes émanant de tous les milieux sociaux, guidée par le seul plaisir de lire, a été fondée par un jeune animateur culturel de Lourdes, M. Guy Rouquet. Les jurys nationaux et internationaux déjà cités se sont prononcés en dernier lieu sur huit sélections prétables sans en connaître les auteurs. — GILBERT DUPONT.

Jean Duvinand et la passion des revues

Aux côtés de Kostas Axelos, Edgar Morin, Roland Barthes et Pierre Fougeyrolles, Jean Duvinand participa à l'aventure de la revue *Arguments* (1958-1982). Puis, après 1982, il fonda avec Georges Perec et Paul Virilio *Cause commune*, éditée d'abord par les éditions Denoël, puis par Christian Bourgois. Et voici maintenant qu'il lance le *Scorabée international* (Interédition, 87, avenue du Maine, 75014 Paris, 188 p., 60 F.).

Au sommaire de ce premier numéro, justement, une réflexion de Roland Barthes sur « Vie et mort des revues » ; il rappelle dans un entretien réalisé en 1979, ce que furent ses rapports avec *Arguments*, rapports per-

sonnels d'amitié et de confiance, notamment avec Pierre Fougeyrolles et Edgar Morin. L'un et l'autre figurent d'ailleurs dans ce *Scorabée international* : le premier y parle avec sa fougue habituelle de la dimension politique d'Alexandre Dumas, cependant que le second évoque New-York, ville planétaire, ville d'essai. « Il n'y a pas de monuments à New-York, écrit Morin, rien n'est construit pour l'art. Et c'est cela l'art. C'est en cela que tout est art. Cette ville a été construite pour sa fonction, pour le profit, pour l'économie ; toute l'édification a été guidée uniquement par la géométrie et le hasard. Et c'est cela le chef-d'œuvre : Manhattan, sous quelque angle qu'il apparaisse. Couleurs, ciel, jeux de lumière. »

Si la littérature et la création artistique sont largement représentées dans le *Scorabée international*, on y rencontre également des anthropologues, comme David Cooper et Ronald Laing. Car Jean Duvinand a voulu créer un lieu critique, une revue de confrontation, un bûche d'essai qui ne soit soumis à aucune doctrine, ni enfermé dans aucune spécialité. Ce premier numéro révèle une belle ambition et une passion singulièrement communicative.

ROLAND JACCARD.

Actualité de Fromentin

Il faudra bientôt rappeler qu'Eugène Fromentin, est aussi l'auteur de *Domitius*, tant ses autres œuvres, moins connues, donnent lieu à rééditions.

Un *été dans le Sahara*, dont le *Monde* du 28 février 1982 signalait l'existence, chez J.-M. Laffont, est également repris par les Éditions Le Sycomore, qui publient, en outre, une anthologie dans le même esprit d'Anne-Marie Christin, *Fromentin peintre d'espace*.

Souvenirs

CHARLES GOMBAULT : *Un journal, ses souvenirs*. — Les souvenirs et le témoignage d'un journaliste qui fut directeur de *France-Soir* aux côtés de Pierre Lazareff. (Gallimard, 202 p., 54,90 F.)

MARCELLE BERR DE TURKIE : *Une vie de travail*. — L'auteur, qui a animé des galeries, livre ses souvenirs, évoque les célébrités qu'elle a connues et témoigne sur l'évolution de la peinture depuis un demi-siècle. (J.M.L., 351 p.)

ROGER GOUZE : *Les Miroirs parisiens*. — Les souvenirs d'un spécialiste de la langue et de la civilisation française, des rives de la Saône au paysage tropical de l'Amérique latine, du Front populaire à la France libérée, d'Alain à Bernanos. (Calmann-Lévy, 292 pages, 64 F.)

Biographie

HENRI BAUCHAU : *Max Zolow*. — La vie et la pensée d'un des plus grands révolutionnaires du siècle. Avec la participation de Laure Bauchau. (Flammarion, 1048 p., 90 F.)

Essais

MICHEL LELONG : *Islam et Occident*. — Après avoir cerné les risques et les pièges que font courir les « révoltes religieuses », les différences et les convergences entre les religions, le Père Lelong ose de contribuer à la réconciliation entre chrétiens, juifs et musulmans.

Par l'auteur de *J'ai rencontré Flaubert*, prix de l'Amitié franco-arabe 1976. (Albin Michel, 265 p., 65 F.)

FRANÇOIS AUBRAL : *Génie de la création*. — L'auteur définit une politique culturelle qui met en mouvement la puissance créatrice de chacun. (Le Sycomore, 208 p., 58 F.)

Documents

ALBERT SPIER : *Empire SS*. — Le rêve de Himmler, approuvé par Hitler, était de créer, à l'écart de l'État, un empire économique SS, avec la conscience d'un fort de millions d'écus, l'« Empire » militaire de l'« Empire » SS. L'auteur a pu accéder au projet d'élaborer un fondement sur ses souvenirs et des archives inédites. Traduit de l'allemand par Guy Edgich-Estrangin et Jean-Marie Gaillard-Paqueux. (Robert Laffont, 396 p., 85 F.)

JEAN-YVES POTIER : *Gdansk, la mémoire oubliée 1970-1980*. — L'auteur livre le témoignage qu'il a recueilli auprès des travailleurs de Gdansk et qui permettent de comprendre le mouvement et les luttes de tout un peuple entre les soulèvements de décembre 1970 et d'août 1980. Traduit du polonais par Anna Romanowska et adapté par Alain Wallon. (Maspero, 250 p., 55 F.)

Histoire

COLLECTIF : *La nation d'aujourd'hui*. — Dix-sept communications, en français et en anglais, sur le concept d'identité, dont le champ d'application n'est pas seulement politique, mais aussi religieux et intellectuel. (Presses universitaires de France, 285 p., 150 F.)

ANNIE ROBERT : *France, à l'époque de la France*. — Une étude de sociologie historique à partir de documents originaux. (Maspero, 268 p., 60 F.)

SOPHIE ET DIDIER DECAUX : *La France et les Français au temps des préjugés*. — Histoire des mœurs entre 1589 et 1661. (J.-C. Laffont, 460 p., 115 F.)

en bref

● LE PRIX-DE LA FONDATION DU JUDAÏSME FRANÇAIS, remis pour la deuxième fois et doté d'une somme de 75 000 F, a été décerné à l'écrivain Edmond Sabbat et pour l'ensemble de son œuvre à la Fondation pour la mission de développement « tout ce qui touche au passé et au présent du judaïsme français, et vise à une meilleure intégration des sciences et des arts dans la vie des individus et des collectivités ». Le jury est présidé par André Lwoff, prix Nobel.

● « PENSER ET CLASSER POUR RÉFLECTIR LA NOTION DE HÉRARCHIE » est le thème du numéro 2 de la revue « Le Genre humain » (Payot). Des collaborateurs de la revue, N. Frenay, A. Jacquard, M. Orléans, L. Pollak, J. Pouillon et A. Schnapp, reprendront ce thème dans un débat à la petite salle du Centre de la Sorbonne, vendredi 12 mars, à 20 h 30.

Après l'engagement

R



Responsable verbal de l'engagement

Le « petit personnel du tableau »

I

La contrainte créatrice

une fiction où un déserteur caché sous le nom de Gaspard Winter part jusqu'aux abords de la Terre d'Israël pour aller chercher l'enfant disparu dont il porte le patronyme et découvre dans l'île de W une société régie par l'Idéal olympique. C'est sa mission à lui d'évoquer les camps de concentration.

A ce livre énigmatique a succédé le monstrueux exploit de *la Vie mode d'emploi*, où triomphent à la fois le romanesque et la fureur descriptive, le goût des détails, cet attachement à cette œuvre de l'écriture. *La Vie mode d'emploi*, c'est une fresque mais c'est aussi un jeu.

que, il cherchait à tout dire, à vaincre toutes les difficultés ; il réfléchissait dans l'univers provisoire de la contrainte ; ensuite seulement, il écrivait. Et sans doute parce qu'il faisait ces choses apparemment sans sérieux avec le plus grand sérieux, le résultat est toujours surprenant, abalourdissant.

Récemment, l'occasion lui avait été donnée de lire certains de ces textes, et l'on s'est rendu compte alors du naturel avec

Le monde des livres de Georges Perec était fait de lettres. Si la littérature, pour Queneau, était «*notons, chiffres, lettres*», il est certain que c'est la lettre qui, par-dessus tout, fascinait Perec. Le livre se fait dans la page, page à page, avec des lettres; et chaque page est un lit où couchent les lettres, le lieu du sommeil et de l'in-

Au début de sa rencontre avec l'Oulipo, Perec a été l'homme d'un exploit qui était aussi une sorte de démonstration : la *Disparition*, un roman de trois cents pages, qui était un lipogramme, et en outre le lipogramme le plus difficile, celui de la lettre *e*, qui est la lettre la plus fréquente en français. La contrainte était si simple et si facile à écrire, à raconter, sans employer, jamais cette lettre : si, en essai, cela semble impossible. Perec a travaillé deux ans sur ce livre : il vivait, mangeait, paraissait, dormait sans *e* ; et le résultat, loin d'être le tour de force absurde, était une œuvre simple, moutonnée, qu'on attendrait un vrai roman, étrange, passionnant et drôle, écrit dans une langue à la fois familière et distante, qui est le français sans *e*.

Dans ses dernières années, il s'était penché sur ce qu'il appelait les « *contraintes douces* », qui permettaient un abord de lecture plus rapide plus allusif, moins abrupt. Dans une série de très beaux poèmes, dédiés ou épithéliaux à ses amis, il composait des moments de poésie, évoquant leur présence avec les seules lettres de son alphabet; ainsi il les appelait, leur nom, leur âge, leur adresse, leur temps, et dans le même esprit, il se dirigeait aussi vers des récits aux contraintes présentes mais invisibles, comme des échafaudages que l'on enlève après avoir achevé la maison afin qu'ils ne dissimulent pas la vue. Écris ainsi, la *Vie* de mode d'emploi lui fit retrouver le plaisir de l'écriture, et c'est ce qui, de ce premier livre, *Les Choses*, roman d'avant l'Oulipo,

JACQUES ROUBAUD.

GEORGES PEREC quelques jours avant sa mort avait remis à son éditeur, Paul Otchakovsky (Hachette POL), la première partie du roman qu'il était en train d'écrire. Titre prévu : *Cinquante-Trois Jours*. Perce y joue avec le roman policier, embobinant plusieurs histoires les unes dans les autres, prenant plaisir à égarer le lecteur qui bientôt ne sait plus dans quel livre il se trouve ni à quel auteur, détective, assassin et victime, il a affaire.

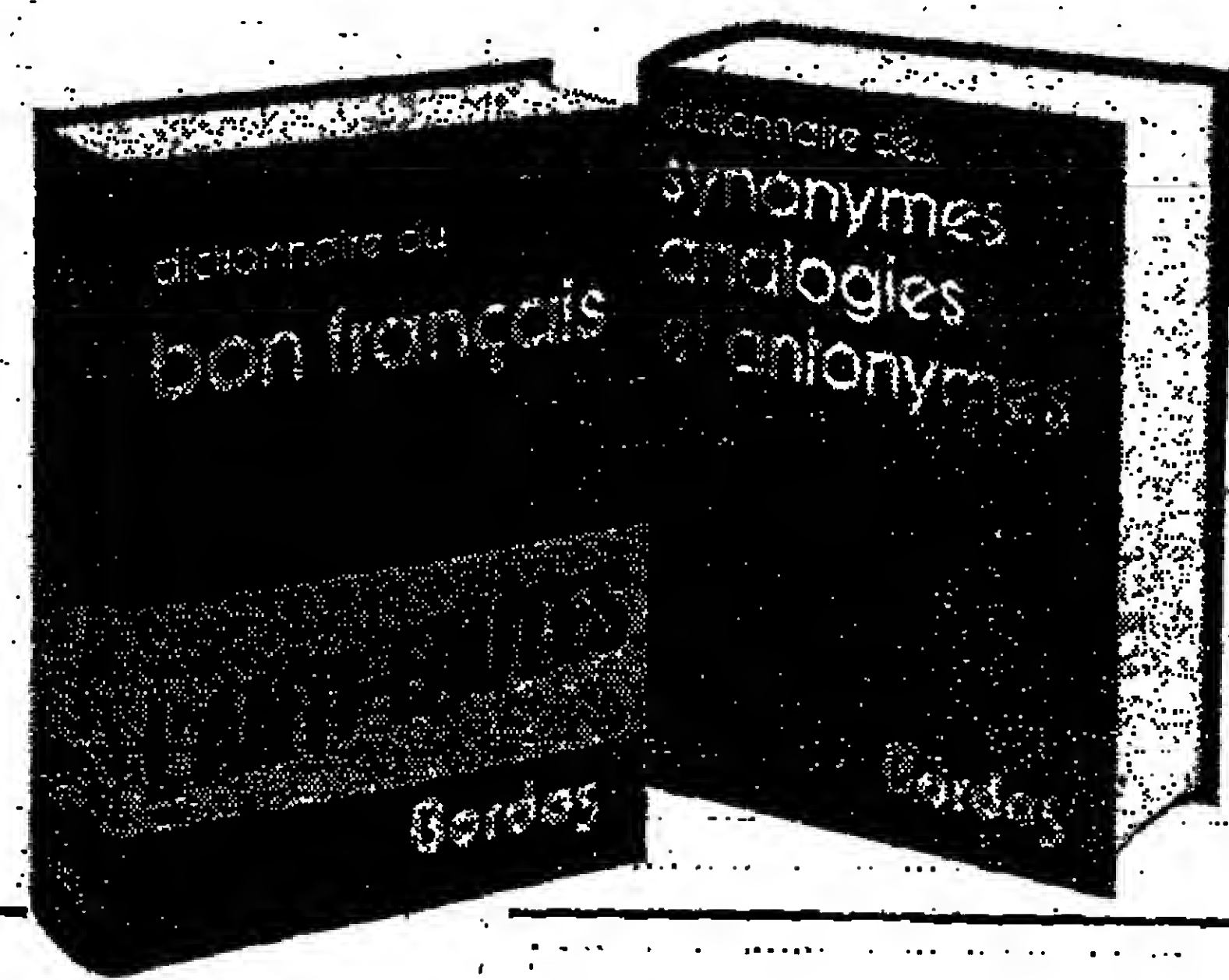
Paul Ouhachkova a l'intention de publier ce roman dans son état inachevé. Nous avons pu en lire une trentaine de pages. Si, comme il le rendent pas tout à fait satisfaisant, il est tout à fait ludique de l'œuvre ni de sesissements progressifs, du moins y trouve-t-on des malices qui sont bien dans la manière de cet écrivain : ainsi l'idée de définir dans la seconde partie du roman le concept de "malice" dans la première (rappelons qu'une même manie destructrice animait Barlebooth, le héros de la *Vie morte d'emploi*, qui avait tenté une fois reconstituée, les puzles qu'il avait pris fait de soixant et d'années à faire réaliser à son tour, et qui, à la fin, avait, ou encore la contradiction entre le décor poétique qu'il se dérobe le livre et la situation tropicale où se trouve l'auteur qui l'écrit.

« L'air, lui-même, dans le bled, à la manière de ces peintres de la Renaissance qui se réservent toujours une place minuscule au milieu de la toile des vaisseaux, des soldats, des ébèques ou des marchands ; neq, sans une place particulière, se glisse dans une perspective et s'élève à une intersection significative à une axe particulier, selon telle ou telle perspective éblouissante, dans le prolongement de ton regard lourd de sens à partir d'quel tableau une réinterprétation du tableau se fait spontanément. Sans une place appartenant à l'offensive, comme si cela avait été fait comme ça, en passant, un peu par hasard, parce que l'idée en avait venue sans savoir pourquoi, comme si l'on ne désirait pas trop que cela se remarque, comme si, ce ne devait être qu'une signature pour l'artiste, quelque chose comme une marque dont le commémorateur, le lecteur, aurait tout toléré que le peintre signât son œuvre, quelque chose qui ne devrait être comme ça, de quel-ques-uns et aussitôt oublié... »

point le péjoratif mort, cela deviendrait un anacronisme, car se transmettrait de génération en génération, d'atelier en atelier, une légende à laquelle personne ne croirait plus, jusqu'à ce que, un jour, on en redécouvre la preuve, grâce à des recoupements effectués dans les archives, se servant le tableau avec des esquisses préparatoires retrouvées dans les greniers d'un musée, ou même d'une manière tout à fait fortuite, comme lorsque, fléant un livre, on tombe sur des phrases que l'on a déjà lues ailleurs, et que l'on alors se rendrait-on compte de ce qu'il y avait toujours eu d'un peu particulier dans ce petit personnage, pas seulement un solitaire grand apporté aux détails du visage, mais une plus grande neutralité, ou une certaine méfiance, de l'artiste, imperceptible, de telle, quelques choses qui ressemblerait à de la compréhension, à une certaine douceur, à une joie peut-être teintée de nostalgie.

(Extrait de la Vie mode d'em-
plot. Hachette.)

et le dire bien !



Bordas

Légendes et réalité

De la louve romaine aux modernes "jeunes loups",
du Petit Chaperon rouge à la Bête du Gévaudan,
vingt siècles d'histoire vécue, de légendes et de folklore

Les paysans

Les républiques villageoises 10^e-19^e siècle

L'histoire des 40 000 communautés rurales
dont le rôle fut, en France, essentiel
lors des grandes jacqueries ou dans la vie de tous les jours

AUBIER

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

L. parva nov. sp.

a pente universelle

Robert Littell

L'amateur

"Dès qu'un roman d'espionnage n'est pas trop mal écrit, on le hisse au niveau de *"La Taupe"* ou de *"L'espion qui venait du froid"*. Ce rituel devient absurde : l'Américain Robert Littell n'a besoin d'aucune référence. Mais, puisque comparaison oblige, avouons que l'humour et la sensibilité du jeune auteur de *"L'Amateur"* sont plus convaincants que ceux du célèbre romancier anglais. Si ce dernier reste guindé et nébuleux, Littell, lui, s'emploie à être chaleureux et clair. Quand une lecture devient une fête, il faut bien reconnaître qu'il y a là un peu plus qu'un simple talent de romancier."

NOËLLE LORIOT: "L'EXPRESS"

PRESSES DE LA CITE

réçits

Les « papiers » familiaux

La destinée de Marthe

● Une étonnante correspondance, retrouvée dans un château de province.

L'AFFAIRE se déroule voilà près d'un siècle, entre la Basse-Normandie, les Cévennes et les environs de Nice, dans une famille de petite noblesse, qui ne se soucie que des fermages et de ses maux d'intestin. La baronne Emile de Montebourg, ayant mis au tombeau son époux et son fils, traque le mari pour l'une de ses filles, Marthe, enceinte d'un incertain Edouard, d'une condition sociale qu'on n'épouse pas. L'autre fille, Bléonore, pleure et se sacrifie pour la pauvre « hystérique » (on n'écrit pas qu'elle est morte de suspension), en attendant que « la glace de l'âge » (ainsi parle l'oncle Charles) ait apaisé ses fureurs érotiques.

Les présentations, les annonces dans le *Chasseur français*, les obligantes entrées d'acrobates ou de bons amis, aboutissent un jour, Marthe, qui a accouché d'un garçon, épouse un Robert à non double et pourvu de particule. A-t-elle toujours le feu aux fesses ou son repentir se mesure-t-il à l'aune des besoins d'argent du jeune ménage ? Le gendre pourrait-il être autre chose qu'odieux ? La baronne et Bléonore s'entendent à Montpellier, toujours bienfaitrices, de plus en plus messagères des bonheurs de Dieu, et assurant les frais de nourriture de Georges, l'enfant du péché, reconnu par l'époux de Marthe. Dysentériques et entériques viennent à bout des héroïnes. Bléonore d'abord, puis sa mère. Marthe enfin, après son enfant. Et les terres, passant d'une femme à l'autre, reviennent finalement au neveu, chef de famille, dans un processus en somme « naturel » et qui fait triompher la morale.

Aucun romancier populiste, aucun écrivain de génie. Zola lui-même n'aurait osé imaginer une pareille histoire. Moins encore l'écrire comme elle se raconte au fil d'une correspondance retrouvée dans un château de province, échangée entre la baronne, sa fille et son frère. Paraphrasant un jeu de société, on demanderait : « Ce serait un roman de Mauriac, un film de Rohmer, une dramatique de Nina Companeez ? Qu'est-ce que c'est ? C'est Marthe ».

Ce livre se lit comme un témoignage ethnographique sur un fragment de la société française à la fin du dix-neuvième siècle, comme un document tenu prêt à être mis en images, comme un roman intermédiaire entre Maupassant et Paul Bourget, voire une histoire à la Dely. Il se lit surtout comme un cas clinique, où va de soi tout ce qui serait tenu pour excessif dans une étude de mœurs plus ou moins édulcorée.

D'où vient la force de ce texte, la cohérence de ces documents qui ne s'enchaînent pas, la fascination qu'ils suscitent et qui empêche d'employer le mot de mélodrame ? De cela précisément : que le « mélodrame » vise à masquer : les malheurs de la fille sont inséparables de l'emprise de la mère. C'est l'histoire d'une symbiose qui ne réussit pas à se rompre, des machinations d'une « femme de bien », ne faisant que « le bien », ne voulant que « ses biens », pour « se garder » à ses filles, c'est-à-dire « pour garder ses filles à soi ». La mise en œuvre et la mise à nu des interminables engendremens, d'où les hommes sont rejetés, une fois utilisés pour leur sperme et pour leur argent. Tous, l'amant, l'époux, le fils, le gendre, sont liquidés, soit le frère et son fils, gardiens du « nom de jeune fille », de la fortune et de ce qu'on nomme « l'honneur », soit plus explicitement la hantise du qu'en-dira-t-on.

L'histoire, l'intrigue, la trame de vie, recouvrent mal ce schéma brut qui implique le lecteur en l'affrontant à ce que, dans sa propre histoire, d'autres noms, d'autres épisodes, d'autres secrets, ont travestis, au nom du sens de la famille et des traditions. De ce jeu de la vérité qui ne s'avoue pas, ce lecteur est aussi un enjeu, emporté par le rythme d'une correspondance qui casse les délais d'acheminement des lettres. L'écriture romanesque ménagerait mieux les sensibilités.

Il est difficile de douter de la candeur de Monique Cahen, qui présente ce texte dans sa collection « Livres à elles », comme une correspondance retrouvée. Si seulement son inventeur se décidait à dire pourquoi il a rompu le secret sur cette femme dont « on ne parlait pas dans la famille ».

JACQUES NOBECOURT.

★ MARTHE, éd. du Seuil, collection « Livres à elles », 245 p., 65 F.

Jean Freustié et son album de photos

● Une philosophie douce-amère.

QU'ALLONS-NOUS chercher sur les anciennes photos de famille, quand ceux qu'on y voit dans la force de l'âge sont morts depuis longtemps, quand les enfants qui y figurent sont devenus à leur tour, presque des vieillards ? Dans l'enquête menée sur nos « proches », quelle curiosité nous aiguillonne, sinon celle de nous retrouver nous-mêmes et, passant la parenté à la radioscopie, de nous comprendre un peu mieux ?

« Nous vivons souvent dans un état de distraction extraordinaire qui nous laisse comme livrés au hasard », constate Jean Freustié, et, s'il reste des témoignages, ils sont si différents de ce qu'ils promettaient (à moins que ce ne soit nous ?) que mieux vaut se livrer à l'intuition, voire à l'imaginaire, pour déchiffrer notre propre histoire. « Se souvenir, c'est romancer », dit encore notre auteur, dont l'ouvrage, ambigu, brode sur la mémoire avec les fils chatoyants de l'invention.

Une ambiguïté qui fait son charme, sa drôlerie parfois, plus souvent sa gravité. Avec brio, une démonstration est faite : l'incompréhension qui peut séparer un enfant de sa mère et de son père n'a d'égal que l'indifférence dont il la paie en retour. Triste constat, mais qui console d'adulte qui ne pleurniche ni sur le passé ni sur ce qui y fut raté. Encore une fois,

on s'amuse dans cette galerie de portraits, où Freustié fait l'appel des morts, qu'il ressuscite colorés, charnus, étonnants ou ridicules.

Voici l'oncle Anselme, le peintre du dimanche, le sympathique excentrique qui réussit le tour de force d'avoir de doubles funérailles, laques et religieuses ; et voici Marcel, dit « Pitinmerde », son fils, dont les mauvaises manières et la conversation farcie d'allusions sexuelles effarouchaient le petit Jean. Chez la tante Viviane, celui-ci cherchait refuge, quand les disputes de ses parents prenaient l'ampleur, tant Viviane désignée par la nature, qui avait trouvé le moyen de se faire enlever et qui était revenue au bercail après vingt-cinq ans de séquestration par un jaloux, lequel s'était finalement logé une balle dans la tête.

L'ami Haedens

Passent, au milieu des « proches », ces autres plus proches, que le hasard nous donne de surcroît : l'abbé Courcel, le supérieur du collège, tout pètri d'intelligence indulgente, ou encore l'ami Kéber Haedens, déjà bouillonné de lectures, aux prises avec la terrible mère qu'il a peinte dans *Adios*. Et il y a Albertine, la camarade, bien plus liée aux temps de la jeunesse qu'Anne, la sœur à peine aînée, curieusement effacée de la mémoire par un mécanisme que l'auteur ne s'explique pas, comme du passé, inexistant.

Une philosophie douce-amère se dégage de ces pages. Les générations se succèdent, rien ne change, au cours de nos vies trop courtes pour enregistrer le mouvement. « Nous ne vivons pas une histoire, mais dans l'histoire », dit encore notre auteur, utile, rappel aux justes proportions de l'aventure humaine. Sagesse.

GINETTE GUITARD-AUVISSE.
★ LES PROCES, de Jean Freustié, Baland, 220 p., 65 F.

Les mœurs des grands bourgeois

● Sous le regard de Michelle Maurois.

ANDRÉ MAUROIS, aujourd'hui un peu oublié et sans doute injustement, épousa deux femmes. De la première, il eut une fille, Michelle, l'auteur de ce livre, que Simone, la seconde, adopta sur le tard, jamais acceptée, semble-t-il, par cette fille de racoon qui lui voue une haine tenace et fera d'elle le personnage central d'un prochain livre.

Simone Maurois, fille de Jeanne et Gaston de Caillavet, était la petite-fille de Mme Arman, l'égérie d'Anatole France. Les trois femmes ont passé une partie de leur temps à s'expliquer par lettres, à s'avouer, à se mentir à elles-mêmes et à mentir aux autres, héroïnes de roman dans l'intimité comme elles le furent pour le public : Mme Arman, peinte dans *Le lys rouge*, est un des modèles de Mme Verdun ; Jeanne Pouquet, l'épouse de son fils, Gaston de Caillavet, a été l'une des « jeunes filles en fleurs » de Proust, utilisée pour la création de Gilberte et de Marcel.

Michelle Maurois fut Mlle de Saint-Loup, dans la *Recherche*, avant de devenir l'Isabelle de *Clémence*, un grand succès de son mari dans les années 30.

L'œuvre dans le sang, cela donne des monceaux de correspondances et autres « écrits secrets », sans compter une masse considérable de documents accumulés depuis deux cents ans dans la propriété d'Essendieras, héritée par Michelle Maurois. Romancière, elle en fut d'abord accablée, puis elle se fit archivist, dépouillant, classant, confrontant ces sources intactes, piégées à la longue, par cette fausse famille dont elle avait connu plusieurs membres.

Marie Pouquet, la mère de Jeanne, est au cœur du livre. C'était un personnage peu banal, deux ex machina des amours de Jeanne et de Gaston, entreprenues, chaufées presque par cette mère entremetteuse durant près de trois ans à l'insu de son mari, confidente et boîte aux lettres.

des deux amoureux, amoureux, dirait-on, de son futur gendre, Jeanne, qui a le sang chaud, appelle avec impatience, dès ses seize ans, un mariage qui, accompli, sera un échec. Elle écrit à Gaston des lettres qui brûlent le papier, tandis qu'elle attribue au jeune Troust, pour l'entourager, le rôle du chandelier.

Chemin faisant, Michelle Maurois reconstruit une ensemble familial et toute une société de grands bourgeois dont elle montre la bonne conscience et les hypocrisies, la vie de représentation et son envers parfois répugnant, souvent mélancolique. De temps à autre, elle apporte une précision d'historien littéraire, découvrant des détails inédits — ou qui avaient été faussés — sur la liaison d'Anatole France avec Léontine, par exemple.

Refermant l'ouvrage, on ne sait plus trop par quoi on a été le plus fasciné : par la personnalité brûlante des êtres qui s'y bousculent ou par le regard glacé de l'entomologiste qui les observe. G. S.-A.

★ L'ENCRE DANS LE SANG, de Michelle Maurois, Flammarion, 425 pages, 105 F.

DU COTE DE CHEZ PROUST

SUZIE MANTE-PROUST avait dix-huit ans à la mort de son oncle Marcel. Elle a fait beaucoup pour la recherche du temps perdu et la compréhension de son auteur, ouvrant généreusement ses archives. Pendant trois ans, elle a raconté ses souvenirs devant le magnétophone de Claude Francès et de Fernando Gontier, deux universitaires américains venus travailler sur la famille de Proust.

C'est la seconde partie du volume, assez décevante : un bavardage distingué qui va à la surface des choses. La première partie, en revanche, fascine. Les deux familles de Proust, paternelle et maternelle, côté Weil-Bernastel, montrent un échantillonnage extraordinaire de personnages dont le format dépasse, de loin, celui du commun. Voici Barthel Weil, l'arrière-grand-père, pharmacien, encouragé par Louis Philippe, et voici Adolphe Crémieux, l'arrière-grand-oncle, deux fois ministre de la Justice dans le gouvernement provisoire de la révolution de 1848 puis dans le gouvernement de défense nationale, le fondateur de l'Alliance israélite universelle, dont la femme, Adèle Bernastel, le grand-mère des séjours à Balbec : de très grands et très riches bourgeois, jadis, originaires du Wurtemberg, qui ont établi leur fortune et leur influence en France, entre 1800 et 1870.

Du côté Proust, née de modestes commerçants d'Alsace-Combray, une dynastie de grands médecins précurseurs, Adrien, le père de Proust, promoteur d'un organisme mondial de la santé, et autour d'une Hygiène du neurasthénique, et Robert, le frère de Marcel, novateur en matière de chirurgie cardiaque, dont les études sur l'hermaphrodisme étaient familières à Proust.

On croyait Proust indubitable. Ce supplément généalogique marqua à son œuvre. Avec Proust, il semble qu'on n'en ait jamais fini. — G.-G. F.

★ MARCEL PROUST ET LES SIENS, de Claude Francès et Fernando Gontier, Flon, 255 pages, 65 F.

CHAILLOT POESIE

RENDEZ-VOUS AVEC
CLAUDE MOUCHARD
LUNDI 22 MARS - 20H30 PRECISES
AU GRAND FOYER (Entrée Place du Trocadéro)

LA FINLANDE UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE

Et de quelle nature ? ... S'agit-il de forêts de pins, de sapins et de bouleaux, couvrant des sous-bois parfumés, de ruisseaux et de torrents repartant de toutes sortes de poisons, de milliers de lacs constellés d'îlots verdoyants ? Ou bien de l'immense toundra lapone, où les grands troupeaux de rennes paissent sous un soleil, qui l'été, durant 73 jours ne se couche jamais ? En Finlande, l'accueil est chaleureux, vous pourrez y aller, avec un carnet de Finn-Chèques, dans un de ces hôtels à l'architecture et au confort typiquement finlandais, habiter à la ferme, ou bien louer un chalet-sauna, les pieds dans l'eau, planter votre tente au bord d'un lac, et là, vivre de votre pêche tel un Robinson, ou encore tenter une « transac en solitaire » en canoë ou en planche à voile. Pour connaître tout cela : il suffit de prendre votre voiture, et de commencer vos vacances finlandaises, en vous embarquant, vous et votre automobile, à bord d'un des paquebots-ferry, qui, au terme d'une mini-croisière sur la Baltique, vous fera atteindre les côtes finlandaises. Là, s'il vous vient le désir d'aller plus loin, des circuits d'auto-cars vous guideront dans tout le pays, à moins que vous ne préfériez prendre votre voiture, le train, ou encore mieux les deux (il existe des trains auto-couchettes très bon marché), et mettre le cap sur le Grand Nord, en découvrant la Finlande depuis votre fauteuil.

AGENT GENERAL NAVIFRANCE
20, rue de la Michodière 75002 Paris
Finlines
Pour recevoir la documentation complète sur vos futures vacances en Finlande, retournez ce coupon à :
Office National du Tourisme de Finlande : 13, rue Auber, 75009 Paris

Nom :
Adresse :

QUAND LA GUERRE EST AILLEURS

« PÉRIODE euphorique de balnades, de sorties, de mondaines débauches, de débâche parties... » C'est ainsi que par un jeune homme, intime à l'hôpital de Philippeville, entre une épouse volage, des maîtresses passagères, des confrères plus ou moins attachants, il laisse son destin « se construire sans y participer », n'ayant guère de « remords à prendre du bon temps quand le monde était à feu et à sang », ne réalisait pas aux appels de l'alcool et de la drogue. Par son style, son ton de confidences feutrées, le récit de cette tranchée de vie se suffit à lui-même, quelle que fût la lieue et le temps. Mais cette période est celle de 1940 à 1942, dans une Algérie où le jeune démobilisé, après une sordide débâche, découvre un monde que la guerre épargne encore : alors lieu et temps prennent une importance particulière. A tous les sentiments, amoureux et professionnels, s'ajoutent l'enlèvement, le laisser-aller et la culpabilité. Le retour au combat aura un air de délivrance, loin de la « thébaïde de l'intérieur ».

Jean Freustié se délivre-t-il de mauvais souvenirs ? C'est possible. Mais il n'en accable pas le lecteur. Évitant le piège du « je » narcissique, il raconte simplement un moment de sa jeunesse, avec l'humour que donne la lucidité.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.
★ L'EXTRACTE ALGERIEN, de Jean Freustié, L'Instant romanesque, Baland, 122 pages, 200 pages, 59 F.

lettres étrangères

Marthe Robert analyse Kurt Tucholsky

(Suite de la page 15.)

« Pensez-vous qu'on puisse, comme certains l'ont fait, accuser Tucholsky et une certaine gauche » qui n'était nulle part » d'avoir fait le lit du nazisme ? Je cite dans mon dernier livre un propos de Werfel qui m'a beaucoup touché : « Nous avons été, écrit-il, en évoquant son passé de poète expressionniste, les chauffeurs de l'enfer dans lequel le monde est entré de sombrer. » C'est beaucoup dire, certes, mais il y a là un fond de vérité. L'échec d'un Tucholsky est navrant. Je me demande s'il n'est pas dû, au moins en partie, à sa prédilection pour la satire. La satire est un outil pratique, mais douloureux, en ce sens que si elle aide à démasquer un état de choses révoltant, elle ne donne pas nécessairement le sens dans lequel elle doit être comprise, de sorte qu'elle peut rallier tous les mécontents, fussent-ils entre eux irrémédiablement opposés. La

satire dénonce et se dispense d'analyser, c'est pourquoi les opinions les plus diverses peuvent s'en réclamer. Au fond, les impressions d'un Tucholsky convenaient parfaitement aux nationalistes et aux nazis qui, pour d'autres raisons, avaient exactement le même opinion de la République et rêvaient aussi de la détruire. Peut-être est-ce aussi ce sentiment d'avoir donné des armes à l'ennemi qui a désemparé le poète, quand vint le moment de faire son dernier bilac ».

Propos recueillis par NICOLE ZAND.
★ BONSOIR, REVOLUTION ALLEMANDE ! Traduit de l'allemand par Alain Brossat, Klaus Schaffels, Dieter Welke, Claude Weil, préface de Dieter Welke, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Débats d'un siècle », 220 pages, 65 F.
★ CÉRONIQUES ALLEMANDES (1918-1935). Traduction et notes de Claude Forcé, préface de Fritz J. Raddatz, Baland, 336 p., 85 F.
★ UN ETE EN SUÈDE (romans). Traduction et préface de Pierre Villain, Baland, 200 pages, 65 F.



La
une nouvelle coll
Paris depuis un an
Jacques Cartier, Voyages au Canada
1534-1545, 1546-1547, 1548-1549
1550-1551, 1552-1553, 1554-1555
1556-1557, 1558-1559, 1560-1561
1562-1563, 1564-1565, 1566-1567
1568-1569, 1570-1571, 1572-1573
1574-1575, 1576-1577, 1578-1579
1580-1581, 1582-1583, 1584-1585
1586-1587, 1588-1589, 1590-1591
1592-1593, 1594-1595, 1596-1597
1598-1599, 1600-1601, 1602-1603
1604-1605, 1606-1607, 1608-1609
1610-1611, 1612-1613, 1614-1615
1616-1617, 1618-1619, 1620-1621
1622-1623, 1624-1625, 1626-1627
1628-1629, 1630-1631, 1632-1633
1634-1635, 1636-1637, 1638-1639
1640-1641, 1642-1643, 1644-1645
1646-1647, 1648-1649, 1650-1651
1652-1653, 1654-1655, 1656-1657
1658-1659, 1660-1661, 1662-1663
1664-1665, 1666-1667, 1668-1669
1670-1671, 1672-1673, 1674-1675
1676-1677, 1678-1679, 1680-1681
1682-1683, 1684-1685, 1686-1687
1688-1689, 1690-1691, 1692-1693
1694-1695, 1696-1697, 1698-1699
1700-1701, 1702-1703, 1704-1705
1706-1707, 1708-1709, 1710-1711
1712-1713, 1714-1715, 1716-1717
1718-1719, 1720-1721, 1722-1723
1724-1725, 1726-1727, 1728-1729
1730-1731, 1732-1733, 1734-1735
1736-1737, 1738-1739, 1740-1741
1742-1743, 1744-1745, 1746-1747
1748-1749, 1750-1751, 1752-1753
1754-1755, 1756-1757, 1758-1759
1760-1761, 1762-1763, 1764-1765
1766-1767, 1768-1769, 1770-1771
1772-1773, 1774-1775, 1776-1777
1778-1779, 1780-1781, 1782-1783
1784-1785, 1786-1787, 1788-1789
1790-1791, 1792-1793, 1794-1795
1796-1797, 1798-1799, 1800-1801
1802-1803, 1804-1805, 1806-1807
1808-1809, 1810-1811, 1812-1813
1814-1815, 1816-1817, 1818-1819
1820-1821, 1822-1823, 1824-1825
1826-1827, 1828-1829, 1830-1831
1832-1833, 1834-1835, 1836-1837
1838-1839, 1840-1841, 1842-1843
1844-1845, 1846-1847, 1848-1849
1850-1851, 1852-1853, 1854-1855
1856-1857, 1858-1859, 1860-1861
1862-1863, 1864-1865, 1866-1867
1868-1869, 1870-1871, 1872-1873
1874-1875, 1876-1877, 1878-1879
1880-1881, 1882-1883, 1884-1885
1886-1887, 1888-1889, 1890-1891
1892-1893, 1894-1895, 1896-1897
1898-1899, 1900-1901, 1902-1903
1904-1905, 1906-1907, 1908-1909
1910-1911, 1912-1913, 1914-1915
1916-1917, 1918-1919, 1920-1921
1922-1923, 1924-1925, 1926-1927
1928-1929, 1930-1931, 1932-1933
1934-1935, 1936-1937, 1938-1939
1940-1941, 1942-1943, 1944-1945
1946-1947, 1948-1949, 1950-1951
1952-1953, 1954-1955, 1956-1957
1958-1959, 1960-1961, 1962-1963
1964-1965, 1966-1967, 1968-1969
1970-1971, 1972-1973, 1974-1975
1976-1977, 1978-1979, 1980-1981
1982-1983, 1984-1985, 1986-1987
1988-1989, 1990-1991, 1992-1993
1994-1995, 1996-1997, 1998-1999
2000-2001, 2002-2003, 2004-2005
2006-2007, 2008-2009, 2010-2011
2012-2013, 2014-2015, 2016-2017
2018-2019, 2020-2021, 2022-2023
2024-2025, 2026-2027, 2028-2029
2030-2031, 2032-2033, 2034-2035
2036-2037, 2038-2039, 2040-2041
2042-2043, 2044-2045, 2046-2047
2048-2049, 2050-2051, 2052-2053
2054-2055, 2056-2057, 2058-2059
2060-2061, 2062-2063, 2064-2065
2066-2067, 2068-2069, 2070-2071
2072-2073, 2074-2075, 2076-2077
2078-2079, 2080-2081, 2082-2083
2084-2085, 2086-2087, 2088-2089
2090-2091, 2092-2093, 2094-2095
2096-2097, 2098-2099, 2100-2101
2102-2103, 2104-2105, 2106-2107
2108-2109, 2110-2111, 2112-2113
2114-2115, 2116-2117, 2118-2119
2120-2121, 2122-2123, 2124-2125
2126-2127, 2128-2129, 2130-2131
2132-2133, 2134-2135, 2136-2137
2138-2139, 2140-2141, 2142-2143
2144-2145, 2146-2147, 2148-2149
2150-2151, 2152-2153, 2154-2155
2156-2157, 2158-2159, 2160-2161
2162-2163, 2164-2165, 2166-2167
2168-2169, 2170-2171, 2172-2173
2174-2175, 2176-2177, 2178-2179
2180-2181, 2182-2183, 2184-2185
2186-2187, 2188-2189, 2190-2191
2192-2193, 2194-2195, 2196-2197
2198-2199, 2200-2201, 2202-2203
2204-2205, 2206-2207, 2208-2209
2210-2211, 2212-2213, 2214-2215
2216-2217, 2218-2219, 2220-2221
2222-2223, 2224-2225, 2226-2227
2228-2229, 2230-2231, 2232-2233
2234-2235, 2236-2237, 2238-2239
2240-2241, 2242-2243, 2244-2245
2246-2247, 2248-2249, 2250-2251
2252-2253, 2254-2255, 2256-2257
2258-2259, 2260-2261, 2262-2263
2264-2265, 2266-2267, 2268-2269
2270-2271, 2272-2273, 2274-2275
2276-2277, 2278-2279, 2280-2281
2282-2283, 2284-2285, 2286-2287
2288-2289, 2290-2291, 2292-2293
2294-2295, 2296-2297, 2298-2299
2300-2301, 2302-2303, 2304-2305
2306-2307, 2308-2309, 2310-2311
2312-2313, 2314-2315, 2316-2317
2318-2319, 2320-2321, 2322-2323
2324-2325, 2326-2327, 2328-2329
2330-2331, 2332-2333, 2334-2335
2336-2337, 2338-2339, 2340-2341
2342-2343, 2344-2345, 2346-2347
2348-2349, 2350-2351, 2352-2353
2354-2355, 2356-2357, 2358-2359
2360-2361, 2362-2363, 2364-2365
2366-2367, 2368-2369, 2370-2371
2372-2373, 2374-2375, 2376-2377
2378-2379, 2380-2381, 2382-2383
2384-2385, 2386-2387, 2388-2389
2390-2391, 2392-2393, 2394-2395
2396-2397, 2398-2399, 2400-2401
2402-2403, 2404-2405, 2406-2407
2408-2409, 2410-2411, 2412-2413
2414-2415, 2416-2417, 2418-2419
2420-2421, 2422-2423, 2424-2425
2426-2427, 2428-2429, 2430-2431
2432-2433, 2434-2435, 2436-2437
2438-2439, 2440-2441, 2442-2443
2444-2445, 2446-2447, 2448-2449
2450-2451, 2452-2453, 2454-2455
2456-2457, 2458-2459, 2460-2461
2462-2463, 2464-2465, 2466-2467
2468-2469, 2470-2471, 2472-2473
2474-2475, 2476-2477, 2478-2479
2480-2481, 2482-2483, 2484-2485
2486-2487, 2488-2489, 2490-2491
2492-2493, 2494-2495, 2496-2497
2498-2499, 2500-2501, 2502-2503
2504-2505, 2506-2507, 2508-2509
2510-2511, 2512-2513, 2514-2515
2516-2



3 collections de poche pour réfléchir... et pour rêver Editions François Maspero

La Découverte

"Une nouvelle collection qui s'avère passionnante". Esprit



Parus depuis un an

Jacques Cartier, Voyages au Canada, 1503-1543. Avec les relations des voyages en Amérique de Gonneville, Verrazano et Roberval**
Fray Bernardino de Sahagún, Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne***
Juan Perez Jolote, Tzotzil, Récits de la vie d'un Indien mexicain au début du XX^e siècle*
Hersart de la Villemarqué, Le Barzaz Breiz****

Guillaume-Thomas Raynal, Histoire philosophique et politique des Deux Indes***
Mehemet efendi, Le paradis des infidèles**
Mary Montagu, L'Islam au péril des femmes**
Mark Twain, Le voyage des innocents****
Diderot, Voyage en Hollande*
Charles Darwin, Voyage d'un naturaliste autour du monde, 2 volumes**
Hernán Cortés, La conquête du Mexique (nouvelle édition)****
Elisée Reclus, L'homme et la terre****
Alexandre Dumas, Impressions de voyages en Suisse, 2 volumes****

Pour Débutants

En bandes dessinées... vous n'aviez jamais rêvé de les comprendre si facilement!

"Une incontestable réussite". Le Monde



Viennent de paraître

L'énergie nucléaire
Le Capital de Marx
Trotsky

Déjà parus

Freud
Einstein
Lénine

Chaque volume: 40 F

MIEUX ET PLUS QU'UN ATLAS

Les clés pour déchiffrer le monde

102 articles de fond
134 tableaux statistiques
110 bibliographies, 41 cartes
574 adresses utiles



512 pages. Format de poche, relié, 56 F.

"Travail de grand mérite et de forte utilité."
Alfred Sauvy, LE MONDE
"Sans aucun doute, le meilleur annuaire économique actuellement disponible."
François Sergent, LIBÉRATION
"Un instrument unique dans l'édition française, une réussite exemplaire."
Gilles Anquetil, LES NOUVELLES LITTÉRAIRES



FRANÇOIS MASPERO,

1 PLACE PAUL PAINLEVÉ 75005 PARIS.

Petite collection Maspero

268 volumes parus

Les nouveautés

Agnès Heller et Ferenc Feher, Marxisme et démocratie***
A.I.D.A., Argentine. Une culture interdite. 1976-1981**
A. Bennigsen, Ch. Lemercier-Quelquejay, Les musulmans oubliés****
M.-C. Ferrier et Syndicat de la magistrature, Enfants de justice****
Tricontinental II 1981, Amérique latine: luttes et mutations***
C. Bandelet, R. Benoit, H. Cukrowicz, R. Estabiet, Les étudiants, l'emploi, la crise**
V. Sidane et W. Zafanelli, Procès politiques à Pékin**
Bénigne Cacérés, "Allons au-devant de la vie..."****
J. Eglin et H. Théry, Le pillage de l'Amazonie**
Miguel Benasayag, Malgré tout. Contes à voix basse des prisons argentines*
Guy Caro, La médecine en question (nouvelle édition)**

Dernières réimpressions

Fernand Deligny, Les vagabonds efficaces*
P. Salama et J. Valier, Une introduction à l'économie politique**

Anne-Marie Dardigna, Les châteaux d'Eros****
Maxime Rodinson, La fascination de l'Islam*
P.O. Lissagaray, Histoire de la Commune de 1871****
Pierre Salama, Sur la valeur**
Yves Lacoste, La géographie ça sert, d'abord, à faire la guerre**
Pierre Vidal-Naquet, Les crimes de l'armée française*
Frantz Fanon, Sociologie d'une révolution*
Frantz Fanon, Pour la révolution africaine*
Paul Nizan, Les chiens de garde*
Célestin Freinet, La santé mentale de l'enfant*
Tahar Ben Jelloun, Les amandiers sont morts de leurs blessures**
Paulo Freire, Pédagogie des opprimés*

Jusqu'au 15 avril

CE LIVRE GRATUIT

chez votre libraire, pour l'achat de 3 livres* de ces collections de poche



* y compris

L'ETAT
DU MONDE.

Pour recevoir gratuitement notre bulletin d'information trimestriel Livres partisans, retournez ce bon à:

FRANÇOIS MASPERO,

1 place Paul Painlevé
75005 Paris

Nom

Adresse

Prix PCM et
La Découverte

* 25 F

** 30 F

*** 35 F

**** 40 F

au fil des lectures

lettres étrangères

LE RITUEL
DE LA SÉDUCTION
SELON BUKOWSKI

Don Juan à bedaine ou Casanova vérolé, Charles Bukowski a donné son maximum dans *Women*, un gros roman enfin traduit. Que les bégueules se préparent : il n'en rate pas une, viango, jaseuse, Allemande, Hildy ou Gertrude, Liz et Lydia.

L'art de Buk, c'est le cas dans les *Contes de la folie ordinaire* et *L'Amour est un chien de l'enfer* (Sagittaire), manque de chiqué. Il réside dans la simplicité des phrases. *Women* commence par un aveu qui a l'évidence des grands débuts : « J'avais cinquante ans et j'avais pas couché avec une femme depuis quatre ans ».

Buk, ça n'est plus un secret pour personne, aime la bite, les vins du Rhin, les chevaux, la boxe, la musique classique et... le sexe. Le rituel de la séduction, c'est le sujet de *Women*, varié à peine selon les cas, les rencontres ou l'humeur. Buk mène à sa façon une petite guerre personnelle, contre la solitude et la folie. Les gestes les plus « obscènes » deviennent tendres et durs, naturels aussi. L'homme en partie sans malice. Plus libéré que Miller, pas si débilité qu'on le dit, il tranche avec les individus qui vivent à Los Angeles, vagues zombies de l'ère joggins.

Avec *Women* — en attendant d'autres nouvelles et poèmes que l'on finira par traduire — Bukowski gagne encore la partie. Il mériterait plus qu'un engagement passager. « Je désire être enterré près du champ de courses... pour pouvoir entendre les sabots dans la ligne droite ».

Buk regarde ses rides, ses poils blancs, et il en tire non pas une philosophie, mais une incitation à faire ce pour quoi il s'imaginerait être ici bas : « Coger sur son mariage à deux ».

RAPHAËL SORIN.
* *Women*, de Charles Bukowski, traduit de l'anglais par Eric Mathieussent. Grasset, 333 pages, 62 F.

UNE FEMME
ÉGYPTIENNE
ACCUSE

En 1960, les Français découvrirent, traduit dans leur langue, le cri d'une femme arabe : *Je vis*, de la Libanaise Leila Baalbaki. La Syrienne Ghada Samman a pris le relais de ce défi romantique et connaît un vif succès avec ses romans de psychologie amoureuse qui, eux, n'ont pas été traduits. Dans la longue marche de la femme arabe contemporaine pour affirmer ses droits et son identité, l'Égyptienne Naoual El-Saadoui marque une rupture : en racontant comment Fardous (Fardis, en arabe) est devenue poétesse par érotisme et pourquoi elle a tué un proxénète, elle fait le procès du système patriarcal, social, policier, bureaucratique et même politique de l'Égypte. Mais sa démarche dépasse les frontières de ce pays.

Pour la première fois, c'est la préfacière algérienne Assia Djebar, « l'écrivain littéraire idéaliste », qui commence à lire *Je vis de l'intérieur*. Malgré des côtés miels, ce roman fourmille de notations qui nous touchent par leur justesse et leur sobriété sur les jeux interdits des enfants, sur le plaisir, sur la société. Dans une Égypte où règne la pauvreté, Fardous raconte : « Mon père ne dormait jamais sans avoir dîné... Il s'asseyait, mangeait, se levait, nous le regardait. Une fois, je tendis la main vers son assiette : il me frappa sur les doigts. La femme me regardait tellement que je n'ai pas pu dormir ».

Comme toujours comme essayiste, Naoual El-Saadoui avait été arrêtée en septembre 1981, lors de la grande rafle policière de Sadat. Sans doute le régime voulait-il faire naître une voix qui dérangeait trop : elle ne plaiderait pas, elle s'expliquerait plus, elle accusait. Le président Mubarak a fait libérer Naoual El-Saadoui. Le genre mérite d'être noté.

PAUL BALTA.
* *Fardous, une voix en enfer*, de Naoual El-Saadoui. Éditions des femmes, 224 pages, 64 F.

romans

JEAN-MARC ROBERTS
ET SA PETITE
MUSIQUE DE NUIT

A l'ingéniosité un peu sèche de ses précédents romans, Jean-Marc Roberts mêle aujourd'hui la note lyrique qui donne à son nouvel ouvrage une émotion secrète. La trouvaille d'écriture réside dans la narration ambiguë que mène, à la première personne, le sujet du dire, cet *Ami de Vincent*, Albert Gangne.

« Vous avez vu ma sœur » : c'est apostrophe, jette contre Vincent par une inconnue, incite soudain « l'ami » à se savoir plus sur cette accusation et le ton noir qu'elle creuse dans une existence qu'on croyait lisse. Sur fond de musique assurée, nous voilà donc à la recherche des traces perdues et des mystères anciens. Vienne, Rome, Genève, Paris, semblent receler les « morceaux épars » d'une histoire brisée que peuplent et traversent des silhouettes de femmes diverses, lascives, fugaces, déçues. Scène de l'adolescence et vœux à la mort, une « petite Italienne », fille des garçons et fiancée d'un frère défilé, impose son fantasme obsédant et fatal entre les deux amis qui furent aussi ses amants, le narrateur une seule fois, Vincent pour un bref et brillant moment.

La disparition fut-elle un meurtre, un accident, une suicide ? L'énigme dénouée, chacun reste, lecteur et protagoniste, avec « sa version des choses ». Avec sa solitude. Et sa petite musique de nuit, l'acoustique : c'est la touche de plume de ce romanier.

SERGE KOSTER.
* *L'Ami de Vincent*, de Jean-Marc Roberts, éd. du Seuil, 206 p., 55 F.

LES CAUCHEMARS
D'EUGÈNE
SAVITZKAYA

Eugène Savitzkaya, jeune poète belge, a publié plusieurs récits qui, d'emblée, ont attiré l'attention sur un univers insolite, chagriné et tourmenté. *Le Trésor de l'Afrique* était le rêve adolescent d'un voyage vers un ailleurs imaginaire. Dans *La Disposition des hommes*, on ne peut plus, on est qu'un, on reste seul, abandonné, infirme, idiot, qui sait ?

S.O.S. MANUSCRITS
chaque personne est un livre qui s'ignore. Des professionnels de l'écriture à votre service pour compiler, remanier ou rédiger le livre que vous portez en vous ou que vous détenez dans vos tiroirs.
S.O.S. MANUSCRITS
11, rue Boyer-Barret
75014 PARIS, tél. 541.17.27

(Publitolit)
EDITIONS DU DEVES
R.P. 80 13152 TARASCON C.M.
recherchent manuscrits inédits, romans, nouvelles, essais, pièces de théâtre, recueils de poèmes.

histoire

LIBÉRALISME
D'APRÈS
LES POTENCES

Soixante ans tout juste après la révolution prolétarienne émise à Kossuth par les bolcheviks des idées de syndicalistes polonais sous le patronage de József Párisz, à mi-chemin des deux camps, la Hongrie se souleva en 1956 contre la même doctrine. Son insurrection se termina aussi par des combats et des morts. Originaire du pays, ancien attaché de son bureau d'information à Paris, Tibor Fekete retrace l'histoire et les suites de cette rébellion dans un ouvrage bref, dense et remarquablement documenté.

Trois ans après la mort de Staline, la dénoûture de la censure par son successeur, Nikita Khrouchtchev, bouleversa l'empire soviétique. Jusqu'alors infaillible à Budapest, il vacilla en quelques semaines. Amis, parti, gouvernement, tout bascula et passa à l'opposition. Vieux communiste pourtant, le premier ministre Imre Nagy assura la légitimité du mouvement. Pendant quatre jours, le peuple hongrois crut reconquérir son indépendance.

Dans l'ombre, les Russes tentèrent cependant quelques hommes en réserve, et d'abord l'énigmatique János Kádár, ancien receleur des prisonniers et des « mures soviétiques », mais « très ambigüe, au-delà de pouvoir », marqua d'appareil son rôle à son dégoût comme un bégayement à sa chute. Le monde marqua de l'émotion lui aussi. Il donna finalement sa bénédiction aux chars du Kremlin chargés de rétablir l'ordre. L'intervention étrangère écia la résistance armée des usines Csepel et des mineurs de Pecs. Une fois de plus, un régime communiste n'osa une révolte ouverte dans le sang, comme n'importe quel État bourgeois du dix-neuvième siècle.

Devenu le maître par une répression, János Kádár s'efforça paradoxalement d'en atténuer les vices les plus rigoureux. Sans doute, il laissa pendre Imre Nagy et ses compagnons, et rôla un millier d'exécutions capitales. Mais il réduisit ensuite le rôle de la police, autorisa les voyages en Europe occi-

dentale, adapta l'économie dirigée aux besoins d'une consommation raisonnable, favorisa la libre de personnalités compétentes, même lorsqu'elles n'appartenaient pas à parti. Au fil des ans, il échangea le rôle de maître contre celui de partenaire prudent, mais indéfiniment populaire. Fekete Fekete dresse un bilan équilibré et nuancé de sa politique.

GILBERT COMTE.
* *Budapest, l'insurrection, 1956*, de Tibor Fekete. Éditions Complexe, 217 pages, 25 F.

LES IDEOLOGIES
AMÉRICAINES

Les États-Unis ont toujours été un laboratoire d'idées. Le premier maître de l'histoire des idées en U.S.A. est de rappeler le rôle principal de l'idéologie, dans la « fabrication » de l'Amérique. L'accent est mis sur les deux facteurs fondamentaux de la géologie dans ses implications avec le quotidien et la politique, la laïque dans son rapport avec les institutions. Au-delà des influences européennes, ce sont les « influences américaines » et la religiosité indigène qui sont étudiées.

Sans doute dans « C'est le second maître de l'histoire de pensée multiple, voire la prolifération des idées, en particulier à l'époque coloniale et révolutionnaire, et d'être un utile réchauffeur dans ce débat » positions et d'oppositions. Jean Baudrillard et Robert Ruffet n'hésitent pas à souligner les ambiguïtés, voire les contradictions, parfois créatrices d'une dialectique nouvelle, paradoxale, en somme, d'un certain sens des institutions.

Dans ce foisonnement, les auteurs font apparaître certains constats : l'éternelle quête d'unité spirituelle, nationale. L'inconscient rapport entre l'imaginaire et le moral. L'osmose entre religion, nationalisme et démocratie. Tous ces courants : le transatlantisme, le darwinisme, le pragmatisme et autres « idées » qui ont marqué la pensée, la mentalité et l'identité américaines.

PIERRE DOMMERGUES.
* *Histoire des idées aux U.S.A.*, de Jean Baudrillard et Robert Ruffet. PUF, 232 pages, 110 F.

Le charme de la nostalgie.

Jules Roy
La Saison des za
roman

«Un étourdissant manège de haine, d'amour, de fraternité et de chaleur recréées par un écrivain au seuil du grand âge. Une nostalgie de ce calibre, véhiculant l'ironie avec grâce, enchante. Un choc de charme.»
Gilles Pudlowski / Les Nouvelles Littéraires



GRASSET


Hilton étonne.

An pied de la Tour Eiffel : Hilton, un hôtel qui excite l'étonnement. Vous voulez goûter la culture du Fin-West, venez dîner au Western.

Vous y découvrirez le fameux T-bone, la véritable viande à Foe des cow-boys, importée directement des États-Unis. Rien n'est le chef des desserts vient de l'Ouest et le célèbre cocktail de Chateau Jann.

Le Western : folklore et services tenus pour dîner ou dîner.

An Hilton : un étonnant art de vivre.



Hilton International Paris
24, av. de la Seine 75740 Paris cedex 15
01.47.73.20.01

correspondance

A propos de Drumont

L'histoire d'Henri Guillemin sur le livre de Michel Winock : Edouard Drumont et Cie (« Le Monde des livres » du 19 février) a suscité cette lettre de M. Jean Leroy-Beaulieu :

Mes frères et moi n'appréhensions guère les propos de M. Guillemin. Celui-ci haitime qu'Anatole Leroy-Beaulieu, « conservateur blâmé », « ne se serait opposé (en février 1897) à l'antisémitisme haineux de Drumont que parce qu'il percevait dans la pensée de ce dernier un socialisme ingénu, des vagues et rassurantes formules chrétiennes » et qui, dans le fait, n'en travaillait pas moins au projet d'un autre socialisme, le socialisme révolutionnaire.

M. Guillemin n'oublie qu'une chose : c'est la date de parution des trois tomes composant l'œuvre magistrale d'Anatole Leroy-Beaulieu, l'Égypte, des ténés et les Russes, dont le troisième tome est intitulé : *la Religion*. C'est au cours de ses nombreux voyages en Russie qu'Anatole Leroy-Beaulieu a appris à connaître et à estimer Israël, dont « tous les fils sont tenus par le Talmud depuis la huitième siècle à savoir lire et écrire ». Le tome *la Religion* a paru en 1881, c'est-à-dire seize ans avant février 1897.

Aux propos fort désobligeants pour la mémoire de mon grand-oncle et parrain Anatole Leroy-Beaulieu, je ne vois meilleure réponse à faire qu'en priant la maison Calmann-Lévy de rééditer *Israël chez les nations*, dont cet éditeur tira deux éditions dès la première année 1890-1894, c'est-à-dire quatre ans avant 1897.

Ce « best-seller » de quatre cent trente-trois pages se termine par ces lignes admirables : « Et moi aussi, en terminant ces pages, je me repense de mes frères les paroles de haine, en me refusant de croire que la différence de sang a mis une timide éternelle entre la postérité de Japhet et les fils de Sem, j'ai conscience d'avoir contribué, peut-être trop faiblement, à cette œuvre de paix et de fraternité, je crois avoir été fidèle à l'esprit de charité et de mansuétude qui a soufflé sur nous des collines de Galilée. » [Le fait est que l'auteur ait été plus précis : Anatole Leroy-Beaulieu condamnait, pour sa part, l'antisémitisme.]

Reste que si Michel Winock a moi n'aurait en sort de souligner l'effet qu'inspirait à Anatole Leroy-Beaulieu tout « socialisme ingénu », et « déguisé sous de vagues formules chrétiennes », n'en constatait pas moins, à ses yeux, une dangereuse menace pour l'ordre établi. — H. G.]

POETES !
Éditez nos œuvres entre nous. Soyez parmi les soixante à créer et diffuser le premier volume de l'Anthologie de Poésie Quotidienne.

Son « contrat de cession » vous sera soumis sur simple envoi immédiat de votre adresse à : « LOGOS », 7, avenue Raoul Dufy - 06200 Nice.

PIA depuis 10 ans...

NEW YORK

2 vols réguliers chaque mardi et samedi
renseignements chez votre agent de voyages ou à PIA
152, avenue des Champs Élysées
75008 Paris - Tél. 359.31.32

Great people to fly with

مكتبة الأمل

essai

Misère de la polémique

« Des pensées
pauvres, en style
consternant » (Camus)

A vingt-cinq ans, Claudine et Jacques Broyelle ont écrit, avec un engagement et une maîtrise qui sont leurs propres termes, à l'Université de la Sorbonne, un livre qui, en son temps, a été un livre. A présent, ils croient leur erreur. A présent, ils croient aux vertus de l'Occident (« La société occidentale est un miracle de l'histoire », à la démocratie et à l'État de droit. Nul ne songerait à leur reprocher ce raisonnement, s'ils n'y mettaient le même engagement et, hélas, la même misère. Une conviction ne fait pas un livre. Il y faut du travail, de la réflexion et un

minimum d'honnêteté intellectuelle, c'est-à-dire des arguments qu'on puisse discuter.

Les Broyelle n'ont pas un débat, ils engagent une polémique. Apports tout faits du libéralisme, ils terrassent contre les socialistes en ressuscitant une polémique ancienne, celle de Camus contre Sartre, ou vice versa. La victoire de la gauche serait celle des illusions sur la lucidité, et il faudrait ainsi se désoler : « Sartre a toujours raison contre Camus ».

Quel était, en 1952, l'enjeu de la controverse entre les deux écrivains ? La position à prendre vis-à-vis du parti communiste et de l'Union soviétique. Camus, soutenant que l'existence des camps de travail russes empêchait toute solidarité avec les

communistes, reprochait à Sartre et à la gauche progressiste leur complaisance à l'égard du P.C. et du bloc de l'Est. Sartre répliquait que, à moins de bouter l'histoire en jouant les « belles âmes » au-dessus de la mêlée, il fallait choisir, et que « la seule manière de venir en aide aux esclaves de l'Est » (c'était de prendre le parti de ceux d'ici). On peut penser ce qu'on veut des arguments en présence, il suffit pour cela de relire les textes, qui restent un grand moment du débat intellectuel en France dans les années de guerre froide (1). Mais superposer purement et simplement ce débat à la situation présente, c'est prendre les lecteurs pour des dummies.

Quelle était la situation, au début des années 60 ? Une France appauvrie par la guerre, en plein marasme économique, un parti communiste puissant mais réprimé par une droite maladroite avec laquelle une social-démocratie affaiblie était toujours prête à faire alliance. Un monde divisé en deux blocs antagonistes s'affrontant localement (la Corée) pour leur hégémonie, et exerçant chacun sur sa zone d'influence une autorité de fer au bout de sa crosse. La guerre. Les progressistes, Sartre en tête, jugeaient, à tort ou à raison, que l'infériorité de l'U.R.S.S. dans le rapport des forces mondiales la poussait, par intérêt, à préserver la paix et que le parti communiste, en France, s'identifiait à la cause des exploités. Impossible de discuter cette position sans prendre en compte la situation historique concrète, les inégalités économiques criantes qui motivaient les luttes en

France même. De cela, les Broyelle ne soufflent mot. La solidarité de l'intellectuel progressiste de l'après-guerre avec une classe ouvrière majoritairement communiste, solidarité en effet discutée à la lumière de ce que nous savons sur la nature du régime soviétique, ils n'y voient que la collaboration avec « la dictature qui entoure [cet intellectuel] comme une odeur de fauve ».

Quant à la situation présente, elle irrite les auteurs. Les socialistes, cédant aux communistes, comme le prouve la présence de ceux-ci au gouvernement, prépareraient, au mieux, un régression économique sans précédent, au pire, une tyrannie totalitaire. Argument ? Les nationalisations. Seule, en effet, la propriété privée et l'économie concurrentielle assureraient la démocratie. Cela peut sans doute se soutenir. Mais les Broyelle ne se soucient pas de démontrer. Avec leur livre, le débat intellectuel en France vient de descendre d'encre quelques crans : qui se contente d'affirmer s'expose à n'être que contredit.

MICHEL CONTAT.

* LES ILLUSIONS RETROUVÉES de Sartre, de Claudine et Jacques Broyelle. Grasset, coll. « Figures », 334 pages, 60 F.

(1) Les Broyelle, illustrant la pensée de Sartre dans cette controverse, tirent un effet de manche inopérant en citant l'expression « liberté sans frein » sur laquelle Sartre ironisait durement (« la liberté n'a pas de roues, ni de patins ») ne se trouve nulle part dans la lettre de Camus. Ils ont raison : Camus (Essai, Pléiade, p. 770) ne parlait pas de « frein » mais de « entrave ».

portrait

Hubert Juin, le bibliomane

HUBERT JUIN ressemble au Bibliomane de Charles Nodier. Les livres sont, pour lui, une forteresse qui lui permet de résister aux agressions des « temps modernes ». Réfugié derrière sa bibliothèque, il accomplit une sorte de voyage. Le Double et le Double est le journal de cette itinérance, le journal de ses interrogations et d'aveux : « Comment vivre sans un bistrot à portée de marche. Nous parlons pour avoir soit puis nous buvions pour parler. » Ses lectures forcées sont une farouche revanche sur une enfance où l'on signifiait par son temps. Depuis, il hume et dévore, et tous les textes sont pour lui une « nourriture » et « une odeur qui serait un incendie ».

Cueilleurs, la nostalgie l'envahit et, fermant les yeux, il revêt des amis disparus. Roger Vailland, avec qui il parlait abondamment, le plus souvent au bar Le Montana, dans la rue Saint-Benoît, de Choderlos de Laclos et du cardinal de Bernis. Ce bar représentait, pour les deux complices, un abri calme et confortable, où un excellent scotch et une barmaid aux formes esquissées excitaient et relançaient la conversation sur le libertinage. André Hardellet, avec qui il fit durant de longues années bistrot séparé. Les travaux de construction du Centre Pompidou rendaient toute rencontre impossible. Chacun restant figé sur sa rive et se refusant à traverser « le désastre » pour aller boire chez l'autre (1). Depuis, Hardellet, l'enfant per-

pétuel, est définitivement à l'abri des adultes.

L'amitié, pour Hubert Juin, ne doit pas se plier aux lois stupides de l'état civil. Ses amis, en effet, l'habitent et le réchauffent.

« La poésie est ce présent absent », qu'il traque dans des poèmes où les mots sont un acte de résistance contre la mort qui submerge tout. Il resta lucide et sait que son combat est perdu d'avance. Ses dernières défenses s'épuisent en des artifices moutillés : « Mes mots ne sont plus les mêmes. » Face aux monstres qui, de partout, se lèvent et nous envahissent, Hubert Juin, le regard perdu au-delà de l'éphémère humain, attend que des livres viennent lui manger dans la main.

PIERRE DRACHLINE.

* LE DOUBLE ET LE DOUBLE de Hubert Juin, éd. du Seuil, 1978, 128 pages, 10 F.

Extrait
« Si les miens ne parlaient pas, les autres bavarderaient. J'entends : les notables, les nantis, les établis. Ils tranchaient et décidaient. Ils se moquaient du silence, ignorant sa profondeur. Mais ce silence est fatigant : son épaisseur désigne un gouffre où tout se perd. Pour les bavards, la parole est et ment. L'idée m'est venue de découvrir ce que j'ai alors nommé « un langage juste ». Qui ait dans la désignation de la justice une justesse impeccable. J'ai découvert alors que les gens avaient peur des mots, et j'ai souhaité les guérir de cette peur. »

(1) Correspondance Hubert Juin/Hardellet, n° 4/5 de la revue Gêre.

L'énigme du stalinisme reste entière

(Suite de la page 15.)

Pas aussi en veillesse qu'il ne le dit, et que ne l'indique le dos du livre, selon lequel l'auteur, de « stalinisme », serait devenu « historien ». Ses engagements sont connus, et une postface en fait le point, après le 10 mai 1981. Tout en concédant que « l'avenir français reste totalement ouvert », et en accordant un « crédit maximum » aux socialistes, il fait grief à ces derniers d'avoir accordé à l'« imposture » communiste un brevet de démocratie immortelle et, avec Revel, il soupçonne certains courants du P.S. d'avoir hérité des « énergies libérées par la déstalinisation ».

L'expérience l'a convaincu que l'intellectuel devait traquer le vrai, et non se prêter aux tactiques politiques. Grâce à la lecture d'Adorno, d'Aron et de Cochin, il a substitué aux notions de droite et de gauche celles d'autorité et de liberté, au regard desquelles le communisme devient — comme du temps de Vichy — le danger suprême. « De toute manière, est-il tenté de dire avec son maître Braudel, le capitalisme, c'est tellement mieux ! » Ne serait-ce que parce que personne ne l'a inventé.

Avec un *fair play* qui caractérise tout le livre, Le Roy Ladurie ne nie pas que son passage au parti ait été du bon. Il l'a aidé dans sa découverte de l'histoire quantitative et ses études sur la classe ouvrière parisienne. Le concept de lutte de classes, dont il rend le patron à Guizot et à Thierry, lui paraît encore utilisable. Avec un sens de l'entraide qui le caractérise également, il observe que ses amis universitaires comme lui, réchappés du parti ont beaucoup et bien travaillé.

RESTE le mystère de ces années stalinienne. Dans un mouvement de contrition que ses confesseurs d'autrefois n'eussent pas manqué de juger « par faite », l'auteur en a éprouvé de la honte et même, ce sont ses termes, une certaine « haine de soi ».

On le comprend. Si sa démarche ne fut jamais « déshonorante », comme il s'en accuse, sauf peut-être lorsqu'il maillait en légitime défense une agression contre un meeting d'histoire ou qu'il s'interdit de manifester la admiration à Tilton, c'était assurément une attitude suicidaire contre son intelligence. Comment pouvait-il accepter les contrevérités et les bigoterie contre lesquelles son honnêteté, sa méfiance paysanne et sa droiture naturelle auraient dû le cabrer ? Comment sa passion d'historien pour le vrai a-t-elle pu connaître une éclipse telle que « plus c'était bête », plus il « adhérait » ? « Pourquoi diable ? », comme lui a dit un ami après lecture sur manuscrit.

Les raisons avancées au long du livre sont de divers ordres. Certaines s'imposent à tous, comme le climat de guerre froide ou le besoin de s'émanciper, dans une classe d'âge trop jeune pour avoir combattu. D'autres motifs relèvent du destin personnel. Le Roy Ladurie se croit obligé d'exploiter le double péché originel d'être enfant de bourgeois et fils d'ancien ministre de Pétain. Il y prend presque plaisir. Cette rupture radicale avec l'éducation reçue lui permet d'affirmer son moi pour préparer le retour au giron socio-familial. Le bonheur éternel promis par Staline prend la place laissée vacante par la foi chrétienne perdue et l'absurde camouflet, tout en laissant le boy-scout libre de nouvelles B.A.

BIEN que le masochisme de bourgeois honteux de ses privilèges se combine parfois avec un plaisir sadique à opprimer l'inférieur dans la hiérarchie caporaliste du parti, Le Roy Ladurie manifeste une santé physique et mentale qui écarte l'hypothèse de la névrose. Son engagement lui est au contraire l'occasion de rompre avec le robinsonisme ombrageux de son adolescence, et d'aller passionnément vers l'autre. C'est au P.C. qu'il rencontrera sa femme et ses meilleurs amis, avec qui se nouent des solidarités efficaces. Dès qu'il s'agit d'amis, Besançon, Crozet, Genette, Morin, Nora, Ozouf, Revel, Todd, recenser équivaut — est-ce pour la rime riche ? — à énumérer.

Et pourtant, ce n'est pas nous qui le disons, c'est l'auteur : « L'énigme n'est pas écartée. » Il y a même un paradoxe troublant à voir un chercheur minutieux et raisonnable se contenter d'à-peu-près si évanesces. Le communisme lui serait apparu « comme une princesse lointaine » ; dans ses bras il aurait vu, telle Pléiade, « la vie en rose » ; l'instant « ultime » de l'adhésion resterait « inexplicable » comme un « coup de foudre ».

Nous voulons bien oublier, grands dieux, cette lointaine aberration qui nous a égarés par miracle. Mais puisque ses victimes tiennent tant à s'expliquer pour mieux nous punir contre les récidives, est-ce trop leur demander, surtout quand les repentis débordent à ce point de rigueur, de malice et de sympathie, d'abandonner l'argument d'autorité dont ils se disent guéris, et de ne pas nous laisser en plan avec des métaphores mystiques ou sentimentales ?

B. POIRY-DELPECH.

PARIS-MONTELLIER, P.C.-P.S.U., 1982-1983, 218 pages, 12 F. (éditions collection « Témoins », Gallimard, 264 pages, 1981).



Éditions
G.P. Maisonneuve
et Larose

Tél. 033 32-70

Première édition d'apparat du chef-d'œuvre d'ERNEST LAVISSE

HISTOIRE
DE LA FRANCE
AU
MOYEN AGEUn voyage extraordinaire de 12 siècles
aux confins de la légende et de l'histoireavec
la collaboration de sept médiévistes réputés :
Charles Bayet, Christian Pfister,
Arthur Kleinfanz, Achille Luchaire,
Charles-Victor Langlois, Alfred Coville.UN TEXTE
PRÉCIEUX À TOUT
POINT DE VUE

Publiée sous la direction d'Ernest Lavisse, cette synthèse magistrale fait autorité. En six volumes, on assiste à la naissance d'un royaume. Dans une saisissante évocation tout le Moyen Âge revit sous nos yeux avec ses couleurs, ses tumultes, ses heures et malheurs, son humanité et sa foi. De Clovis à Charlemagne et à Louis XI, des Huns aux Normands, des « rois maudits », des châteaux forts aux cathédrales, de la guerre de Cent ans aux Croisades, de Duc Guesclin à Jeanne d'Arc, d'Abélard à Thomas d'Aquin, un monde à demi enfoui sous les légendes renaît ici dans sa vérité.

UNE ÉDITION
PARTICULIÈREMENT
SOIGNÉE
6 VOLUMES GRAND
IN-OCTAVO ILLUSTRÉS
ET RELIÉS PLEIN CUIR

Chaque volume au format 16x23 cm est relié plein cuir rouge rubis orné d'un décor dit « Dentelle du Louvre » poussé en dorure sur les deux plats et le dos.

Le papier est un beau vélin bibliophile fabriqué par les papeteries des gorges de l'Andlau spécialement pour cette édition. Nombreux autres raffinements : tranché de tête dorée, signet et tranchefiles tissés, dos gaufré, gardes marbrées polychromes.

Une iconographie recherchée : Plus de 250 précieux documents illustrent l'ouvrage. La plupart d'entre eux sont peu connus malgré leur très grand intérêt historique et artistique.

BON DE RÉSERVATION
avec droit d'examen gratuit

à envoyer aux Éditions Tallandier,

61, rue de la Tombe Issoire - 75677 Paris Cedex 14

Veillez m'adresser pour un examen gratuit de dix jours le tome I de « Histoire de la France au Moyen Âge » — en 6 volumes reliés plein cuir rouge rubis — publiée sous la direction d'Ernest Lavisse. S'il ne me convient pas, je le renverrai dans les dix jours sans rien devoir. S'il me convient, je le garderai et j'en réglerai le montant, soit 218 F** (+ 11 F** de frais d'envoi). Je recevrai ensuite les cinq autres volumes au rythme d'un par mois que je réglerai au même prix que le premier. Prix total des 6 volumes : 1.308 F** (+ 66 F** de frais d'envoi). Belgique : 1.690 FB le volume + 70 FB de frais d'envoi, soit 10.140 FB les 6 volumes + 420 FB de frais d'envoi.

*frais d'envoi sous réserve des augmentations légales.

**prix des volumes garantis pour les souscriptions avant le 30 juin 1982.

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____

Ville _____

Signature indispensable _____

MÉDECINE

LA MÉFIANCE DES MALADES À L'ÉGARD DES MÉDICAMENTS

Prière d'absorber la dose prescrite

Il y a quelques dizaines d'années, la présentation des médicaments s'accompagnait d'une tête de mort. L'avertissement s'est quelque peu nuancé depuis, traduit par la formule : « Ne pas dépasser la dose prescrite ». Aujourd'hui, cette dernière pourrait s'exprimer par le conseil : « Absorber la dose prescrite », si grande est devenue la méfiance à l'égard des chimiothérapies. C'est par ce rappel que M. Pierre Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, a ouvert, mardi 9 mars, la journée consacrée par le Comité national de prévention médicale (1) à l'« observance des traitements ».

Les malades, dans leur majorité, respectent-ils les prescriptions médicales qu'elles soient ou non médicamenteuses ? Relativement peu d'études ont été menées en France sur ce sujet. Pourtant les impressions des médecins concordent : dans une forte proportion, jusqu'à 80 %, voire plus selon la discipline, les malades n'observent ni les chimiothérapies qui leur ont été indiquées ni les règles de vie qui leur ont été conseillées.

Ainsi, dans le domaine de l'hypertension artérielle, a remarqué le professeur Joël Ménard, où les traitements sont de longue durée, provoquent des effets secondaires et sont souvent complexes, il est étonné de constater, non seulement un abandon de l'absorption des médicaments, mais une « disparition des malades », que le service hospitalier perd de vue, même dans un certain nombre de cas où le pronostic vital est en jeu.

Il l'est aussi souvent en matière de diabétologie. A cet égard, le professeur Henri Lestrade a remarqué que les formes non insulino-dépendantes, de loin les plus nombreuses, relèvent d'un traitement hygiéno-diététique davantage encore que des médicaments ; le diabète insulino-dépendant, qui frappe en France quelque 100 000 à 150 000 personnes dont 4 000 enfants, relève quant à lui d'un traitement hormonal substitutif. Dans les deux cas, l'observance des prescriptions peut se révéler cruciale pour l'avenir.

Mais des règles de vie draconiques peuvent-elles être maintenues pendant de très longues périodes, voire définitivement ? L'expérience montre, a noté le professeur Marjan Apfelbaum, que, dans les cas, par exemple, d'obésité ou de surcharge lipidique sanguine, « seul un régime chronique permet le maintien du poids corporel ou des constantes biologiques ». Or il est beaucoup plus acceptable pour le patient de se voir prescrire des règles hygiéno-diététiques réparties sur la semaine que sur la journée, car un traitement hebdomadaire permet beaucoup plus aisément « de réaliser un compromis entre les contraintes thérapeutiques nutritionnelles et l'adaptation ».

Autre type d'exemple, les affections rhumatismales. Dans ce domaine aussi, ont remarqué le docteur René-Liliane Dreiser et le professeur Marcel-François Kahn, l'observance des traitements par les malades est relativement faible : il semble que quelque 40 % des patients ne prennent pas ou suivent inconsidérément ce qui leur est prescrit tant en pathologie inflammatoire que dans les troubles dégénératifs et qu'il s'agisse de l'absorption de médicaments, de l'observance des moyens orthopédiques ou de la rééducation fonctionnelle.

D'une manière générale, ont estimé

(1) 58 ter, rue Parrot, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tel. 33-80. Cette journée sera suivie au cours des prochains mois de quatre colloques qui auront lieu à Lyon, Orléans, Bordeaux et Montpellier et complèteront les points de vue exposés à Paris.

SCIENCES

LE C.N.R.S. VEUT DÉVELOPPER SES RECHERCHES SUR LES MATÉRIAUX

Le conseil du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) vient de décider de créer un programme interdisciplinaire de recherches sur les matériaux (Pirmat).

Ce programme dont la direction est confiée à M. Jean Hama, professeur à l'université d'Aix-Marseille-II, devra développer et coordonner les recherches fondamentales que mènent, sur les matériaux, les diverses équipes françaises liées au C.N.R.S. ou l'on souligne l'importance des matériaux dotés de propriétés spécifiques : matériaux semi-conducteurs pour l'électronique, matériaux pour la conversion et le stockage de l'énergie, matériaux magnétiques, supraconducteurs, matériaux à propriétés mécaniques particulières (alliages spéciaux, polymères, composites, verres et amorphes), etc.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

ÉDUCATION

Le fond des classes

« Les élèves dont les parents sont connus pour être giscardiens ou P.P.R. sont relégués au fond des classes. »

Ce doit être vrai, puisque c'est Mme Saunier-Seït qui le dit. Devant les cent cinquante personnes présentes au Forum des libertés organisé récemment, à Paris, par le mouvement des Jeunes Giscardiens, l'ancien ministre des universités n'a pas donné dans la nuance.

L'auditoire acquis à ses propos et violemment avide de se faire pour l'instant écho à ses propos, a été étonné de constater que « les manuels scolaires devaient être supprimés », et prôner l'avènement de la « médiocratie scolaire » en place de cette « médiocratie capitaliste que l'on veut supprimer ». C'est sûr : elle en a assez, le signe qu'elle en a assez, c'est la lettre de l'enseignement. Pas au sens où d'aucuns l'entendent habituellement : « L'enseignement catholique se défend très mal ; les évêques ne sont pas courageux, mais les protestants et les juifs font en sorte qu'on n'ose pas supprimer l'école privée. » Non, ce qui l'inquiète, le plus, c'est la suppression des grandes écoles. Et com-

ment supprimera-t-on les grandes écoles ? Pas en fermant Centrale ou les Arts et Métiers, mais en supprimant les classes qui en sélectionnent les élèves. »

Ainsi Mme Saunier-Seït donne-t-elle la primeur d'une décision que son successeur n'a pas prise : M. Savary répète à l'envi que la réforme de l'enseignement supérieur n'est que l'étape de la réflexion. Mais, que ne ferait-elle pas pour défendre la liberté qu'elle tient à la précieuse, « est un tout », ajoutant au cas où ses auditeurs n'auraient pas compris : « C'est un tout, c'est un package. »

Il ne restera plus à M. Roger Chénou, conseiller politique du P.C.F., qu'à appuyer « la liberté vacille ». La preuve ? « Si l'on pu, sans fortune, créer cinq ans d'emplois, c'est parce qu'il n'a été possible de trouver des crédits ; car n. vivions alors dans une société libre. » Alors, pour empêcher le pire, il adjure les Jeunes Giscardiens d'« opposer les faits aux mensonges », et, pour en convaincre un plus grand nombre, d'« écrire à leurs petites amies qui sont dans des écoles de provinces ».

CHARLES VIAL

La revalorisation des traitements des instituteurs

SATISFACTION ET ESPOIR DE NOUVELLES NÉGOCIATIONS

La satisfaction, tempérée par quelques réserves, domine dans les syndicats d'enseignants, après l'annonce de la revalorisation du traitement des instituteurs (« le Monde » du 11 mars).

Pour le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.C.C.) qui fut pratiquement le seul partenaire du ministère de l'éducation nationale dans la négociation de ce dossier, la décision du gouvernement est « extrêmement importante, même si nous aurons subi une plus grande rapidité dans l'application du plan (d'augmentation) ».

M. Guy Georges, secrétaire général du syndicat, estime que « l'instituteur ayant été l'objet de tant de mépris et de dénigrement, on comprendra qu'il voie dans cette décision la reconnaissance de son rôle et de l'importance de sa fonction dans la société ». Il considère aussi que « l'objectif de parvenir à un même traitement » des instituteurs et des professeurs de collège est « une étape décisive vers l'unification du cycle fondamental ».

M. Joël Derrien, responsable de la branche Vité et action (qui milite les communistes) au sein du S.N.I.-P.E.C.C. « prend acte

avec satisfaction » de ce que les mesures qui représentent « un indéniable succès », concernent l'ensemble du corps des instituteurs. Il considère cependant que les délais imposés sont « inacceptables » et que le dossier « devra faire l'objet de nouvelles discussions ».

« Le gouvernement vient de signer », affirme le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) qui n'y avait pas dans l'école une hiérarchie des valeurs attachée à l'âge des élèves. La conséquence doit donc en être tirée en « engageant clairement dans un processus d'unification de la situation des personnels enseignants d'éducation et d'orientation de la maternelle à la terminale ».

Le syndicat C.F.T.C. de l'éducation nationale débute « un acte politique » dans la décision du gouvernement « prise à la veille des cantonales », et le Syndicat F.O. des instituteurs ne la considère que « comme un acompte ». Enfin, le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) « demande que nous attendrions plus longtemps le gouvernement accepte enfin de discuter de la revalorisation des professeurs du second degré des collèges et des lycées ».

LE CONGRÈS DU S.N.P.D.E.S.-FEN

Les chefs d'établissement s'inquiètent des conséquences de la décentralisation

De notre correspondant

Montpellier. — Le congrès du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.-FEN), qui regroupe plus de quatre mille adhérents (proviseurs et censeurs des lycées d'enseignement général et technique, et principaux des collèges), s'est réuni récemment à Montpellier sous le signe de la décentralisation. Décentralisation qui n'est pas sans inquiéter, devant déclarer le secrétaire général M. Edmond Benayoun, dans la mesure où elle va bouleverser les habitudes et mentalités.

« Le rôle et le rôle du chef d'établissement dans cette perspective, qualifiée d'historique, ont été au cœur des débats. M. Benayoun a affirmé que « les choses seront plus claires et que les interlocuteurs étant mieux situés, la solution des problèmes s'en trouvera facilitée ».

Le congrès a estimé que la décentralisation impliquera une autorité attachée davantage à la compétence qu'à la hiérarchie. Mais il a demandé, aussi, un statut pour le personnel de direction des établissements face aux pouvoirs locaux. Les membres du

S.N.P.D.E.S. veulent être les seuls maîtres d'une communauté dans laquelle les différentes parties prenantes (élus, parents, personnels) auront le souci de leurs responsabilités. S'ils sont d'accord pour que les pouvoirs de décision reviennent aux conseils d'établissement dans le cadre de l'autonomie, ils souhaitent une définition des compétences respectives.

« Nos lycées et collèges », a ajouté M. Benayoun, ont besoin de chefs d'établissement responsables (...), permettant aux objectifs à la fois nationaux et locaux de trouver leur réalisation. Il a insisté sur l'attachement du S.N.P.D.E.S. à son indépendance. C'est aussi pour assurer celle-ci que les congressistes ont réclamé le retour à un grade.

Ils demandent aussi des moyens accrus pour mettre en œuvre l'autonomie des établissements, une pédagogie de la réussite, la lutte contre les échecs et les inégalités scolaires.

M. Edmond Benayoun reste secrétaire général du nouveau bureau national, élu avec 88 % des suffrages.

ROGER BÉCIAUX.

PRESSE

DÉCLARATION COMMUNE SUR LA MODERNISATION DANS LES JOURNAUX

La Fédération du livre C.G.T., la Fédération du livre C.F.D.T., le syndicat des journalistes S.N.J., le C.F.D.T. et le C.G.T. réunis, dans un communiqué publié mercredi 10 mars, leur attitude commune face à l'introduction des nouvelles techniques dans les entreprises de presse. Les signataires appellent « leurs organisations à refuser toute introduction de nouvelles techniques et toute modification de l'organisation de travail tant qu'un accord concernant toutes les catégories professionnelles n'aura pas été conclu ».

« D'ores et déjà », ajoute le communiqué, ils se rendront ensemble aux prochaines séances de négociations engagées par l'U.S.P.Q.R. et le S.Q.D. sur la modernisation des entreprises de presse ».

Précisions que ces pourparlers entre la presse quotidienne régionale et les syndicats de salariés, engagés depuis plus de deux ans, n'ont toujours pas abouti à une rencontre commune.

« LA CROIX DU NORD MAGAZINE » LICENCE LES PERMANENTS DE SA RÉDACTION.

(De notre correspondant.)

Lille. — La direction de la Croix du Nord magazine, hebdomadaire publié à Lille, vient de décider le licenciement de la quasi-totalité de sa rédaction permanente : trois journalistes, la rédactrice en chef, Mlle M.-J. Delmas, et deux permanents. Les deux employés sont également licenciés. L'effectif total était de vingt personnes. Le journal continuera à paraître sous la direction de M. Jean David, avec la participation d'un secrétaire de rédaction et de pigistes.

En dépit d'une vaste opération de relance lancée il y a dix-huit mois, le tirage stagne toujours aux environs de 25 000 exemplaires.

Le budget prévisionnel de 1982 prévoit un déficit de 500 000 francs, que les trois directeurs de Lille, Arras et Combrailles ne peuvent couvrir. Ils ont déjà assuré une partie importante de l'opération de relance (un million et demi de francs).

G. B.

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE

Des couples sans surprise

Le premier titre des championnats du monde de patinage artistique, qui ont lieu jusqu'au 14 mars dans la capitale danoise, a été attribué, mercredi 10 mars, au couple allemand de l'Est Baes-Thierbach, au cours d'une compétition où le patinage le plus conventionnel a été récompensé au détriment de l'innovation.

Le Français Jean-Christophe Simond a une nouvelle fois compromis ses chances de figurer, ce jeudi 11 mars, sur le podium en ratant une combinaison de deux doubles sauts lors du programme court. Avant les figures libres, il était précédé au classement provisoire par l'Américain Hamilton, champion en titre, et il était en position défavorable par rapport à l'Allemand de l'Ouest Schramm, le Canadien Pocka et le Soviétique Bohrin.

De notre envoyé spécial

Copenhague. — La petite histoire, celle des anecdotes, de l'actualité quotidienne est faite d'événements qui se télescopent. Deux d'entre eux, le patinage artistique et le hockey sur glace, ont été réunis dans la rue pour célébrer leur victoire encore incertaine sur la misogynie et la phallocratie. Le 10 mars, treize couples rivalisaient pour être sacrés meilleurs paire mondiale sur la glace.

Le contraste est plus cruel qu'il n'y paraît, que signifie en effet une compétition mondiale réduite à treize concurrents ? Cela veut dire qu'il n'y a plus de couple, c'est-à-dire cette association forte et tumultueuse d'une femme et d'un homme qui se défient en voie de disparition, se perdent. Les danseurs qui se trémoussent sur la glace, qui font du « ricolage artistique » comme disent les professionnels, ne sont plus que de simples figures, des marionnettes, des pupes, des poupées. Mais leur mauvais genre fait fureur. Alors de plus en plus les tandems vont à la facilité, piquent, pour briller, il n'est plus nécessaire de prendre des risques insensés dans les sauts lancés et les portées à bout de bras.

Classicisme et puissance

La danse c'est beau, c'est facile, ça fait plaisir à regarder. Mais le patinage d'aujourd'hui est une autre dimension plus sportive à préserver. Bref il faut considérer les couples comme une espèce en voie de disparition, les encourager. Le malheur c'est que les juges paraissent dépassés. Le patinage évolue mais les juges continuent de noter comme avant 1974 un schéma.

FOOTBALL. — En quart de finale du championnat d'Europe des espoirs (moins de vingt et un ans), l'équipe de France a été tenue en échec par l'Union soviétique (0 à 0), le 10 mars au Havre. Le match retour aura lieu le 24 mars à Brest. Pour le compte des quarts de finale du Championnat d'Europe des cadets, la France et l'Italie ont fait match nul (2 à 2), à Marseille.

tail une voiture sans regarder à la consommation, donc de noter à l'énergie de l'arraché et du lancer de la partenaire comme si le garçon était plus un haltérophile et un lanceur de poids qu'un patineur. L'innovation, l'originalité ne les intéressent pas, ne les concernent pas. Qu'un homme soit autre chose qu'une grue leur importe peu, mais ils ne veulent pas être sacrés champions du monde, ils ont dû se contenter de la médaille de bronze.

Classicisme et puissance — puissance surtout — suffisent pour décrocher l'or. Les Soviétiques Marina Pestova et Stanislav Jonovitch, et plus encore les Allemands de l'Est Sabine Baes et Thierbach, ont en fait fait du patinage d'aujourd'hui, une danse. Cela avait déjà été fait cent fois par Rodina et Zaitsev pendant leur règne décennal. Qu'à cela ne tienne, leur commandait, elle obéissait, les juges connaissent, comprennent et notent en conséquence. Les Soviétiques se sont classés deuxième et premiers les Allemands de l'Est qui étaient déjà devenus champions d'Europe à Lyon. Deux couples d'un modèle vu et corrigé par la solide tradition misogyne et phallocratie. Celle précisément contre laquelle manifestaient les femmes le 8 mars.

ALAIN GIROUD.

L'IMAGINAIRE DANS LES GROUPES ET LES ORGANISATIONS

Animateurs : J. ARDOINO, R. BARBIER, G. BERGER du 21 au 25 juin 1982 (35 heures)

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00 ou 821.63.84 poste 15.97

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES PARIS
8, rue de Belfort - 75008 Paris

drouot VENDREDI 12 MARS

9, rue Drouot à 20 h 30 (salle 9)

Vente par ordonnance judiciaire à la requête de la BANK SEPAH (TEHERAN)

NOMBREUX TAPIS D'ORIENT

par le ministère de M^{re} Paul PESCHETEAU, Chantal PESCHETEAU BADIN, Eric FERRIER, commissaires priseurs associés, 16 rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris. Tel. 770.88.38. M^{re} Hervé CHAYETTE, commissaire priseur, 10, rue Rossini, 75009 Paris. Tel. 770.38.89.

Experts : Dominique et Pierre CHEVALIER Tél. 788.41.41.

Exposition : Vendredi 12 MARS de 11 h à 19 h

GRANDES É

L'avenir

Des évolutions qui

INSTITUT

Le Centre National de la Recherche Scientifique (C.N.R.S.) vient de décider de créer un programme interdisciplinaire de recherches sur les matériaux (Pirmat).

Ce programme dont la direction est confiée à M. Jean Hama, professeur à l'université d'Aix-Marseille-II, devra développer et coordonner les recherches fondamentales que mènent, sur les matériaux, les diverses équipes françaises liées au C.N.R.S. ou l'on souligne l'importance des matériaux dotés de propriétés spécifiques : matériaux semi-conducteurs pour l'électronique, matériaux pour la conversion et le stockage de l'énergie, matériaux magnétiques, supraconducteurs, matériaux à propriétés mécaniques particulières (alliages spéciaux, polymères, composites, verres et amorphes), etc.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

Le C.N.R.S. a déjà créé, depuis quelques années, d'autres programmes interdisciplinaires sur l'énergie et les matières premières, le médicament, l'océanologie, l'environnement.

GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

L'avenir est au rapprochement

DEPUIS le début de l'année universitaire, les grandes écoles occupent l'actualité. Elles figurent en exemple de dynamisme dans le rapport rédigé par M. Laurent Schwartz pour la commission du bilan. Ces derniers jours, elles sont apparues comme enjeu dans le débat autour du projet actuellement en préparation au ministère de l'Éducation nationale relatif à la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

Les grandes écoles, ou les écoles spéciales comme on les appelait plus justement au dix-neuvième siècle sans le parer du superlatif, regroupent quelque trois cents établissements de tailles et de programmes de formation variés. La répartition en fonction des débouchés offerts permet de recenser cent soixante écoles d'ingénieurs, soixante écoles de commerce et de gestion et quatre-vingts établissements divers. En tout, ce sont près de cent mille élèves qui fréquentent ces écoles après avoir, dans la plupart des cas, effectué une ou deux années dans des classes préparatoires. Car ces écoles, à la différence des universités, sont des établissements sélectifs où n'entre pas qui veut la possession du baccalauréat ni suffit pas. Il faut préparer un concours d'entrée et satisfaire à des entretiens qui permettent de sélectionner les futurs élèves. L'avantage de ce

barrage à l'entrée de l'école est de permettre aux reçus d'être à peu près sûrs de sortir diplômés au bout de quelques années. Situation bien différente de l'université où, au contraire, l'entrée étant libre, les examens provoquent de réelles hécatombes dans les effectifs d'étudiants.

Deux systèmes différents, deux façons opposées de former des diplômés. Universités et écoles cohabitent plutôt mal. Les universitaires reprochent aux écoles leur élitisme, et, bien que l'argument tende à s'atténuer, leurs liaisons trop étroites avec les milieux industriels. Les responsables d'école critiquent le laxisme et le repli, voire la sclérose, des universités. En réalité, les deux parties de l'enseignement supérieur ne sont pas figées et, dans l'une comme dans l'autre, des évolutions, des modifications ont été tentées.

Si universités et écoles prennent conscience, et c'est de plus en plus le cas, qu'elles vivent ou mourront ensemble et qu'elles ont besoin l'une de l'autre, une collaboration, une osmose, des échanges peuvent s'instaurer, et on peut espérer qu'à la fin de cette décennie les différences entre l'une et l'autre se seront très atténuées, pour le plus grand bien de tous, explique M. Schwartz. Un souhait qui ne semble pas partagé par tous les responsables des grandes écoles.



(Dessin de PLANTU.)

Des évolutions qui favorisent les rencontres

Il faut mettre en marche la mobilisation générale contre le sacrifice des valeurs les plus saines de l'enseignement supérieur : grandes écoles, classes préparatoires. Cette déclaration alarmiste du Collectif des étudiants libéraux de France (CELF), animé par des jeunes giscardiens va-t-elle rencontrer un écho auprès des élèves des grandes écoles ? Il est possible qu'elle ne provoque pas une forte adhésion. Mais, dans un malaise qui existe actuellement chez les enseignants et les étudiants des grandes écoles. Bien sûr, bon nombre d'entre eux refusent les opérations politiques tentées par l'opposition. Ils sont cependant inquiets pour l'avenir de leur établissement.

L'absence de toute déclaration officielle du ministère de l'Éducation nationale ou de décision de ses services tendait, certes, à accrédi- ter l'idée d'une quelconque atteinte aux grandes écoles. Mais il faut chercher les raisons de cette inquiétude ailleurs. L'élection de M. François Mitterrand, le 10 mai, n'a pas provoqué de panique dans les grandes écoles. Mais une mauvaise connaissance du programme commun de la gauche et du plan socialiste pour l'éducation nationale, une déformation volontaire de ces textes ont pu provoquer des craintes chez certaines personnes.

Le plan socialiste de 1977 précise : « Les socialistes tiennent pour indispensable de se fier comme objectif l'unification des formations supérieures par l'intégration dans des organismes d'un type nouveau — que l'on nommera universités — des universités actuelles, des grandes écoles et de leurs classes

préparatoires, ainsi que des autres établissements d'enseignement supérieur actuellement séparés des universités. Mais l'unification ne signifie pas l'uniformisation. Elle ne doit pas conduire à compromettre la qualité et la rigueur du système de formation. »

Il ne paraît donc pas dans les intentions affirmées par le P.S. de supprimer purement et simplement les grandes écoles mais de placer sous la responsabilité de la puissance publique l'ensemble des formations post-baccalauréat. Ce qui ne représente pas un bouleversement extraordinaire. L'amalgame trop souvent établi avec l'enseignement primaire et secondaire privé a développé l'idée qu'il existait un grand secteur supérieur privé, opposé à un secteur public. La réalité est bien différente. Si les établissements dépendent directement du ministère de l'Éducation nationale ne sont pas les plus nombreux, beaucoup d'écoles sont de la responsabilité d'autres administrations (agriculture, armée, justice, transports, postes et télécommunications...). Il s'agit bien là d'établissements publics.

Un tableau réalisé par M. Bruno Magloire, publié dans un ouvrage sur les grandes écoles, recense, sur trois cent deux établissements, cent quatre-vingt-neuf publics et cent treize non publics. Les deux tiers des écoles, notamment une forte proportion des écoles d'ingénieurs, sont des établissements publics. Inversement, en ce qui concerne les écoles de commerce et de gestion, quatre seulement sont publiques, les soixante-trois autres étant privées. Ce terme n'est d'ailleurs pas tout à fait juste puisqu'il

s'agit pour la plupart d'établissements consensuels financés par les chambres de commerce ne pouvant pas de bon droit et ne sont souvent que des services particuliers de ces chambres. Les établissements entièrement privés sont finalement peu nombreux.

L'unification des établissements supérieurs imaginée par le P.S. permettrait une meilleure coordination entre les différents types de formation dans les écoles et les universités. En même temps, elle favoriserait le développement de « passerelles » donnant aux étudiants la possibilité de changer plus facilement de cursus en cours d'études. Il s'agirait aussi d'un rapprochement entre les deux types d'établissements, bien que depuis quelques années des contacts existent notamment à Paris, et les universitaires pourraient faire profiter leurs collègues des grandes écoles des structures de recherche qui existent dans les établissements. Les enseignants des écoles (quand ils ne sont pas aussi chargés de cours dans une université) apporteraient leur connaissance du milieu professionnel.

Actuellement, chacun préfère se réfugier sur ses positions au nom de la spécificité. Mais, en même temps, convoite le voisin et s'inspire de ses méthodes. Les universitaires tentent de mettre en place des filières professionnelles, découvrent l'intérêt des vacances effectuées par des personnes extérieures issues des milieux vers lesquels ils destinent leurs étudiants.

SERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 26.)

Point de vue

L'importance et le rôle des classes préparatoires

Le caractère polyvalent des formations dispensées dans nos écoles implique un enseignement dense et diversifié. Celui-ci est aujourd'hui possible parce qu'il s'adresse à une population homogène d'élèves dotés de connaissances générales de base étendues et ayant acquis des méthodes de travail efficaces et indispensables.

Par expérience, les écoles considèrent que la sélection initiale par concours est plus claire pour l'élève, plus efficace pour l'enseignement et plus économique. Ces concours, ouverts à tous les candidats pour un coût modique d'inscription, ont un caractère national. Leurs programmes, leurs calendriers, sont coordonnés pour l'ensemble du pays. Pour préserver l'équité, il est indispensable de maintenir une coordination centrale des classes de préparation offrant aux futurs candidats des horaires, des programmes et des conditions de travail identiques, quel que soit le lieu de leurs études.

Sans en avoir le monopole, les élèves des classes préparatoires ont, à ce jour, un très large accès à ces concours. Il est clair que ces classes apportent à leurs élèves une formation adaptée aux exigences des écoles, exigences exprimées par chacune à travers la nature et la difficulté des épreuves de son concours. Il existe actuellement mille deux cents classes préparatoires, qui accueillent trente-neuf mille élèves.

Les élèves ainsi formés s'adaptent parfaitement, dans leur quasi-totalité, aux projets pédagogiques de nos établissements. Cette population de référence peut alors être enrichie par d'autres voies d'accès en provenance de l'université et du monde

par PIERRE LAFITTE (*)

socioprofessionnel (pouvant représenter jusqu'à 30 % des effectifs). Si, à l'avenir, l'efficacité actuelle du cycle public préparatoire aux écoles était compromise, il est probable qu'un enseignement privé se constituerait naturellement pour prendre la relève soit intégralement, soit en distribuant des cours de complément, au détriment de toute justice sociale.

L'efficacité actuelle des classes préparatoires procède de plusieurs caractéristiques aisément identifiables :

— Une présélection rigoureuse des élèves, réalisée humainement et cas par cas dans les lycées au niveau du baccalauréat, suivie d'une réorientation progressive en cours de scolarité. Ce système permet de constituer des classes de niveau relativement homogène et garantit une véritable orientation sociale et professionnelle assurant un débouché à la grande majorité des élèves ;

— Un encadrement adapté dans des classes d'effectifs modérés. Les élèves sont suivis et conseillés individuellement par une équipe de professeurs qui se consacrent essentiellement à leur formation et se soucient du succès de tous leurs étudiants ;

— Un choix et un contrôle rigoureux des professeurs, exercés par l'inspection générale, à la fois sur des critères de compétence scientifique et sur des critères de compétence pédagogique ;

— Des méthodes pédagogiques éprouvées et spécifiques : pour

chaque discipline, un professeur unique assure non seulement les cours, mais aussi les travaux dirigés et l'ensemble des contrôles (correction des copies, interrogations, etc.). Par un labeur intense, régulièrement contrôlé, pendant dix mois par an, les élèves acquièrent méthodes et capacité de travail ;

— Une pluridisciplinarité effective de la formation, d'ailleurs prise en compte dans la nature des épreuves et leur pondération pour l'admission dans les écoles ;

— Une coordination centrale, garantissant l'équité de la sélection finale à l'entrée des écoles.

Actuellement, aucune de ces caractéristiques n'est réalisée dans le premier cycle des universités. Le transfert immédiat des classes préparatoires dans les universités altérerait, sans contrepartie évidente, un système de formation qui donne satisfaction aux écoles.

Au-delà, la présence des classes préparatoires dans les lycées présente des avantages qu'il convient de mesurer :

— Elles ont un effet d'entraînement indirect, par émulation, sur l'ensemble de l'enseignement secondaire (à la fois sur les élèves et sur les enseignants) (1) ;

(Lire la suite page 26.)

(1) À ce sujet, on reproche, souvent à tort, aux préparations scientifiques et aux écoles d'ingénieurs d'être responsables du caractère « royal » de la filière C du secondaire. La vraie difficulté est l'absence de débouchés pour d'autres bacheliers (A, B, D, par exemple) parce que d'autres formations supérieures (notamment les sciences économiques, etc.) ont trop systématiquement adopté les critères de sélection qui sont bien adaptés aux formations scientifiques et techniques, mais ne prétendent nullement à l'universalité.

INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE

46, avenue Félix Viallet 38031 Grenoble cedex tél. (76) 47.98.55

L'Institut National Polytechnique de Grenoble rassemble cinq Ecoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs (ENSI) et une Ecole à statut privé, assimilée à une ENSI. Les Ecoles préparent aux diplômes d'ingénieurs relevant de leurs spécialités. Elles possèdent des Laboratoires de Recherche dont les activités sont étroitement liées à leurs activités d'enseignement. Elles recrutent, en première année sur les concours communs aux ENSI, en deuxième année sur maîtrise délivrées par les Universités et dans leurs sections spéciales sur diplômes d'ingénieurs. Elles ont des caractéristiques communes : des enseignements modernes et de haut niveau, une recherche active, un rôle international, une ouverture vers l'économie, un souci de participer à des actions de formation continue.

| | |
|--|--|
| ENS d'Electrochimie et d'Electrometallurgie (ENNEEG) domaine universitaire, BP 44 38401 Saint Martin d'Hères tél. (76) 54.41.27 | ENS d'Hydraulique de Grenoble (ENHIG) deux options : mécanique des fluides industriels ou aménagement du territoire domaine universitaire, BP 83 X 38041 Grenoble cedex tél. (76) 44.82.63 |
| ENS d'Electronique et de Radioelectronique (ENSERG) 83, rue des Martyrs 38031 Grenoble cedex tél. (76) 87.89.76 | ENS d'Informatique et de Mathématiques Appliquées (ENIMAG) domaine universitaire, BP 83 X 38041 Grenoble cedex tél. (76) 54.81.45 |
| ENS d'Ingenieurs Electiciens de Grenoble (ENSIET) formation d'ingénieurs en automatique, électrotechnique, génie physique, génie énergétique et nucléaire, génie atomique, planification des systèmes énergétiques domaine universitaire, BP 46 38402 Saint Martin d'Hères tél. (76) 44.82.43 | Ecole Française de Papeterie (EFP) formation d'ingénieurs pour la fabrication des pâtes, des papiers, pour leurs transformations et pour l'imprimerie domaine universitaire, BP 3 38400 Saint Martin d'Hères tél. (76) 42.01.27 |

Recherche
Les laboratoires de recherche des diverses écoles possèdent, dans leurs spécialités respectives, des formations de troisième cycle susceptibles de conduire au Diplôme d'Etudes Approfondies, à un Doctorat de Spécialité, à un Doctorat d'Ingénieur ou à un Doctorat d'Etat en Sciences.

Formation professionnelle continue
Ce service organise des stages de recyclage dans des domaines très variés et à évolution rapide, permettant aux salariés une mise à jour de leurs connaissances ou l'acquisition des bases leur donnant la possibilité d'aborder un domaine nouveau.
46, av. F. Viallet 38031 Grenoble cedex tél. (76) 47.98.55

FORMATION DOCTORALE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

programme d'été

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.) soutient huit programmes de niveau doctoral en gestion.

— Vous désirez devenir un enseignant-chercheur dans le domaine des sciences de gestion.

— Vous êtes attiré par les activités de conseil en management.

— Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme universitaire de niveau maîtrise ou d'une expérience professionnelle, mais vous ne possédez pas de formation universitaire de base en gestion.

Avec le concours de la F.N.E.G.E., un consortium de 8 établissements d'enseignement supérieur organise un

programme d'été de préparation aux études doctorales de gestion.

Ce programme vous permet l'accès direct aux études doctorales dans l'un des 8 établissements.

Des bourses en nombre limité peuvent être accordées à ceux des candidats désireux de se spécialiser dans les domaines suivants, par thème ou secteur :

- gestion des processus d'innovation et de production
- gestion des ressources humaines
- stratégie internationale de développement des entreprises
- petites et moyennes entreprises
- gestion des organisations publiques, collectivités locales et établissements hospitaliers.

Date limite de dépôt des candidatures : 15 MAI 1982

Renseignements et retrait des dossiers : s'adresser aux responsables de programmes de niveau doctoral des 8 établissements suivants membres du consortium :

I.A.E. D'AIX-EN-PROVENCE
29, avenue Robert Schuman
13677 AIX-EN-PROVENCE (42) 59.08.47

I.R.G./I.A.E. DE BORDEAUX
35, place Pey-Berland
33076 BORDEAUX (56) 52.99.80

E.S.S.E.C.
B.P. 105
95021 CERGY PONTOISE Cedex (3) 030.40.57

I.A.E./E.C. DE GRENOBLE
Campus Universitaire
38040 GRENOBLE Cedex (76) 54.81.78

I.A.E. DE LILLE
1 bis, rue Godfroy-Lafitte
59043 LILLE Cedex (20) 52.32.58

PROGRAMME DOCTORAL DU C.E.S.A.
(I.E.C. - I.S.A. - C.F.C.)
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS (3) 956.80.00

I.G.R./I.A.E. DE RENNES
9, rue Jean Macé
35042 RENNES (99) 38.03.92

PROGRAMME DOCTORAL DE LYON
28, route de Dardilly
69130 ECUILLY (7) 833.81.22

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD

● Vacances scolaires : bac, prépa H.E.C. et Sciences-Po, D.E.U.G., Licence, CAPES et Agrégation.
● Toute l'année formation continue.

OXFORD Oxford Intensive School of English
21, rue Th. Renardot 75015 Paris - (1) 533.13.02

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'a.s.d. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises. Cinq options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion de Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admissions directes :

- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Service de placement et des stages

EAD 15, rue Soufflot - 75240 PARIS Cedex 05. Tél. : 329-97-60.
Demandes notre documentation

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.I.R.I.)

Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 296-61-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Un cycle d'étude sur le commerce international est organisé à partir de la troisième année pour les étudiants intéressés par cette formation.

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des cadres fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant.
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

DANS SON NUMÉRO DE MARS

Le Monde DE L'ÉDUCATION

EXCLUSIF
LE MONDE / le point

REUSSIR LE BAC

Les résultats: province, Paris, public, privé
Les politiques des fournisseurs, leurs avis
A.B.C. : les inconnues des séries
Lycées ou collèges libres ?

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ ?

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 129 F).

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

03/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS Cedex

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

« Comme une petite entreprise »

« Les trois années de scolarité nous permettent d'acquiescer une grande polyvalence, une connaissance de l'entreprise, souvent de l'intérieur, et des problèmes qui se posent à elle. » Elève de dernière année de l'École Supérieure de Commerce de Nantes, Dominique apprécie l'enseignement qu'elle a suivi.

Cette future « cadre commerciale » qui ne sait pas encore si elle travaillera dans une entreprise, située en France ou à l'étranger, parle avec enthousiasme de la « grande compétence » qu'elle a acquise. Très décontractée, elle évoque les cours de gestion financière ou ceux de connaissance du marché, emploi, sans forfanterie, un vocabulaire où « marketing international, management et jeu d'entreprise » voisinent avec « connaissance des partenaires sociaux de l'entreprise ».

Dominique comme Hélène ou Christophe, d'autres élèves de troisième année, s'estiment satisfaits de leur scolarité et n'hésitent pas à vanter les mérites de leur école. Christophe, jeune Normand venu spécialement en Loire-Atlantique pour ses études commerciales, définit l'E.S.C. comme « une grande école nationale ».

« Il est certain », explique M. Francis Klein, directeur du programme de formation, que le nombre de candidats au concours d'entrée a fortement augmenté au cours des dernières années. » Pour 90 places en première année, 1979, 220 en 1980 et plus de 450 en 1981. Une évolution rapide qu'il explique par la volonté du directeur, M. Jean-Christophe Clerget, nommé en 1978, de « faire figurer notre école dans le peloton de tête des écoles supérieures de commerce et de gestion françaises ».

diminuer sensiblement les heures de cours au profit du travail personnel et de la recherche effectuée par les étudiants », explique M. Klein.

Au cours des trois années d'études, l'enseignement théorique est punctué d'enquêtes dans les entreprises et de stages. Au total, près de six mois de stages dans des entreprises, en tant qu'« ouvrier » au début de la première année pour « découvrir le milieu humain et les relations hiérarchiques », ou comme « cadre » en troisième année pour « analyser en trois mois un problème spécifique de l'entreprise et proposer des solutions ». Selon M. Klein, ces stages — que les élèves sont obligés de trouver eux-mêmes : « Cela leur sert de leçon pour chercher un emploi » — permettent aux étudiants de mieux connaître leur futur milieu : l'entreprise. Ils facilitent aussi la mise en pratique des connaissances théoriques acquises à l'école et offrent la possibilité de vérifier ou de contrôler l'étendue de ce savoir.

« Lors du dernier stage, précise M. Klein, nous ne leur demandons pas seulement de faire une analyse ou un bon dossier sur un problème d'une entreprise. Nous attendons et nous notons les moyens, les solutions immédiates et concrètes qu'ils envisagent pour le résoudre. » Cette soumission à l'exercice de l'analyse et de la proposition de solutions, concrète qui peut l'appuyer, la commenter et même la faire sien.

Favoriser le travail personnel

Les hommes du terrain, directeurs d'entreprise ou responsables de service, cadres bancaires ou commerciaux, participent activement à la vie de l'école. Ils sont nombreux à assurer des vacances régulières ou plus simplement à venir exposer à un groupe d'élèves « un cas », sujet, pour eux et leur enseignement, d'étude et de réflexion.

Les cours magistraux ne sont pas fréquents à l'école de Nantes. Les trois promotions de quatre-vingt-dix élèves sont divisées en quatre groupes qui eux-mêmes éclatent en sous-groupes de langues et sciences humaines. La disposition des bâtiments dans cette école, construite il y a dix ans, facilite le travail en petites unités. Quelques salles en rond dans une salle aux dimensions modestes permettent aux élèves d'examiner ensemble le plan comptable d'une entreprise. L'enseignant peut se rendre d'une pièce à l'autre et ainsi conseiller ou répondre aux questions de ses étudiants. Un petit amphithéâtre situé dans le même bâtiment lui donne la possibilité de réunir tous les groupes pour des explications théoriques.

« Cette méthode de travail développe les attitudes et le comportement des élèves, commente M. Henri Jarousseau, responsable du département finance-comptabilité. Nous les obligeons à réfléchir, à analyser par eux-mêmes, à ne pas tout attendre d'un cours que l'on apprend par cœur. »

Les élèves semblent apprécier cette méthode de travail qui leur accorde une grande autonomie. Ils jugent aussi positive l'utilisation en libre-service du laboratoire de langues et de la salle d'informatique où ils peuvent faire eux-mêmes des simulations, des analyses de données ou procéder à des vérifications de comptabilité.

An milieu des mimosa en fleur, proches des autres étudiants nantais qui fréquentent le même restaurant universitaire, les élèves de l'E.S.C. jugent agréable la vie dans leur école. Ils multiplient les activités sportives et culturelles en développant le ciné-club ou en favorisant les rencontres par la création d'un petit foyer. Bien sûr, le journal des élèves, le Mor-

phon, n'hésite pas à dénoncer les tics de la cafétéria ou les non-réponses du quatrième étage (celui de l'administration) à certaines de leurs demandes. Mais, au-delà des quelques revendications matérielles, les élèves se déclarent « fiers » de leur école.

Trois mois aux États-Unis

Il est une chose que l'on apprécie par-dessus tout, à Nantes, c'est la possibilité d'effectuer un séjour aux États-Unis. Les élèves de deuxième année ont en effet à leur programme trois mois de cours au College of Business Administration dépendant de l'université de Bowling Green, située dans l'État d'Ohio. A raison de deux heures de cours par semaine, dispensés en anglais, les élèves suivent les mêmes cours que les étudiants américains en comptabilité, finance, commerce international.

Selon M. David Read, enseignant d'anglais, ce séjour développe leur connaissance de la société américaine et amène les élèves « à mieux parler anglais quand ils allaient simplement quelques semaines en Angleterre ». « Puisqu'on passe un trimestre aux États-Unis pendant la durée de sa scolarité, c'est très motivant », reconnaît un élève qui, chance suprême, vient d'être admis à effectuer, au terme de sa scolarité, une quatrième année d'études complètes à l'université de Bowling Green pour obtenir un Master of Business Administration.

Un attrait supplémentaire pour les élèves de classes préparatoires aux écoles de commerce qui seront peut-être encore plus nombreux à tenter, cette année, de rentrer à l'E.S.C. de Nantes. Une école qui envisage l'avenir avec optimisme en axant son enseignement sur de nouveaux secteurs d'activités : formation continue pour les cadres, service de recherches pour les entreprises de la région. « L'école est passée très vite, en trois ans, d'un établissement de formation première à une structure plus complexe de centre intégré des affaires », annonce avec une certaine fierté le directeur. Un moyen, ainsi, de diversifier les recettes de l'école et de développer son audience.

PETIT LIVRE POUR GRANDES ÉCOLES

« Les grandes écoles les plus prestigieuses sont celles qui dispensent les formations les plus générales. Les grandes écoles fournissent indéniablement des jeunes gens plus conformes, mieux préparés à se plier aux contraintes et aux besoins des universités, en organisant l'apprentissage du corps de codes qui font que, tout au long de leur carrière, les anciens se reconnaîtront, chaque grande école contribue à doter des diplômés d'un capital social susceptible de compenser la dévalorisation économique dont bénéficient certains. » Le diplômé d'une grande école ou plutôt l'ancien élève, qu'il soit dans ce cas l'examen final à moins de valeur que les années passées dans l'établissement, est ainsi le « produit d'un univers ».

Un univers qu'il va s'efforcer de reproduire et ainsi de consolider, un univers organisé, selon M. Magliolo, « en vue de consacrer et d'accroître le champ des privilèges dont le diplômé est dépositaire ».

Mais la partie la plus intéressante de l'ouvrage de M. Magliolo, et aussi la plus nouvelle, concerne l'essai de définition qu'il propose des grandes écoles. Il démontre que ces établissements sont en réalité de petite taille, ce qui rend le qualificatif « grande » impropre. Le principe de la sélection à l'entrée

DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe, grec) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chaire de Commerce International et des échanges économiques ;
- D.E.S. Traducteur-Interprète, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation à l'université de Cambridge (anglais), carrière de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examinez chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitez de cette opportunité pour améliorer leur compétence.

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes aux demandes à : Langues et Affaires, Service 2670, 35, rue Colonne, 92000 Paris-Levallois, Tél. : 97-81-32 (enseignement privé à distance).

EDITIONS MIR Traduit du russe

Des manuels originaux tant par leur niveau scientifique que pédagogique

NOUVEAUTÉS

ANALYSE FONCTIONNELLE (en deux volumes)
par L. Kantorovitch et G. Ailiov
Tome I - 490 pages - relié 58,00F
Tome II - 344 pages - relié 47,00F

GEOMETRIE SUPERIEURE par N. Elimov
606 pages - relié 60,00F

METHODS DE RESOLUTION DES EQUATIONS DE MAILLES par A. Samarski et E. Nikolaev
628 pages - relié 55,00F

PRINCIPES DE MECANIQUE QUANTIQUE
par D. Blokhintsev
684 pages - relié 75,00F

PHYSIQUE DES PARTICULES ELEMENTAIRES
par N. Nélipa
708 pages - relié 68,50F

CHIMIE GENERALE (en deux volumes) par N. Glinka
780 pages - 2 volumes reliés 75,00F

LIBRAIRIE DU GLOBE 2, rue de Buci - 75006 PARIS
Catalogue complet sur demande

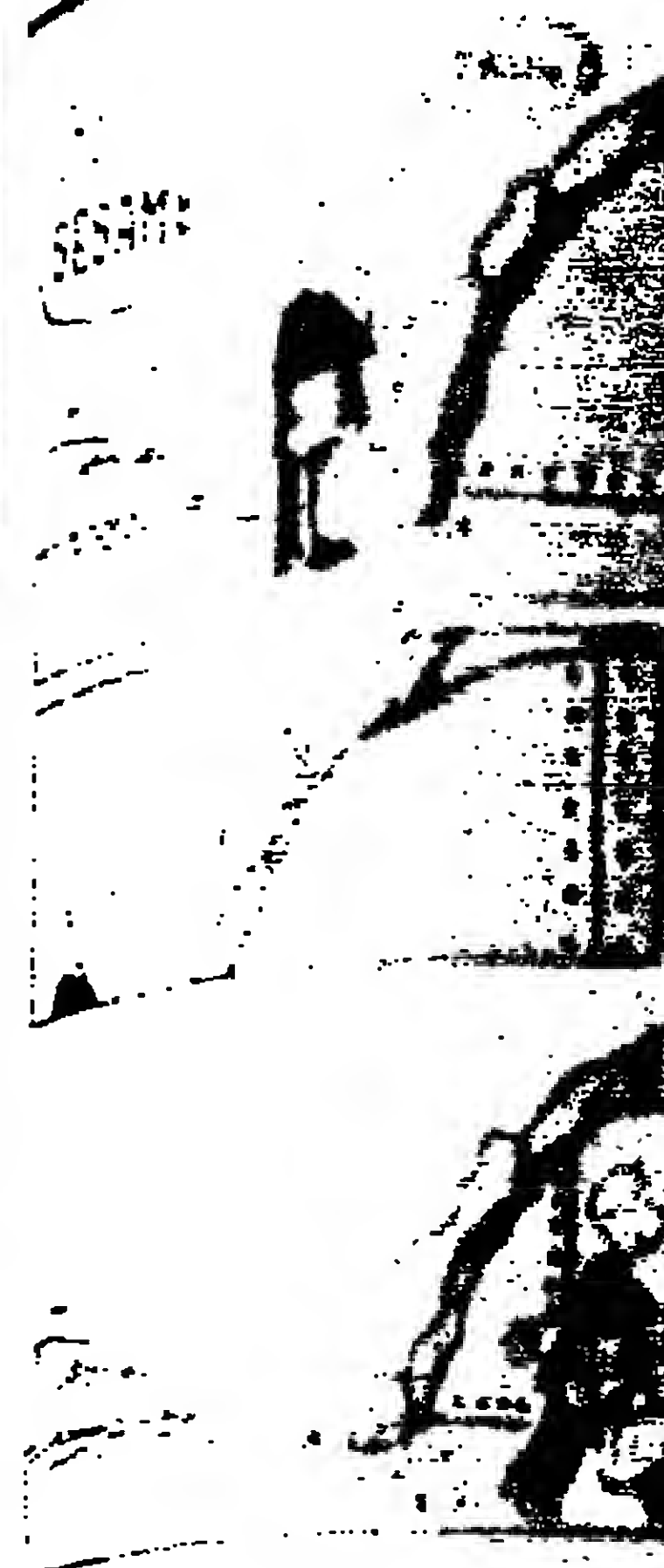
iae PROGRAMME DOCTORAL EN SCIENCES DE GESTION

- CANDIDAT D.E.A. SCIENCES DE GESTION
- Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou de Commerce, ou titulaire d'un diplôme de 2^e Cycle, et vous souhaitez vous orienter vers l'Enseignement ou la Recherche ou le Conseil en Gestion.
- THESARD I.A.E. AIX
- Avec attribution d'un financement sur contrat (Fondation C.N.R.S.).
- Vous êtes titulaire d'un D.E.A.
- Vous avez montré des aptitudes à réaliser une thèse dans un domaine des sciences de gestion : Stratégie, Marketing, Finance, Ressources Humaines.

Date limite dépôt des candidatures : 30 AVRIL 1982

Institut d'administration des entreprises
Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille
PROGRAMME DOCTORAL
36, avenue Robert-Schuman
13617 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : (42) 92-44-97
(42) 92-15-34, poste 303

ET UNIVERSITES



Les élèves-lycéens

Les élèves-lycéens... (Text continues with details about student life and academic challenges, mentioning various subjects and the pressure of exams.)

ASSISTANAT

Préparation à l'enseignement... et au conseil en gestion... (Text describes the role of an assistant and the types of support provided to students and faculty.)

par PAUL VERMANDE (*)
et MICHEL ROUSSELOT (**)

Il s'agit en effet de savoir si l'on maintient la division actuelle du travail, avec les fossés hiérarchiques

Le système des classes préparatoires donne des garanties peu discutables de connaissances théoriques Mais, en prenant les étudiants qui ont le mieux réussi dans le secondaire, on les encadrant avec les professeurs agrégés dans les « prépas » et en contrôlant constamment leur travail, on voit mal comment les résultats pourraient décevoir sur un plan scolaire.

- E.N.S.M., 1, rue de la Noë, 44072 NANTES CEDEX.

I.N.T. : Les Epinettes - 91011 EBBY - Tél. : 072-34-1

des directeurs et des responsables directs, nommés automatiquement, imposés parfois malgré un avis défavorable du conseil d'administration ? Pourquoi la plupart de ces conseils sont-ils parcourus par de nombreuses personnes qui ne sont pas représentatives des organisations professionnelles ? Et il ajoute : « C'est une bien curieuse façon de rendre responsables les futurs cadres, mais c'est une méthode très sûre pour leur faire connaître les responsabilités et le pouvoir, doivent exercer un partage. C'est une méthode très efficace aussi pour éviter que ces jeunes sortent de leurs pré-occupations scolaires et prennent l'habitude d'avoir une attitude de rapport à ce qui s'appelle ».

Responsable national « grandes écoles » au SGEN - C.F.D.T., M. Paul Vermande demande : « Pourquoi la plupart des écoles d'ingénieurs fonctionnent-elles de façon non démocratique avec

75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout).

* Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales :
établissement privé d'enseignement supérieur.

Autant d'expériences enrichissantes pour son haut niveau.

ENSPTT

UN LIVRE DE MME SAUNIER-SEITÉ

Un brave petit mousse en première ligne.

QUELLE femme extraordinaire ! La lecture du livre de Mme Alice Saunier-Seité, *En première ligne* (1), apporte enfin cette révélation peu perceptible ces dernières années, alors qu'elle exerçait les fonctions de ministre des universités. Mme Saunier-Seité est une personne hors du commun.

En 180 pages, elle résume, pour ses administrateurs, comment elle a pu dans ses fonctions de doyen de faculté, directeur d'institut universitaire de technologie (I.U.T.), recteur de l'académie de Reims, puis ministre, agir pour améliorer le système éducatif français. « Je puis affirmer, sans forfanterie, que ma carrière universitaire est une vie de soldat au service de l'école », écrit Mme Saunier-Seité au début de son ouvrage. Fidèle aux images militaires, elle explique au long des pages ses différents combats pour « sortir le collège universitaire de Brest de sa situation coloniale et obscure », créer un I.U.T. à Sochaux ou « mener la flotte universitaire vers des eaux plus heureuses, en tout cas moins houleuses ».

Comme l'indique le titre de son livre, Mme Saunier-Seité a une prédilection pour tout ce qui concerne la stratégie des champs de bataille. Mai 1968 a été l'occasion pour elle de lutter contre « la véritable contestation », de plus en plus violente et hargneuse, qui apparaissait dans les attitudes de certains assistants contre les mandarins.

C'est à cette époque aussi qu'elle faisait front à la critique des étudiants bretons. Rapports le soir même, lors d'une réception à bord de la *Jeune-Arre*, à un amiral, comment elle avait pris un étudiant insolent de sortir d'un amphithéâtre, l'officier lui accorda « avec un gentils de vieux baroudeur de mer » le titre de « Brave petit mousse ». Pour Mme Saunier-Seité, c'était là un fameux compliment.

En 1979, Mme Saunier-Seité avait eu recours à un ploumif

pour vanter ses mérites à travers un petit ouvrage. *Seule, une femme* (Le Monde du 10 octobre 1979). Cette fois, le 10 mai lui avait laissé quelques libertés, elle a choisi de décrire elle-même l'importance de sa réflexion et la force de ses propositions. Sans jamais s'interroger, elle justifie toutes les décisions qu'elle a prises, à prendre en quinze années de vie publique. Victoire, en mai 1968 à Brest, contre « les professeurs et les étudiants voutés au soleil sur les pelouses » ; succès pour l'académie de Reims, grâce à son action, devant « de la lanterne rouge de France pour la préscolarisation, la région pilote pour l'accueil scolaire des petits enfants des zones rurales ». Triomphe, enfin, dans les universités, qui, sous son autorité, sont devenues « les meilleures du monde et un honneur de tolérance et de science pour les plus brillants cerveaux français ou étrangers ».

« Tous vos collègues vous aiment »

Tous ces résultats, Mme Saunier-Seité les a obtenus en luttant contre les syndicats enseignants de la FEN, la presse, qui donne « des universités l'image la plus dérisoire », les enseignants au niveau trop faible, et même les conseillers d'orientation, « n'ayant pas quelques marxistes ou gauchistes issus du premier degré, après avoir décroché un de ces diplômes de sciences sociales que l'on bradait si généreusement ».

Même l'inspection générale de l'enseignement national n'échappe pas aux critiques de l'ancien ministre. Ce « vieux corps toujours renouvelé par cooptation, inamovible et sclérosé », selon les termes de Mme Saunier-Seité, est responsable du fait que la jeunesse actuelle ne sache correctement ni lire, ni écrire, ni compter. Seuls, deux ministres, MM. Alain Peyrefitte et René

Haby, ont tenté de lutter contre le pouvoir de l'inspection générale, qui, d'après l'auteur, se conjugue à celui de la FEN pour « multiplier le nombre des enseignants et limiter le pouvoir des ministres ».

Dans sa dure bataille contre « la politisation et la médiocrité », le ministre a été aidé par de nombreux amis, dont elle décrit abondamment les qualités. Car Mme Saunier-Seité n'avait que des amis. Elle nous révèle même que M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, lui aurait déclaré, lors d'un déjeuner en tête à tête : « Tous vos collègues du gouvernement vous aiment. Dites-moi pourquoi ? ».

Bravo Alice, qui, au lieu de la manifestante qui criait sous ses fenêtres de la rue Dutot, se sentait si indiscutable et appréciée. Fière Alice qui modifia la loi d'orientation pour faire élire les présidents d'université par leurs pairs, « le seul moyen de désigner des responsables choisis pour leur qualité et leur prestige ». La belle histoire (littéraire) de l'« Aéro-choix cœur-fidèle » aurait pu être encore plus volumineuse si quelques conseillers de M. Giscard, « que la confiance de Raymond Barre dotait d'un pouvoir suprême », n'avaient pas « grippé les rouages gouvernementaux » (2). Ce sont eux qui ont « démantelé » les réformes sur le statut des personnels universitaires et « enterré » les projets de révision du système d'enseignement aux étudiants. On savait que l'entourage du professeur Barre avait atténué les suppressions d'habitations de diplômes nationaux décidées par Mme Saunier-Seité, mais on ignorait son rôle pour éviter une forte diminution du nombre des étudiants boursiers.

S. B.

(1) Plon éd., 180 p., 45 F.
(2) Le *Canard enchaîné* du 26 février a publié quelques pages « qui auraient dû figurer dans le livre » ou Mme Saunier-Seité avait un portrait au vitriol de M. Raymond Barre.

Des évolutions qui favorisent les rencontres

(Suite de la page 23.)

Dans les grandes écoles, la recherche commence à être prise en compte et des laboratoires se créent ou se développent. Même la sélection, apaisée des écoles, commence à faire des adeptes à l'université.

Si le ministre de l'éducation nationale réussit, comme il le souhaite, à développer les formations professionnelles dans les universités, il va placer ces dernières en position de concurrence avec les grandes écoles. Si cette formation est non seulement complète mais aussi proche de la réalité qu'attend l'étudiant, et que, de plus, existent des possibilités de placement, un nouvel attrait pour les études universitaires apparaît peut-être.

Alors, universités et écoles seront deux cursus offerts aux titulaires du baccalauréat. Le choix deviendra plus important,

et de ce fait la sélection, qui existe à l'entrée des grandes écoles, aura tendance à devenir moins sévère.

Mais des enseignants et des administrateurs de grandes écoles n'envisagent pas cette évolution de la situation avec optimisme. Entraînés depuis plusieurs années dans une compétition souvent acharnée, entre elles, certaines écoles, en particulier de commerce ou de gestion, sont dévotement pour leurs responsables de véritables petites entreprises qu'il faut gérer suivant les lois du marché. Ces anciens professionnels de la vente ou de la promotion exigent ainsi leur école en produit dont il faut vendre les mérites et faire connaître les performances. Bien souvent, dans ces écoles, le service des relations publiques prend une place prépondérante. Et parfois une tendance à considérer les étudiants plus comme un marché qu'il faut conquérir ou des diplômés qu'il faut montrer

partout, apparaît au détriment des études, aux dépens des aspects les moins prestigieux de la formation.

Se comparant facilement à des petites entreprises face au secteur nationalisé, ces écoles veulent défendre leur spécificité ou, à l'encontre, leur originalité. A condition que cette « originalité » existe vraiment et ne se résume pas à la possibilité d'effectuer quelques stages dans des entreprises ou d'offrir aux élèves un laboratoire de langues en libre service. Ces écoles auront-elles les moyens financiers de rester indépendantes ? Le jour où les droits d'inscription atteindront des sommets, où les aides des chambres de commerce et de la taxe d'apprentissage ne suffiront plus à assurer le financement de certaines écoles de commerce, ces dernières connaîtront peut-être une aide de l'Etat. Et accepteront une intervention des pouvoirs publics.

SERGE BOLLOCH.

L'importance et le rôle des classes préparatoires

(Suite de la page 23.)

Les classes de préparation sont harmonieusement réparties sur tout le territoire national (deux cent vingt-six lycées, dont les trois quarts en province, avec en particulier quarante et un dans des villes où n'existe aucun centre universitaire). Cette décentralisation géographique les rend physiquement et psychologiquement très accessibles aux élèves de toutes origines sociales.

Le coût du cycle préparatoire est, par suite de cette répartition géographique, de l'existence d'internats et de bourses correspondantes, incomparablement moins élevé que celui de deux années d'études universitaires. Les classes préparatoires sont ainsi — pour une très forte part — à l'origine de la large et indiscutable démocratisation des cadres des entreprises françaises.

Par ailleurs, l'existence de filières spécifiques de préparation pour les écoles scientifiques, les écoles de commerce et de gestion, les écoles agronomiques, les écoles littéraires, est la meilleure garantie d'adaptabilité. Les associations de « sélectose » faites aux classes de préparation témoignent simplement d'une méconnaissance de leur fonctionnement réel. Les écoles sont bien

placées pour mesurer les insuffisances ou les imperfections de leur amont. Le dialogue permanent et organisé avec les responsables de ces classes et l'inspection générale (en particulier par les travaux des commissions amont de la commission des titres d'ingénieur, de la conférence des grandes écoles et de l'école polytechnique) a permis une évolution considérable et une adaptation permanente aux besoins de la nation.

La mise en cause de ce système de formation, sans assurance sur son remplacement par un système de qualité et d'efficacité comparables, ferait courir à la nation un risque inutile, à une époque où chacun s'accorde à reconnaître que la capacité du pays à développer et à diversifier ses formations de cadres, d'ingénieurs, de chercheurs et de professeurs est capitale. Il est indispensable que les classes de préparation soient maintenues dans la continuité de leur action.

Cela n'empêche pas qu'une intensification du rapprochement entre les écoles et les universités soit souhaitable. La conférence des grandes écoles est prête à faire des propositions importantes et constructives au grand débat qui s'ouvre. On notera que, jusqu'à ce jour, les

collaborations qui ont été engagées, dans le respect mutuel de l'identité de chaque système de formation, ont été particulièrement fécondes.

C'est dans cet esprit que doit être envisagée l'évolution des premiers cycles de l'enseignement supérieur : — la création parallèle dans les universités, de formations de premier cycle permettant la préparation des concours des écoles sur les programmes existant actuellement pour créer une émulation enrichissante pour tous et favoriser les rapprochements, sans contraindre a priori les spécialités ;

— la mise en place de dispositions réglementaires (par exemple : années sabbatiques...) permettant aux professeurs des classes préparatoires, sans altérer la qualité de leur action enseignante, de s'adonner en alternance à des travaux de recherche, d'approfondissement personnel ou d'ouverture sur les milieux économiques. Les laboratoires des écoles, les laboratoires des universités, les milieux industriels et les associations d'anciens élèves pourraient sans aucun doute déployer rapidement des propositions d'accueil et une telle suggestion était retenue.

PIERRE LAFITTE.

INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT ET DE TRADUCTION

RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'ENTREPRISE. CARRIÈRES JURIDIQUES INTERNATIONALES

i.s.i.t.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

21, rue d'Assas - 75006 PARIS Cedex 06 - Tél. 222-33-78

esci ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE INTERNATIONAL

Chambre de Commerce et d'Industrie de Melun

Vous êtes titulaire d'un diplôme de l'enseignement Supérieur (DUT, DEUG, BTS, Licence)...

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais...

DEVENEZ EN UN AN SPÉCIALISTE DE L'EXPORTATION, APPRENEZ LA NÉGOCIATION INTERNATIONALE AVEC UNE FORMATION PRATIQUE D'UN AN ET UNE MISSION DE VENTE À L'ÉTRANGER

Inscription au concours d'entrée à partir du 15 mars 1982.

Renseignements :
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE INTERNATIONAL
Avenue de Valvins - 77210 FONTAINEBLEAU-AVON
Tél. (4) 422-49-50
S'adresser à M. GAILLET - M. SAUREL

Bacheliers!

LE GROUPE E.S.S.E.C.

vous propose d'apprendre un métier ouvrant sur

Des carrières vivantes et variées.
Un secteur aux débouchés nombreux.
Ecole des Praticiens du Commerce International
Enseignement supérieur privé reconnu par l'État
3 ANNÉES D'ÉTUDES

— Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'E.S.S.E.C., créée par le Groupe ESSEC peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

SESSIONS D'ADMISSION :

— 8 juin (soirée) - 23 ou 24 juin (soirée)
— 13 septembre (soirée) - 24 septembre (soirée)
— Possibilité d'admission en 2^e année pour les titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle d'enseignement supérieur en Économie, Gestion ou Commerce.1^{re} SESSION D'ADMISSION— 20 septembre (soirée) - 1^{er} octobre (soirée)M
Adresse

désire recevoir la documentation de l'E.P.S.C.I.

E.P.S.C.I., B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex

Tél. : 030-40-57, postes 411 - 412

INGÉNIEUR INSA INSTITUTS NATIONAUX DES SCIENCES APPLIQUÉES

LYON - RENNES - TOULOUSE

Trois écoles qui contribuent au développement industriel et à la recherche scientifique depuis leur création en 1957.

● Un enseignement scientifique et technique de haut niveau : cinq années d'études post-baccalauréat.

● Une adaptation permanente aux mutations économiques grâce aux liaisons INSA-Industries.

● Un profil généraliste apprécié des entreprises et facilitant l'évolution des carrières.

● Prix de 300 diplômes, délivrés chaque année, soit 10 % environ du nombre d'ingénieurs diplômés en France.

● Relations permanentes avec l'étranger : recrutements et anciens élèves dans plus de 50 pays, échanges multiples, appels pédagogiques divers.

● Important potentiel de recherche fondamentale (doctorats) et appliquée (en 1981, 22 M.P. de contrats).

● Formation continue d'ingénieurs et cadres de l'industrie : 100 stages de perfectionnement par an, accession au diplôme d'ingénieur.

Scolarité : trois années, 3 ans, puis 3 ans dans une des options (biologie, chimie, électronique, informatique, génie civil, informatique, mécanique, physique).

Recrutement : concours sur titres, concours et concours à 3 niveaux : bac, bac + 2, maîtrise.

Candidatures : avant le 15 avril.

Renseignements :

INSA - Admissions

69081 VILLEURBANNE CEDEX

Tél. (7) 833-81-12

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE DE MARSEILLE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

L'école prépare en deux ans, après le baccalauréat, à un diplôme d'ingénieur reconnu par la Commission des titres. Classes préparatoires intégrées dans la scolarité.

ADMISSION :

— Par concours ouvert aux élèves des terminales C, D, E, les 3 et 4 juin 1982 dans les centres de : MARSEILLE, NICE, TOULON, BASTIA, MONTPELLIER, NANTES, ORLÉANS.

— Sur titres en première année normale : Math. Spé, DEUG A, D.U.T., Chimie.

FORMATION :

Ingénieur chimiste de formation générale concilie les problèmes technologiques et économiques auxquels se trouve confrontée l'industrie.

PROFIL :

Solide formation scientifique et appliquée en CHIMIE, GENIE CHIMIQUE, INFORMATIQUE, GESTION.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE ST-JEROME

rue Henri-Poincaré - 13397 MARSEILLE CEDEX 4

Téléphone : (91) 98-39-01

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE

PARIS - GEIGNON

des Sciences de la Vie, des Sciences Sociales

des Techniques appropriées

pour

l'Agriculture, l'Agro-Alimentaire, la Biotechnologie,

l'Aménagement de l'espace rural

DES INGÉNIEURS AGRONOMES (I.N.A.-P.G.)

à vocation générale

pour la recherche, les corps techniques de l'État,

le développement, la production, l'industrie,

le monde des affaires, la coopération technique internationale

Renseignements : I.N.A., 16, rue Claude-Bernard, 75005 PARIS

Tél. : 570-15-50

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

cycles alternés de formation supérieure développés en collaboration avec des entreprises et des organisations professionnelles.

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT ou BTS

prochaine session de recrutement : 23 avril 1982

date limite de dépôt des dossiers : 16 avril 1982

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

l'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.

prochaine session de recrutement : 16 avril 1982

date limite de dépôt des dossiers : 10 avril 1982

dossiers de candidatures et brochures détaillées en précisant le cycle à :

IGS, 25, rue François-1^{er} 75008 Paris

Etablissement privé d'enseignement supérieur.



Centre associé au CESA (HEC, IBA, OFC.)

UNE GRANDE ÉCOLE D'AFFAIRES AU SEIN DU PREMIER COMPLEXE EUROPÉEN DE TECHNOLOGIE AVANCÉE : SOPHIA ANTIPOLIS

Pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise ou titre étranger équivalent :

ADMISSION DIRECTE EN SECONDE ANNÉE

Entretien, dossier à compléter, test d'anglais.

DEUX ANNÉES D'ÉTUDE

Renseignements et inscriptions :

CERAM

Sophia Antipolis, B.P. 20

06561 VALBONNE Cedex

Tél. : (93) 33-95-95

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

La vidéo au Fo

INFORMATIONS « SERVICES »

AUDIOVISUEL

La vidéo au Festival

Le Festival du son et de l'image vidéo (1) a ouvert ses portes au grand public le mercredi 10 mars, après trois journées réservées aux professionnels (le Moode Dimanche du 7 mars). Les visiteurs y trouveront de nombreux matériels audiovisuels qui n'étaient pas présents les années précédentes, quand seul le son avait droit de cité au Festival. Mais les véritables nouveautés sont rares.

Ce sont sans doute les tables de lecture - engins encombrants et fragiles - qui voient les plus grands progrès. Sharp présente un combiné radio-disque portable, contenant une platine tourne-disque verticale, pouvant lire successivement sans manipulations les deux faces du disque. De même Mitsubishi a franchi la platine de l'horizontale. Pioneer présente une mini-platine d'un diamètre inférieur à celle d'un disque 30 centimètres, et dont le plateau sort vers l'avant pour s'adapter à la taille du disque, le positionnement du bras étant automatique. Technica offre une mini-platine comportant de nombreux automatismes (positionnement du bras, recherche des plages...), automatisés qui tendent à devenir standards sur les platines de taille normale. De même que les bras tangentiels.

On ne peut considérer comme des nouveautés les nombreuses présentations, annoncées de vidéos ou d'audiocassettes numérisées à lecture laser (Fischer, Grundig, Sony, Philips, Sanyo). La nouveauté serait qu'elles soient commercialisées en France. Certains prévoient cette commercialisation pour les audiocassettes numérisées à l'automne de cette année. En tout cas, l'échec paraît assez proche pour que Kenwood propose un amplificateur à fonctions multiples, pouvant être associé à un lecteur de vidéos, à un magnétoscope, aussi bien qu'à une table de lecture ou à un tuner.

On peut signaler aussi un système C.B.S. de réduction du bruit de fond des disques ; des téléviseurs à son stéréophonique ; des postcassettes de disques, antistatiques en fibres de carbone, exem-

(1) Palais des Congrès, porte Maillot. De 10 h à 20 h, tous les jours jusqu'au dimanche 14 mars inclus. Entrée : 20 francs (étudiants : 12 francs).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11. 03-82 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 11 mars à 0 heure et le vendredi 12 mars à 24 heures :

Entre la dépression d'Irlande et l'anticyclone des Açores circule un rapide courant perturbé. Une nouvelle perturbation abordera nos régions de l'ouest dans la soirée de jeudi, suivie de traverses nocturnes vendredi. Elle s'accompagnera de vents d'ouest soufflant en tempête.

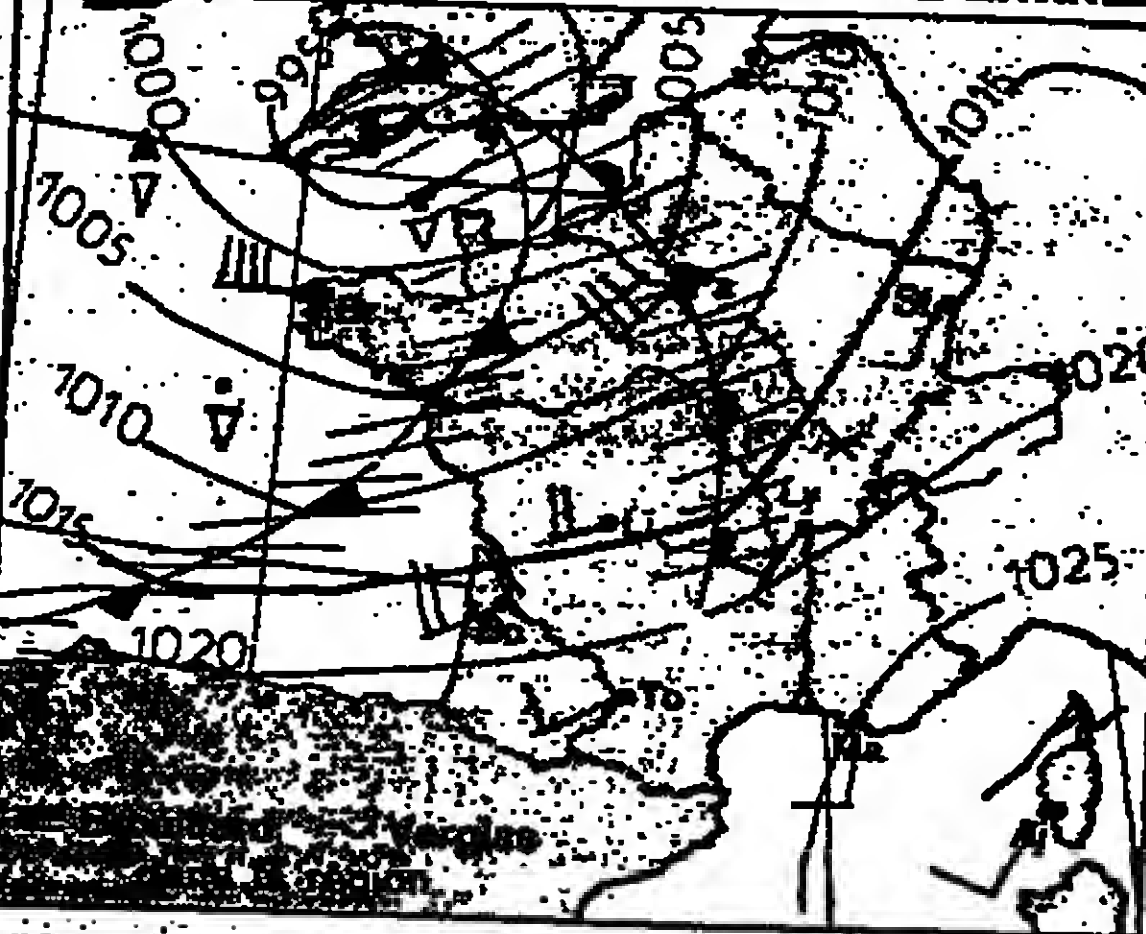
Vendredi, une zone de mauvais temps avec pluies et vents forts d'ouest affectera dès le matin une grande partie de notre pays à l'exception de nos régions méridionales où des éclaircies temporaires seront observées.

Dans la journée, les pluies s'étendront au midi, des chutes de neige se produiront en montagne et un temps plus variable avec alternance de brèves éclaircies et de gélules s'établira par le Nord-Ouest jusqu'au Nord, au Centre et à l'Aquitaine ; rotation des vents au Nord-Ouest. Températures minimales sans grand changement mais maximum en baisse de 2 à 4 degrés.

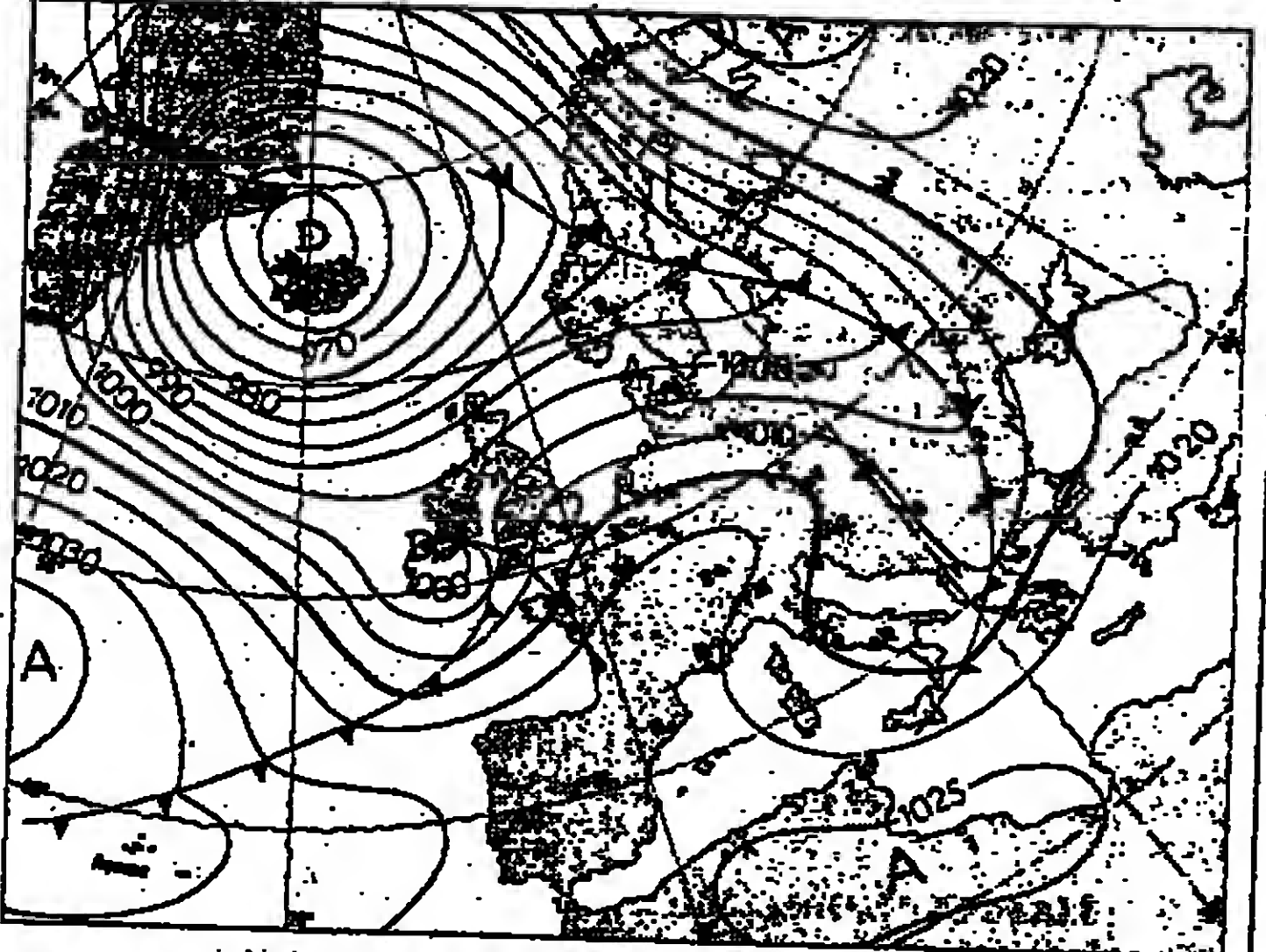
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 mars 1982 à 7 heures, de 1 011,5 millibars, soit 758,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 mars ; le second, le minimum de la nuit du 9 mars au 10 mars) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 12 et 6 ; Bourges, 10 et 3 ; Brest, 13 et 5 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 11 et 3 ; Clermont-Ferrand, 11 et 3 ; Dijon, 7 et 3 ; Grenoble, 13 et 4 ; Lille, 11 et 2 ; Lyon, 10 et 4 ; Marseille, 14 et 9 ; Nancy, 7 et 1 ; Nantes, 13 et 3 ; Nice, 14 et 8 ; Paris-Le Bourget, 10 et 3 ; Pau, 14 et 9 ; Perpignan, 12 et 10 ; Rennes, 13 et 4 ; Strasbourg, 11 et 2 ; Tours, 11 et 3 ; Toulouse, 13 et 8 ; Poitiers-Peigne, 29 et 19.

PRÉVISIONS POUR LE 12-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 12 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 5 degrés ; Amsterdam, 9 et 4 ; Athènes, 12 et 6 ; Berlin, 12 et 5 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 10 et 3 ; Le Caire, 19 et 12 ; Casablanca, 19 et 15 ; Copenhague, 4 et 1 ; Dakar, 22 et 17 ; Genève, 11 et 2 ; Jérusalem, 9 et 4 ; Lisbonne, 17 et 11 ; Londres, 13 et 2 ; Luxembourg, 6 et 1 ; Madrid, 16 et 2 ; Moscou, 3 et -9 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, 2 et -2 ; Palma de Majorque, 15 et 11 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, 2 et 0.

L'état de la neige en France : En fin de semaine dernière les chutes de neige ont été modestes à assez fortes sur les Pyrénées occidentales et centrales, et la neige a été ventée sur les Pyrénées-Orientales. Sur les Alpes, des chutes de neige de dix à vingt centimètres entre 1 500 et 2 000 mètres se sont

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 11 mars :

DES DÉCRETS

• Autorisant le rattachement par voie de fonds de concours du produit de diverses recettes de caractère non fiscal au budget du ministère des transports.

• Pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire.

• Relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse centrale de crédit coopératif.

DES LISTES

• Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole des affaires de Paris.

• Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole des hautes études commerciales (promotion 1981).

• Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Institut supérieur des affaires (promotion 1981).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 MARS

• Hôtel Soubise, 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois, Mme Broussais.

• Château de Neuilly, 15 heures, 52, boulevard d'Argenson, Mme Bouquet des Chaux.

• Dans les pas de François d'Aubigné, 15 heures, devant l'église Saint-Gervais, Mme Lamarchand.

• Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennes (Caisse nationale des monuments historiques).

• Les chefs-d'œuvre du Louvre, 10 h 30 et 15 heures, musée du Louvre.

• Institut de France, 14 h 45, 23, quai Conti (Approche de l'art).

• La collection Thyssen, 11 heures, Petit Palais (Arts).

• Palais du Luxembourg, 15 heures, 29, rue de Condé (Mme Camus).

• Hôtel Jacquemart-André, 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Mme Haullier).

• De Monet à Matisse, 14 h 45, 13, avenue du Président-Wilson (Tourisme culturel).

• 15 heures, 15, rue J.-J. Rousseau, Mme Y. Duplessis : « Rencontres avec des sujets remarquables en psychokinésie ».

• 15 heures, Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. L. Liboury : « Plasticité de la glace et écoulement des glaciers ».

• 15 heures, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, J. rue Victor-Cousin, M. C. Prevost : « L'énergie comme espoir utopique jusqu'à maintenant » (Université populaire de Paris).

• 15 heures, 5, rue Largillière, M. B. Ludwig : « L'économie, moteur de l'histoire ».

• 16 h 30, 151, boulevard Saint-Germain, M. Penzance : « Quand les peintres recevaient des prix de poésie... ».

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75437 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres et capitaux d'impression.

Demain

dans

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

LA HONGRIE : Liberté derrière le rideau de fer

BREF

CONCOURS

PHOTOS A ROUEN. - L'Ecole supérieure de commerce de Rouen organise un concours de photos sur le thème de la communication. • Boulevard André Siegfried - BP 34 - 76130 Mont-Saint-Aignan, tél. (35) 74-83-00.

CULTURE

CAMERAPRESS (129, rue de la Pompe - Paris 16) publie, chaque mois, une lettre d'information culturelle européenne personnelle, sur abonnements, destinée aux médias et aux collectivités voulant avoir trois mois d'avance sur l'actualité (expositions, théâtre, musique, oratorios, salons) : 1 800 F par mois, hors taxes.

DOCUMENTATION

ANNUAIRE IMMOBILIER. - La dix-neuvième édition de l'Annuaire général immobilier vient de paraître. L'ouvrage se compose de deux parties : un répertoire pratique très apprécié pour ses données essentielles, ses études conçues pour une utilisation pragmatique et rapide, ses documents, ses barèmes et ses tableaux ; l'annuaire proprement dit, constitué par les listes des professionnels classés par départements et localités - par arrondissement à Paris, à Lyon et à Marseille - avec mention de leur spécialité ainsi que de leur éventuelle détention d'une carte professionnelle. Y sont annexées des listes téléphoniques numériques, pour la région parisienne, les

Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Rhône.

• R.N.P.O., 3, rue des Pyrénées, 75001 Paris. Tél. : 296-15-08. 245 F t.t.c. port et emballage compris ; 215 F t.t.c. prix chez l'éditeur.

STAGES

POTERIE, GRÈS, TISSAGE. - Les ateliers du CREP, association agréée par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports, organise des stages de formation à diverses techniques artisanales : la poterie-céramique (cinq degrés, d'une semaine chacun), le grès (trois degrés, d'une semaine chacun), le tissage (un seul degré, selon la technique des Gobelines, sur une semaine). Toute formation complète sera sanctionnée par un diplôme d'école.

• Centre régional d'éducation populaire, 1, rue du Docteur-Le Saive, 92230 Châtigny-Malakay, tél. 660-67-53.

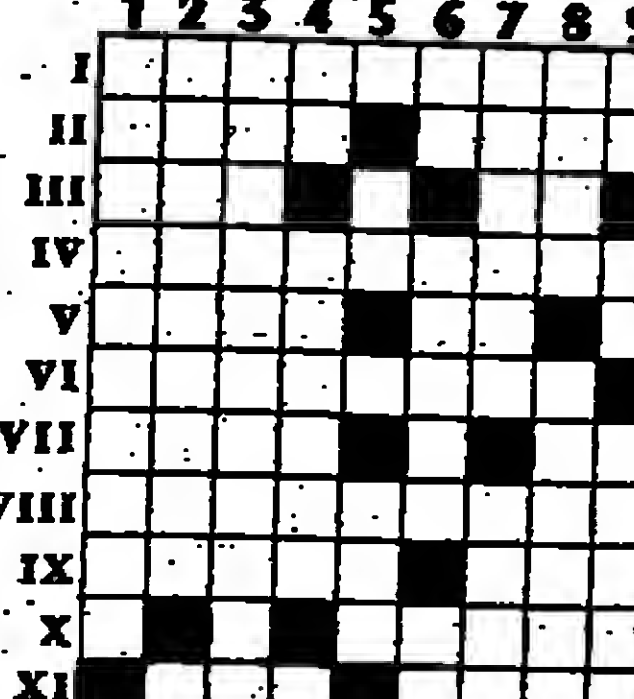
VIVRE A PARIS

AUBER A AUBER. - A l'occasion du bicentenaire de la naissance de Daniel-François-Esprit Aubert (1782-1871), une exposition consacrée à ce compositeur est présentée du 9 au 30 mars dans la salle Aubert du R.E.R. Réalisée par la délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, cette exposition évoque, à l'aide d'affiches, de photographies et d'un audio-visuel, un siècle d'histoire et de musique.

DIX MILLE PLACES DE CRÊCHES EN 1983. - Le nombre de places en crèches a doublé à Paris depuis 1977 et il atteindra 10 000 au début 1983 (dont 8 843 places en crèches privées subventionnées par la Ville), a indiqué le maire de Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3144



HORIZONTALEMENT

I. On n'éprouve aucun scrupule à faire payer l'addition à cette dame. - II. Guide d'Italie visible dans les musées français. Ne prend ses repas qu'avec de la viande saignante. - III. Multiplicateur. Note. - IV. Grand écran où brillent les plus célèbres étoiles. - V. Dans les bois d'un animal forestier. Préfixe. - VI. Pile imitation. - VII. Une génération séparée, celle qui le donne et celui qui le prend. Familiarité. - VIII. Permettent la nuit de réver les yeux ouverts. - IX. Débarassez. Leur droit de priorité sur les autres est imprescriptible. - X. Réticence militaire. - XI. Epoque des coups de fusil, précédant celle de la chasse. Complément direct d'un « masculin » singulier.

VERTICALEMENT

I. On peut l'embrasser sans en être amoureux et l'épouser par nécessité. - II. Nom générique d'une famille comprenant des crâches et des gourdins. - III. Placent sur un siège. - IV. Négation. Qualifie un personnage défectif ou en désigne un autre très décrié. - V. Expression d'un contentement précoce. Système dans lequel la seconde est troisième. - VI. Copulative. Ne figure pas à la hune quand il est en vedette. Se range au cours d'une chienne de vin. - VII. Élément essentiel de certains ponts. Serait bien embarrassé s'il devait marcher à quatre pattes. - VIII. Commence paradoxalement dès qu'il y a prescription. Etalé pour sécher ou reculé pour avoir séché. - IX. Préposition. Personnel. Ancienne capitale du Venezuela.

Solution du problème n° 3143

Horizontalement
I. Ecrivain. - II. Coureuses. - III. Ruban. Eau. - IV. Arise (cf. « fortune »). Roc. - V. Sac. Ure. - VI. Ego. Ru. Uk. - VII. Rêve. Sort. - VIII. Dressée. - IX. En. Griez. - X. Pipa. Eu. - XI. Hôte. Sor.

Verticalement
I. Ecraser. Epi (cf. « couronne »). - II. Courage. Nil. - III. Rubicon. Pô. - IV. Iras. Ergot. - V. Veneur (cf. « contour »). Er. - VI. Au. Russie. - VII. Isère. Ossus. - VIII. Néma. Urée. - IX. Suette. Et.

GUY BROUTY.

Les femmes en politique

La politique est encore une chasse gardée des hommes. Mais les femmes y sont maintenant bien présentes et aspirent aux pleins pouvoirs.

Cette semaine dans Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

théâtres

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

• LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES •
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

RADIO-TÉLÉVISION

Ouverture au grand angle

(Suite de la première page.)

Il y a, en ce domaine, coexistence obligatoire, et contradiction entre des forces qui ne peuvent pas trouver, naturellement, leur équilibre : pouvoir d'Etat ; pouvoir des commandements mis en place ; pouvoir syndical ; pouvoir-journaliste ; pouvoir du corps constitué des autres médias, complices ou concurrents ; pouvoir ou faiblesse des usagers qui n'ont jamais que la parole qu'on leur prête.

Avec ces diverses composantes, on a fait, jusqu'à présent, de la télévision, alors que ce sont des lois physiques qui s'imposent. Archimède, contre Nostradamus, Nostradamus n'a cessé de prévoir la victoire du plus fort.

Tout corps plongé dans l'audiovisuel y a rencontré une poussée plus forte que la poise du volume de l'audiovisuel. Les réponses étaient communes, mais personne ne posait de questions : qui décide ? Qui ordonne ? Qui exécute ? Qui contrôle ? De qui chacun de ces qui détiennent son autorité ?

Cette fois, on va répondre ! Dire quelles sont les compétences que le gouvernement retient et quelles sont celles qu'il délègue. Et préciser leurs conditions d'exercice, les secondes étant destinées à accomplir en toute liberté.

En droit civil, la tutelle des mineurs cesse par l'émancipation ou l'arrivée à l'âge de la majorité.

Le droit public devrait pouvoir émanciper aujourd'hui les héritiers de la civilisation technique de l'image et du son. Tel est bien l'intention de la loi en préparation. Non pas réformer les modes de gestion d'une grande machine administrative pour y introduire d'autres mécanismes de domination. Mais imaginer dans un nouvel univers d'échange entre les hommes l'organisation de la transmission des signes multiples que les nouvelles données technologiques leur permettent désormais de s'adresser, en sachant bien que le procédé d'émission du signal et le contenu du message qu'il porte ne peuvent ni ne doivent jamais être séparés.

C'est l'un des enjeux du combat permanent et rude de l'intelligence, de l'imagination créatrice et de l'humanité contre le savoir et les pratiques bureaucratiques des sciences économiques et industrielles. Le temps est donc venu d'inventer, d'innover et d'oser. En commençant par bousculer les règles usées sur lesquelles demeurent fondés l'existence et le fonctionnement de notre système audiovisuel de communication. Ce qui appelle l'audace de remettre

en cause les définitions d'un monopole défectueux que nous avons repues d'un lointain cousinage. Cet héritage n'est d'ailleurs plus « gérable ». Il y a eu Radio-P.T.T. et il y a eu le poste à galène. Voici la fibre optique, la télévision numérique, le disque digital, la télématique et le satellite de télédiffusion directe.

Lorsque le droit ignore le fait, la réalité l'emporte. Les règles de la société ne résistent pas davantage aux mouvements de fond que la traversent. L'aspiration individuelle et collective à d'autres modes d'échange a acquis aujourd'hui une force révolutionnaire. D'autant plus puissante qu'elle s'affirme hors de nos frontières et y trouve satisfaction.

L'attitude frileuse qui a jusqu'ici prévalu, il est temps de substituer le réalisme et la volonté qui inventent. Ceux qui sont tentés de s'attarder devraient songer qu'avec ou sans leur accord les Français auront accès, avant la fin de la décennie où nous sommes entrés, à une dizaine au moins de programmes. Il est plus sage de prendre conscience et mesure de cette prolifération inéluctable. De s'en réjouir comme d'un progrès, plutôt que de se plaindre comme d'une perte de puissance. D'en prévoir l'organisation plutôt que d'en subir l'anarchie.

Loin de renoncer dans ce débat majeur à leurs responsabilités, les pouvoirs publics doivent au contraire les assumer pleinement.

Si ce ne sont ses origines que l'on refuse, ce sont ses compétences. La haute autorité n'aura pourtant pas, dans l'esprit de la loi, à faire le droit. Mais elle aura mission de le dire et de veiller à son application.

On retrouve ici le conflit de pouvoirs déjà évoqué. Si, entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir des médias, l'arbitrage d'un juge est refusé, le plus puissant continuera à rendre sa justice et la démocratie continuera à perdre tous les procès. Et tandis que les plaideurs se disputent les coquilles, des commerçants malins se partageront les fruits. Car l'enjeu véritable est bien là : le besoin d'une nouvelle communication existe. On l'a heureusement reconnu. Si le service public n'y avait répondu, il se trouverait des marchands heureux d'y satisfaire.

Bien sûr, la loi ne dira pas tout : sur le chantier qu'elle ouvre, il restera beaucoup à faire qu'il faudra d'abord imaginer. D'autres dispositions à intervenir dans les textes réglementaires devront ainsi organiser l'accès des jeunes à ces réseaux et à ces nouveaux médias ; donner - et d'une façon qui ne soit pas symbolique - toute sa place à l'audiovisuel et à son enseignement, pratique et théorique, à l'école, au lycée, à l'université ; donner à la recherche fondamentale le cadre et les moyens qui lui sont nécessaires pour investir ce champ où la France, d'ailleurs, s'est illustrée par une tradition ancienne avec des noms aussi prestigieux que ceux de Marrey, Méliès et plus près de nous, d'Abel Gance, à qui l'Américain Coppola, promoteur en son pays de des nouvelles techniques de l'image, rendait tout récemment hommage, et ce n'est pas un hasard.

L'avenir de l'audiovisuel passe par ces voies. La communication a ceci de commun avec la liberté qu'elle porte toujours le visage de la jeunesse et semble chaque jour à réinventer.

GEORGES FILLOUD.

Les syndicats sont informés des décisions définitives

Les syndicats sont, ce jeudi 11 mars, reçus par M. Georges Fillood, ministre de la communication, qui leur a présenté la réforme de l'audiovisuel telle qu'elle devrait ressortir de l'essentiel du projet de loi. La base même de la réforme est constituée par les syndicats : le principe de la haute autorité, le maintien de l'autonomie des différentes sociétés dans le cadre du service public. Deux points sur lesquels il ne saurait être question pour le gouvernement de revenir. Peu d'éléments nouveaux devaient être apportés ce jeudi par M. Georges Fillood. Quelques précisions cependant : l'introduction, d'une part, de la redondance dans les ressources de la Société française de production afin de lui assurer une autonomie financière et une capacité d'investissement.

Enfin, le conseil national de la communication audiovisuelle sera composé de cinquante-trois membres nommés pour trois ans. Les comités régionaux seront composés selon le même schéma que le conseil national avec quarante-huit membres : les organisations professionnelles, les associations culturelles et d'éducation populaire, les associations familiales et sociales, les travailleurs permanents et intermittents de l'audiovisuel, y seront notamment représentés.

Grève à Radio-Monte-Carlo

« Micro ouvert », émission quotidienne sur Radio-Monte-Carlo de Marie-Christine Courtyou, n'a pas été diffusée ce jeudi matin 11 mars. La section du syndicat monégasque de l'audiovisuel a lancé un mot d'ordre de grève générale de deux heures (de 10 h à midi) sur l'ensemble des fréquences GO, FM et ondes moyennes, interrompant ainsi tous les programmes (sauf l'international).

Pour le syndicat, il s'agit surtout d'un avertissement. D'accord pour « prendre en compte une nouvelle définition de la radio », le personnel de Monaco veut conserver sa part de décision dans le changement amorcé depuis plusieurs mois par le nouveau directeur, M. Jean-Claude Hébert (le Monde du 11 mars). Selon M. Roger Benati, responsable du syndicat, on assiste à « une tendance de glissement très nette des pouvoirs de décision de Monaco sur Paris ».

Cette situation, qu'ils ont déjà connue avec d'autres directions, aggravée par le contentieux qui oppose depuis toujours les deux centres, est dénoncée depuis six mois au travers de motions et de télégrammes envoyés à la direction générale ainsi qu'aux hautes instances de tutelle. « La limite a été atteinte de ce qu'il est possible d'admettre sans que la situation devienne irréversible et

compromette l'avenir de la station et de son personnel », déclare aujourd'hui le syndicat monégasque de l'audiovisuel, dont le mot d'ordre de grève a été lancé en même temps que celui de l'Union des syndicats de Monaco à l'ensemble des salariés de la principauté pour des problèmes généraux de travail.

L'émission dominicale

« Toute une vie dans un dimanche », que présente Patrick Sabatier sur TF1, changera de formule et de titre à partir du 11 avril. Programmée de 14 h 10 à 19 heures, avec une interruption d'une heure cinquante pour un magazine sportif, l'émission était jugée trop longue par les responsables de la chaîne. M. Sabatier a accepté, après discussions, de la réduire à soixante-quinze minutes. Il en fera, dit-il, « un grand show », et il confie ainsi les rouages qui circulaient depuis deux jours sur son éventuel départ de la chaîne.

Le dimanche après-midi de TF1 se présentera donc ainsi : 14 h 15, l'émission de Patrick Sabatier ; 15 h 30, « Sports-Dimanche », suivie d'un dessin animé ; 18 heures, une série française ou étrangère ; 19 heures, « Pleins Feux », de José Artur.

Jeudi 11 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Colomba. Réal. : G. Battisti, avec A. Canovas, A. Cuny, E. Pozzi. Adapté de Prosper Mérimée, l'affaire d'un homme et de vengeance devient ici moins forte d'avoir été enjolivée. De bons interprètes néanmoins.

22 h Documentaire : la Terre en héritage. L'ère du tel : pouvoir et magie. Un inventaire très bien documenté mais didactique des matières premières du globe.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Situation 82. De P. Dumas et L. Barthe. Les médecins malades de la médecine. 21 h 40 Sport : Patinage artistique. Championnats du monde (à 23 h 30).

22 h 45 Magazine : Les ardeurs du rock. Avec les groupes Madness et Opposition.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : « Poussière d'étoile ». Film de J.A. Sardi (1973), avec A. Sardi, M. Vial, L.P. Law, E. Fajou, W. Ostré, C. Daguerre. Un cabotin habillé et sa troupe minable partent de Rome, en 1943, pour une tournée dans les Abruzzes. Mais les alliés ont

débarqué et les comédiens sont pris dans les remous de la guerre, avant de connaître un triomphe éphémère devant les soldats américains. Comédie satirique sur les compagnies théâtrales ambulantes, typiquement italiennes. Malheureusement, Alberto Sordi n'a assuré la réalisation de ce film - inédit en France - que pour se mettre en valeur. Il use et abuse de gros effets, ainsi que sa partenaire, Monica Vitti.

21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Les amnésies. 20 h, La Radio Suisse Romande présente : Tom Paine, de P. Fournier. 22 h 30, Nuits magiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : Radio-Jérusalem : « Esther », oratorio de Handel par les chœurs de kibboutz de Haifa, chef des chœurs : M. Shavit ; et l'Orchestre symphonique de l'Etat. Dir. G. Bertini, sol. J. Goussier, soprano, M. Zakai, contralto, N. Jekins, ténor, P. Saville, baryton.

23 h 30, La nuit sur France-Musique : Studio de recherche radiophonique : Œuvres de Ellberg ; 0 h 5, Mare Nostrum, œuvres de Grosse, Bizet, Milhaud.

Vendredi 12 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponses à tout. 12 h 30 Les visiteurs du jour. 13 h Journal. 13 h 35 Emissions régionales. 14 h Télévision scolaire. Evénement : dominance sciences sociales. 18 h C'est à vous. 18 h 25 L'été aux enfants. 18 h 40 Quotidiennement votre. Le corps en question.

19 h 50 Les parcs de TF 1. 19 h 55 A la une. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 Vous pouvez compter sur nous. 20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Colomba. Réalisation G. Battisti, avec A. Canovas, A. Cuny et E. Pozzi (deuxième partie). Dans une atmosphère tendue d'un village corse le sombre Colomba ne renonce pas à son obsession de vengeance. Qui fera Oro, son frère ?

22 h 10 Patinage artistique. Championnats du monde. 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. 12 h 5 Passez donc me voir. 12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche. 12 h 45 Journal. 13 h 45 Emissions régionales. 13 h 45 Sports : Les retours des années grises. 14 h Aujourd'hui la vie. Être musulman aujourd'hui.

15 h Série : Super Jérôme. Rendez-vous en haute mer. 15 h 50 Magazine : Un temps pour tout. De J.-P. Spino. L'orientalisme d'art : Chances à l'histoire : Potin magique : Temps de vivre : Pages pratiques.

16 h 45 Série documentaire : La Renaissance... Espagne : la reconquête et la conquête, réal. R. Darbois. La conquête du Mexique après la découverte de l'Amérique : la civilisation chrétienne remplace celle des Aztèques.

17 h 50 Récit A 2. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18 h 10 D'accord, pas d'accord (L.N.C.). 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 Les gens d'ici. 20 h Journal.

20 h 35 Filleton : Le chef de famille. Trois de la rue Michenskatia. Film soviétique d'A. Rom (1927). Avec N. Balout, L. Semionov, V. Vogel, L. Youssouf (Musc.-N.). Dans les années 20, à Moscou, un couple vit dans une petite chambre en sous-sol. Le mari héberge un ancien camarade de guerre qui se met à courtiser sa femme et prend sa place. Les conséquences de la crise du logement sur les relations sociales. Un sort original dans le cinéma soviétique de l'époque. Réalisme intimiste de la mise en scène. Vértigé social de la fin de la période de reconstruction, dite de la N.E.P. (passage au socialisme, par le libéralisme économique).

21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de P. Rivet. Attention à la marche... de l'histoire. Avec Cl. et J. Broylelle (les illusions retrouvées) ; J. Daniel (« le Nouvel Observateur », thème de l'histoire) ; E. Le Roy Ladurie (Paris-Monpellier, P.C.-P.S.U., 1945-1963) ; A. Finkelshtat (l'avenir d'une négation).

22 h 55 Journal. 23 h 5 Ciné-club (cycle U.R.S.S. insolite) : les Trois de la rue Michenskatia. Film soviétique d'A. Rom (1927). Avec N. Balout, L. Semionov, V. Vogel, L. Youssouf (Musc.-N.). Dans les années 20, à Moscou, un couple vit dans une petite chambre en sous-sol. Le mari héberge un ancien camarade de guerre qui se met à courtiser sa femme et prend sa place. Les conséquences de la crise du logement sur les relations sociales. Un sort original dans le cinéma soviétique de l'époque. Réalisme intimiste de la mise en scène. Vértigé social de la fin de la période de reconstruction, dite de la N.E.P. (passage au socialisme, par le libéralisme économique).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h D'un soleil à l'autre. Une émission de J.-C. Widemann. A l'occasion de la Semaine internationale de l'agriculture. 18 h 30 Pour les jeunes. Les Wombles : Vive le volley : Des livres pour nous ; l'infomatique.

18 h 55 Tribune libre. Entreprises de mille humeurs, industrielles et commerciales (ETHIC).

FRANCE-CULTURE

19 h 10 Journal. 19 h 20 Emissions régionales. 19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Ulysse contre Ulysse. 20 h Les jours. 20 h 30 Le nouveau vendredi. L'or blanc de la Taïga. Réalisation Pierre Babcy. Sur le plus grand chantier du monde, dans le grand nord québécois, vivent et travaillent ensemble 18 000 personnes, couples du monde extérieur et enfants par les salaires élevés, rancun d'un travail inhumain.

21 h 30 Jacques Faizant ou l'œil à la main. Une émission de J.-D. Verhaeghe. Réalisation E. Madine. A la rencontre du dessinateur du Figaro qui a créé depuis 1945 près de 26 000 dessins humoristiques. 22 h 25 Journal. 22 h 45 Magazine : Thésaïssa.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 7, Musique des arts du spectacle. 10 h 45, Le texte et la marge : « L'impossible M. Biorce », avec C. Lescarpe. 11 h 2, Instruments rares : le piano forte (J. Demus interprète Schubert). 12 h 5, Agnès : Le message actuel de la philosophie de l'Inde, avec G. Yalita. 12 h 45, Panorama : Avec M. Winick. 13 h 30, Musiques extra-européennes : Musique instrumentale à Java.

14 h 5, Son : Java. 14 h 5, Un livre, des voix : « Musique pour camélions », de T. Capote. 14 h 45, Les incantations de l'histoire : Agostino Chigi. 15 h 40, Contact. 16 h, Pouvoirs de la musique : « La vera storia », à la Scala de Milan. 18 h 30, Filleton : « la Cloche d'Islande », d'après H. K. Lescarpe.

19 h 25, Jazz à l'ancienne. 19 h 30, Les grandes œuvres de la science moderne : le Soleil. Réalisation : Eberhard Delacour. 21 h 30, Black and Blue : Nouvelles brésiliennes, avec F. Paglia. 22 h 30, Nuits magiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Le dique, une affaire qui tourne... œuvres de Stravinsky, Holst, Copland ; 10 h, Un document inconnu, œuvres de J.-S. Bach ; 11 h, Un jeune producteur, avec J. Frater, Mémbrin et G. Grapin. 12 h, Équivalences : Œuvres de Scarlatti, Beethoven, Debussy.

13 h 35, Jazz s'il vous plaît. 13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : Œuvres de Beethoven, Hummel, Konietzky, avec C. Schneider, mandoline. 14 h 4, Boîte à musique : Œuvres de Telemann, Savouret. 14 h 30, Les enfants d'Orphée. 15 h, D'une oreille à l'autre : Œuvres de Elgar, Clément, Berlioz.

17 h 2, L'histoire de la musique : La philosophie musicale du Moyen Âge. 18 h 30, Studio-concert (en direct du Studio 106) Œuvres de Frescobaldi, Gabrieli, Geminiani, Scarlatti, Vivaldi ; avec T. Kompan, clavessin, C. Cota, violoncelle. 19 h 38, Jazz : Le clavier bien rythmé. 20 h, Concert (en direct de Stuttgart) : « Miserere » de Harnmann, « Concerto pour piano et orchestre n° 2 » de Liszt, « Symphonie n° 2 » de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, sol. E. Ax, piano, dir. U. Segal.

23 h 15, La nuit sur France-Musique : Coup d'œil sur les concerts de piano de Beethoven ; 23 h 5, Eterna, l'âge d'or de la Comédie musicale américaine filmée (première partie) ; 0 h 5, Musiques traditionnelles, musique soufi.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 11 MARS

- M. André Lajoinie, secrétaire du comité central du P.C., responsable des questions agricoles, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

- M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est invité sur Europe 1, à 19 h 15.

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est reçu au journal de FR.3, à 21 h 55.

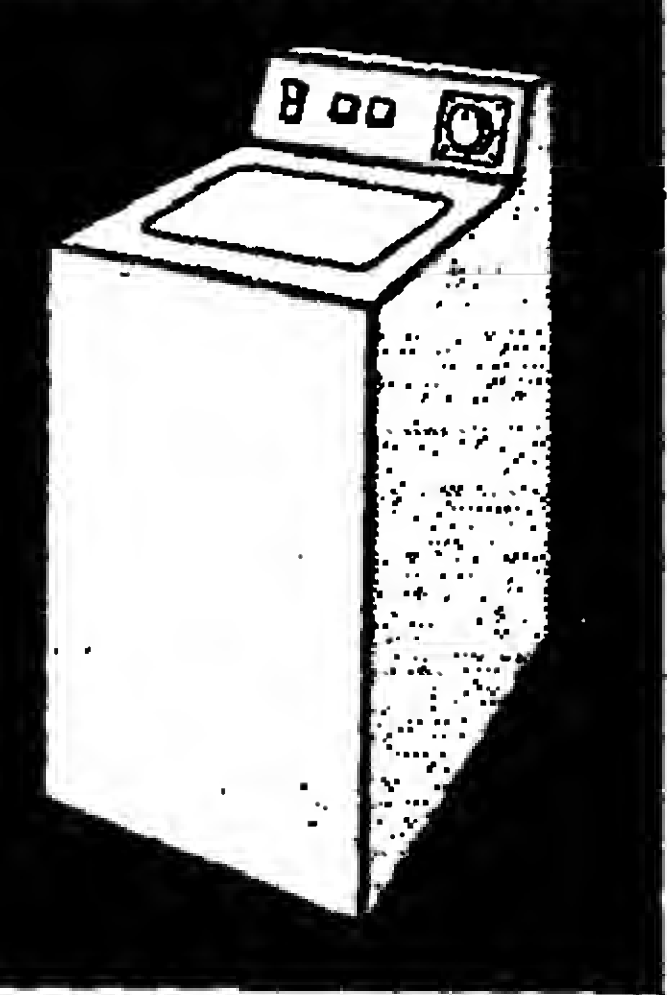
VENREDI 12 MARS

- M.M. Guy Hermer, membre du bureau politique du P.C. et député des Bouches-du-Rhône, et Bernard Stasi, président, délégué du C.D.S., participent au « Grand débat » de R.M.C., à 12 h 45.

- M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., est invité sur Europe 1, à 19 h 15.

THOMSON
fait confiance
à ARIEL

ARIEL EST PRÉSENT AUX ARTS MÉNAGERS
À LA DÉFENSE
DU 10 AU 15 MARS - CNIT 4^e NIVEAU



| | La ligne | La ligne TTC |
|-----------------------|----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITALUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne TTC |
|--------------------|----------|--------------|
| ANNONCES ENCADREES | 40,00 | 47,04 |
| OFFRES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,45 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de perceptions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet
MEMBRE DU GROUPE A.B.N.

RECHERCHE POUR L'UNE DE SES AGENCES PARISIENNES

UN DEMARCHEUR

(23 ans minimum)

pour une Clientèle de Dépôts (Particuliers, Commerçants et Professions libérales).

Titulaire au minimum du B.P. de Banque.

— L'expérience du poste et le goût pour la démarche sont indispensables.

— La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

— Ce poste devrait déboucher à terme sur des fonctions plus larges au sein de la Banque.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. et prétentions à Banque N.S.M. - Section Recrutement - B.P. 466.08 75366 PARIS CEDEX 08.



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST
recherche
pour leur confier des études de haut niveau

INGENIEURS SYSTEMES Grande Ecole

Leur mission s'exercera :

- sur des équipements associant l'électronique analogique, digitale, l'optique et la mécanique.
- sur l'ensemble des techniques liées au fonctionnement propre des équipements et à leur utilisation
- sur l'optimisation des produits nouveaux.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes
94450 LIMEIL BREVANNES.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

(250 personnes)

recherche pour les domaines d'activités suivants :

- Matérialisation d'installations clés en main en France et à l'étranger.
- Ingénierie de sécurité (sécurité des systèmes - études de sécurité).
- Calculs des structures de bâtiment adaptés à des risques particuliers.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(Centrale, Mines, ENSAM)

JEUNES INGÉNIEURS

(ESIM, INSA, ESTP, ENSI Chimie, ENSI Génie chimique)

TECHNICIENS

Pour études générales d'installations (BTS, DUT)

UN (E) DOCUMENTALISTE

(DUT, BTS Chimie)

Lieu de travail : PARIS (12)
Envoyer C.V. (lettre manuscrite) et photo sous le n° 27214, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-BRANDT

Branche Brandt Armements

recrute dès à présent pour sa Direction des Etudes et du Développement

plusieurs ingénieurs diplômés(ées)

ENST - ECP - ECL - ESE - ENSERG - ENSAE - ENSAM - ENSMA - ESPCI

Débutants ou première expérience d'application, pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'Armements aéronautiques et de missiles.

Lieu de travail :

SAINT-DENIS (93) ou LA FERTE SAINT-AUBIN (45)

Ecrire à Monsieur PERRIN, Directeur du Personnel
52, Champs Elysées - 75008 PARIS.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PUBLICITÉ PRESSE
Quartier CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche

SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE

Jeune, dynamique, bonne culture générale, 2 ans d'expérience, disponible, esprit d'initiative et d'équipe.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 828 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COMITÉ D'ACCUEIL
FONDATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

recherche

ANGLICISTES

GERMANISTES

HISPANISTES

PROFESSEURS OU ÉTUDIANTS

24 ANS MINIMUM

Résident région parisienne.

Bonne connaissance du pays

société, pour enseignement

sejour linguistique.

ANGLAIS, ALLEMANDE,

ESPAGNE, ÉTÉ 1982.

Prévoir dossier de candidature

à l'adresse :

Centre d'Accueil,

Tour Pasteur, 17, av. de Châtelet,

75043 Paris Cedex 13 - 01-42-12-53.

E.T.T. recherche

ANALYSTES

PROGRAMMEURS Hommes sur

IBM 34 - GAP R expérimentés.

Poste immédiat.

Se présenter :

EXPRESS SECRETARIAT

15, rue du Faubourg-Montmartre,

Paris. 9^e Tél. 523-34-40.

COMPAGNIE D'ASSURANCES

recherche pour ses bureaux

à CLICHY

JEUNE LICENCIÉE (E)

en Droit ou

RÉDACTEUR (TRICE)

Niveau Bac minimum, ayant

expérience en contact avec

recruteurs de presse.

Ecr. avec C.V. et prétentions à

L.T.P. 25, rue de la Chapelle,

Nouvelle 75003 Paris Cedex 02.

Qui transmettra.

INSTITUT D'ÉTUDES

CODIFICATEURS

(TRICES)

Pour 3/4 mois.

Niveau Bac, bonne

connaissance de l'anglais.

Env. C.V. + photo obligatoire

à l'adresse :

8 bis, rue de Rouvray,

92200 NEUILLY.

Charge

SECRÉTAIRE

INSTRUMENTISTE

plusieurs années d'expérience

et références exigées

pour assister neurochirurgien.

Voltaire indispensable.

Polytechnique d'Orgermont

48, r. d'Orgermont

15000 ARGENTAN.

Société Electronique Banlieue

Sud-Est recherche

ACHETEUR et

ACHETEUR PRINCIPAL

Entre S/N 455 à P.M.P.

38, r. de l'Arcade 75008 PARIS.

Société Electronique Banlieue

Sud-Est recherche

INGÉNIEUR-ELECTRONIC

pr B.E. électronique marine

connaiss. micro processeur exi-

gées. Ecr. S/N 455 à P.M.P.

38, r. de l'Arcade 75008 PARIS.

recherche :

INGÉNIEUR-

ELECTRONIC

Solides connaissances en élec-

tronique, formation ou

bonne expérience de navigation,

connaissance et pratique

du langage tel que Fortran

indispensables.

Sera chargé de :

- développer

et mettre au point méthodes de

calcul des effets de champs élec-

troniques, impulsionnels

sur lignes, antennes ou éléments

de structures des installations

- participer à des essais, esti-

mations : numériques, prélimi-

naires et analyse des résultats.

Docteur 3^e cycle ou Docteur

ingénieur.

Nationalité Française. - Salaire

annuel brut 65.000 à 92.000 F

(débutant).

Adresser dossier de candidature et

C.V. à M. Le Directeur du Centre

d'Etudes de Gramat 48500

Gramat Cedex 02 qui transmettra.

en rappelant le n° 04-03.

emplois régionaux

emplois régionaux

elf aquitaine

RECHERCHE POUR LA DIRECTION DES EXPLOITATIONS DE LACQ (64)

INGENIEUR FABRICATION

PROFIL :

- Grandes écoles polyvalentes (CENTRALE, MINES ...).
- Formation complémentaire éventuelle ENSPM raffinage.
- Goût pour le commandement et le travail en équipe.
- Débutant ou quelques années d'expérience.

Affectation initiale Sud-Ouest, aptitude expatriation.

MISSION :

- Suivi de performances et études d'améliorations sur unités existantes dans les domaines de la chimie et du raffinage.
- Selon aptitude et expérience, évolution envisagée vers un poste de Responsable de Fabrication.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 27473 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement
Tour 12.04, 26, avenue des Lilas 64018 PAU Cedex.

emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

RECRUTONS POUR LE QATAR DES INGENIEURS EXPERIMENTES

En maintenance de missiles et équipements d'avions.
Anglais exigé

Si intéressé, appeler le 551-90-71
poste 42 ou 35 de 9 h à 14 h.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE ET FISCAL

recherche pour

Basse-Normandie

UN FISCALISTE confirmé

Expérience minimum 4 ans.

- soit dans l'administration fiscale,
- soit dans un cabinet conseil fiscal,
- soit dans les services d'une grande entreprise.

Possibilité de situation évolutive.

Ecrire sous réf. 3296 à INTER P.A. - BP 508
75008 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Jeune ingénieur

1 à 2 ans d'exp. en informatique
120 000 F +

Notre société est la filiale d'un très grand groupe français de dimension internationale. Nous connaissons, grâce à la qualité de nos interventions et de nos collaborateurs une forte expansion.

Pour développer des systèmes télématiques, nous recherchons un JEUNE ANALYSTE PROGRAMMEUR ayant impérativement la connaissance de L'ASSEMBLEUR IBM ET DU TEMPS RÉEL.

De formation supérieure, (Ingénieur, IUT ou équivalent...), le candidat devra avoir une expérience d'au moins 1 à 2 ans dans une société informatique (Constructeur ou SSI).

Pour un élément de valeur, la taille du groupe autorise de bonnes perspectives de carrière. Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M 22602 à notre Conseil.

ORECI

13, rue de Castiglione
75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INGÉNIEUR

recherche d'urgence

UN INGÉNIEUR A.M.

ou équivalent pour étude

de projets dans domaines

nucléaire et aérospatial

5 ans d'expérience souhaités.

2 INGÉNIEURS

EN GÉNIE CHIMIQUE

3 à 5 ans d'exp. souhaités.

Env. C.V. + photo et prét. sous

n° 27.124 à CONTESSE Publ.,

30 avenue de l'Opéra,

75040 Paris Cedex 01, qui tr.

propositions

diverses

Pour connaître les possibilités

d'emploi à l'étranger :

(Canada, Australie, Afrique,

Amérique, Asie, Europe)

demandez

notre revue spécialisée

IMMIGRATIONS (LMI)

3, rue Montyon, 75429 Paris

Cedex 08 (documentation grat.)

Les possibilités d'emploi

submergées, étranger.

Numéro spécial de

MIGRATIONS

chez les marchands de journaux

à Paris et en banlieue.

occasions

MOQUETTE

PURE LAINE

PRIX POSE

75 F.L.C. n° 659-81-12.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Particulier vend

LANCIA BETA 1600

Berline 1977, moteur

40.000 km, exc. état. Px Argus

Tél. à part. 16 h. : 531-70-75.

Particulier vend Toyota Corolla

break 1978, auto-rég., trains

refaits, pneus neufs. Carnet

d'entretien à disposition.

Prix 11.000 F. Tél. 488-78-96.

formation professionnelle

FORMATIQUE

Institut National Supérieur

d'Informatique Appliquée

forme

ANALYSTE

PROGRAMMEUR

Hauts salaires

EMPLOI ASS

L'immobilier

appartements ventes

appartements ventes

locations

bureaux

pavillons

2^e arrdt
Grd. Boulev. Prie: 110.000 F.
Petit. stud. rénov. cuisine. Jardi.
vend. 14 h. 17 h. 30. 100.000 F.
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

3^e arrdt
MARAI
Prie de taille XVII^e, 200 m², belle
surface de 50 m² de 19 m².
A. André, Prie, 227-22-30.

5^e arrdt
MARAI studio caractéristique.
1^{er} ét. s/ rue. Balcon. 525-00-35.

PANTHÉON Immeuble 17^e.
Jardin. 100 m². 100.000 F.
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

JARDIN DES PLANTES
Contrat. 60 LUXE en cours
LE POLYVAU

VAL-DE-GRACE
Original duplex, 2 étages, 2 ch.
bains, cuisine, salle à manger, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

QUANTIN MAURET
Prie de taille XVIII^e, 200 m², belle
surface de 50 m² de 19 m².
A. André, Prie, 227-22-30.

2^e arrdt
refait à neuf. 354-42-70.

6^e arrdt
148 R. DE RENNES près RAC.
3 p., PROP. LIBRE. 625.000 F.
Jardi/Vend. 14/17 h.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
4 p., 625.000 F. 100 m².
Jardi/Vend. 14/17 h.

8^e arrdt
UNIQUE
ÉLYSÉES-BOULEVARD
JARDIN 250 m².
Appart. de charme 180 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

CHAMPS-ÉLYSÉES - Charmant
STUDIO CALME, CLAIR.
P. 220.000 F. - 722-84-76.

ALMA 48 m²
Luxe pied-à-terre.
part. 625-22-88.

9^e arrdt
P. LIZET, charmant 4 p. de
carré, ent. cul., w.c., bain.
sol. carrelé. 878-41-85.

NOTRE-DAME-LORETTE
RUE CHORON
Immeuble de 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

BEAU 4 PCES, 100 m²
Grand confort, revêtement, clair.
100.000 F. VERNET, 625-01-50.
9 p., 100 m², 100 m², 100 m².

10^e arrdt
PORT SAINT-MARTIN - Sol
sol. revêtement, clair, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

11^e arrdt
METRO NATION
LES ARCADES
DE LA NATION

11^e arrdt
118 R. DE MONTREUIL
dans immeuble de 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

VOLTAIRE-NATION
2 p., cuisine, w.c., 60 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

PROCHE DU BOIS
DE VINCENNES
A 300 m. Prie de Charente
de 100 m². S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

12^e arrdt
PROCHE DU BOIS
DE VINCENNES

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

13^e arrdt
P. d'Orléans, 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

CITÉ FLORALE
MAISON PARTICULIÈRE
environnement de verdure
CALME ABSOLU, 100 m²
environ sur trois niveaux.
Living, salle à manger, 2 ch.
bains, cuisine équipée, pour.
chambre, 200 m².
1.300.000 F. 227-22-30

PORT-D'ITALIE
OFFRE PROMOTIONNELLE
variable jusqu'au 1-4-1982
3 pièces 494.000 F
4 pièces 611.000 F
5 pièces 733.000 F

14^e arrdt
DEMENTY - EXILE-DUBOIS
VUE TOUT PARIS

ALÉSIA
3^e étage, ascenseur, très clair.
5 p., 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

EDGAR-QUINET (prox.)
Revenu net 3 p. dans petit
imm. 100 m². 322-25-40.

15^e arrdt
CROIX-ROUGE - Studio caracté-
ristique, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

BON CLICHY 82, studio et ch.
sol, sol, gde cuisine, dou-
che, w.c., pte balcon, cave.
130.000 F. Tél. 731-25-77.

PORT D'ORLÉANS - Luxueux
appartement 222 m² + 235 m²
terrasse. 5^e étage, vue panor.
magn. SPACIM, 522-95-32.

BOULOGNE
Immeuble 1953, confort
102 m² + balcon.
3^e étage, Bon état, libre.
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

600-M MÉTRO
Dans immeuble neuf
habitable 3^e trimestre 1982
3 pièces 51 m² + balcon 19 m²
de 503.000 F à 548.000 F
+ parking

14^e arrdt
DEMENTY - EXILE-DUBOIS
VUE TOUT PARIS

ALÉSIA
3^e étage, ascenseur, très clair.
5 p., 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

EDGAR-QUINET (prox.)
Revenu net 3 p. dans petit
imm. 100 m². 322-25-40.

15^e arrdt
CROIX-ROUGE - Studio caracté-
ristique, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

ASNIÈRES MAIRIE
IMMEUBLE RÉNOVÉ
BEAU VASTE 2 PIÈCES
tout équipé, meublé, tissu.
Prie: 220.000 F.
CREDIT CONVENTIONNÉ.
Me voir sur place vendredi
samedi, 14 h à 18 h.

BOULOGNE
Immeuble 1953, confort
102 m² + balcon.
3^e étage, Bon état, libre.
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

600-M MÉTRO
Dans immeuble neuf
habitable 3^e trimestre 1982
3 pièces 51 m² + balcon 19 m²
de 503.000 F à 548.000 F
+ parking

14^e arrdt
DEMENTY - EXILE-DUBOIS
VUE TOUT PARIS

ALÉSIA
3^e étage, ascenseur, très clair.
5 p., 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

EDGAR-QUINET (prox.)
Revenu net 3 p. dans petit
imm. 100 m². 322-25-40.

15^e arrdt
CROIX-ROUGE - Studio caracté-
ristique, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S. V. St-Marc - 14. 1.233-92-48.

15^e arrdt
Studio et appartement
2 pièces, 100 m², 100 m².
S.

Les politiques sociales du patronat

IV. - Quand le salut vient du levant

par DOMINIQUE POUCHIN

Mis en porte à faux par la victoire socialiste du 10 mai, le patronat s'efforce de surmonter les rangs, mais cette quête d'unité et d'identité se heurte à son caractère naturellement composite. Sous la poussée de quelques novateurs, une « nouvelle donne » est cependant en train de se dessiner, qui voit certains patrons intégrer le social à la définition d'une stratégie globale pour l'entreprise.

Appuyé sur un renforcement sensible de la ligne hiérarchique, ce « new-look patronal » vise, surtout à contourner l'obsolescence (généralisée) en favorisant l'individualisme de la relation sociale (Le Monde des 9, 10 et 11 mars).

La « Peugeot » prise de feu. Des lustres que l'on n'avait vu ça ! Elle qu'on disait immortelle, à jamais protégée des germes contagieux de la lutte des classes par les soins vigoureux d'un bataillon de bons docteurs, experts incontestés du traitement préventif.

Peugeot, trente-trois mille habitants, usine-ville à saisir d'effroi. M. Yvon Gattaz et ses champions du « small is beautiful ». Peugeot a frôlé. Oh ! rien qu'un long frisson : des défilés un peu bruyants, rouge au vent, entre les grilles qui séparent l'usine de ses banlieues. Sochaux-Mondolain un jour et retour le lendemain. Des République-Bastille à la sauce locale. Mais, ici, ça n'est pas grand-messe, c'est tout bonnement blasphème !

Pardi ! Le « lion » n'aime guère qu'on le gratte... Et ses maîtres sont là pour empêcher qu'on le dérange. Le conflit, à la « Peugeot », ne tient pas du rhume des foies, mais de la maladie honteuse. Pire que hors la loi : hors des normes.

On ne prodigue pas, bon an mal an, sept cent cinquante mille heures de formation aux petits-chefs maison pour dessiner de beaux profils de carrière. Mais pour que ça « tourne ».

On ne dépense pas des trésors d'énergie à minimiser des éparpillés, des horribles flexibles, des « bonis » personnalisés, un « social » à la carte pour joindre les philantropes. Mais pour que ça « tourne mieux ».

Et l'on ne déborde pas de zèle à sonder en tous sens les humeurs de la base pour se croire « à l'écoute des masses ». Mais simplement pour « vérifier que ça tourne ».

Alors, cette fièvre d'automne, hors norme et hors programme ? Vrai, « ils » n'ont jamais été plus de quatre mille ou cinq mille à chauffer le « lion ». Qu'importe ! Ici, dix, cent déjà trop... Vrai aussi que le grand corps sain avait un petit point faible : des cadences un peu lourdes de côté de la carrosserie pour répondre à une demande inopinée. Qu'importe ! Il a déjà digéré pire.

Maudit virus qui, pendant plus d'un mois, a indisposé les meilleurs praticiens maison de la relation sociale : encore un peu et ils doutaient de leur science ! Mais non, rassurons-nous, c'était la faute à la C.G.T. ; petit soir deviendra grand, elle avait pris le 10 mai argent comptant et voulait faire Peugeot dans le sens du mal rempli des nationalisations. On la faute à Renault qui s'était offert un bout de grève, juste avant. Ici, « ils » n'en avaient pas eu depuis dix ans. « Fallait bien qu'ils » relèvent le tête ».

Exercice de zèle. « La faute à... » il n'y croit pas tant que cela. M. Silvani, le patron de la puissante D.P.R.S. (direction du personnel et des affaires sociales) de Sochaux. Lui, sait bien que le « lion » à boquer et que le système s'est grippé. Pas une faille, tout au plus un grain de sable, mais bien inopportuniste. « Peut-être avons-nous trop joué sur l'individualisme, glisse-t-il discrètement, comme s'il fallait, à contrecœur, confesser une peccadille. J'entends quelques anciens me dire que l'ambiance a changé, qu'on ne sent plus d'esprit d'équipe. Ce doit être un peu vrai... » Peugeot malade d'avoir forcé la dose, victime d'un excès de zèle ?

« Toute politique a ses résidus négatifs, ces fameux « invités indutendus » dont parle Fourastié, analyse, docement M. Guillemin, dirigeant de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières). On a fragmenté le corps social pour répondre à une demande et à une réalité... Et l'on voit affleurer une perte inquiétante du sentiment collectif. » Un sentiment qui, soudain, a trouvé sa compensation dans les ateliers de Sochaux, à coups de défilés vengeurs.

Quelle savante alchimie saura donc... pour étouffer le moindre

conflit - concilier la recherche d'une « productivité sociale » fondée sur l'individualisation et des contraintes industrielles qui impliquent le maintien d'un véritable collectif ? Il n'y a pas qu'à la « Peugeot » que les banquets d'anciens, après remise des médailles, vibrent de nostalgie pour la fraternité des milliers de naguère. « Banalité », dit-on à Lesquin (Nord), dans une de ces usines Thomson où l'on ne vit pourtant pas dans la hantise du conflit et la quête incessante de remèdes sophistiqués. « C'est évident que l'équipe disparaît peu à peu. Et la réduction du temps de travail n'arrange rien. On sent un long désengagement des gens vis-à-vis du travail et de l'entreprise. Simple constat ».

Mais un constat qui, souvent, fait figure d'alarme. Car faute de pouvoir, par les avantages salariaux, s'acheter une tranquillité qu'il juge, en plus, éphémère et insuffisante (1), tout un patronat ambitieux désespère de conquérir bien davantage : une vraie paix. Cette paix qui, justement, requiert une pleine adhésion des travailleurs aux objectifs, à la logique, aux valeurs mêmes de l'entreprise. Tout le contraire du désengagement constaté.

Reste donc à forcer le courant. Et, pour commencer, à faire en sorte que les salariés se sentent directement concernés. « Entre l'individualisme qui suscite une indifférence et le collectif qui massifie, il y a place au groupe, ce creuset autonome où chacun se reconnaît comme personne à part entière », explique M. Stanislas de Godzawa, psychosociologue attaché de l'Institut de formation dépendant du C.N.P.F. L'idée n'est pas très neuve, mais elle fait aujourd'hui fureur, sous nouvel emballage, testé, breveté au paradis nippon.

Oui, le salut vient du Levant. Appellation contrôlée ou non, on le baptisera : « cercle de qualité », « groupe de progrès », « équipe autonome », « globo-tour », ses variantes, les nuances, usages et avantages respectifs. Et, s'il le faut, on s'engagera un peu, histoire de ne pas jouer les nuls aux yeux ronds devant les petits prodiges de la belle innovation.

« Une épidémie chasse l'autre, plaisante gentiment M. Guillemin. En 1945, on a découvert l'Amérique et l'été l'ère de la productivité. Après, il n'y en eut que pour la Suède. Maintenant, on va au Japon. Pourquoi pas demain la Suisse et après-demain le Zimbabwe ? Les industriels ont souvent des formations scientifiques et se lancent dans le social avec des ardeurs de néophytes. On peut être sceptique, mais ça traduit une volonté réelle de faire quelque chose. Tout cela finit dans la routine, à peine « habillée », elle est morte, et il faut trouver autre chose. Car une politique sociale ne peut être immobiliste : le personnel doit sentir qu'on s'occupe de lui, qu'on lui cherche un plus ».

Les Clausewitz du social

M. Morin, patron des relations sociales de Thomson C.S.F., peut bien voir d'un œil inquiet « ces théoriciens et leurs instituts qui font surtout dans le glossaire et les mots décisifs » ; M. Gombert, directeur de la Société métallurgique de Normandie (S.M.N.) à Caen, « se méfie des stratégies en chambre et de leurs recettes pour séminaires » ; bref les Clausewitz du social, friands de japonaiseries, peuvent bien ne pas avoir toujours bonne presse, le mouvement qu'ils « ensei-

gnent » fait plus d'émules qu'on ne pense, qu'ils aient ou non suivi leurs cours.

La S.M.N. de M. Gombert n'a-t-elle pas renvoyé ses six cents agents de maîtrise à l'école ? Trois jours pour tout savoir sur l'art et la manière de commander : rien de plus modeste.

Mais il a suffi de quelques jeunes ingénieurs dynamiques pour transformer l'essai. C'était au laminoir, secteur de pointe de l'usine et épicentre d'un conflit en mai 1980. « On n'avait pas très bien compris », avoue M. Gombert. Alors on a voulu faire quelque chose, en éduquant. On a réuni les gens par petits groupes, plutôt informels, de trois à six personnes. Ils ont pu discuter des conditions de travail et des moyens d'améliorer le produit... En un an, le taux de rebut passait de 11 tonnes par 1 000 à un peu moins de 4 tonnes. Et, en décembre dernier, le secteur n'a pas bronché quand le reste de l'usine débroyait.

Mais il paraît encore sceptique, monsieur le directeur. Tenté d'attribuer le succès à la jeunesse, à la technicité des gens du laminoir ou aux performances d'un outil, sûrement plus moderne que leurs installations. « Il faut, dit-il, un peu

de confort pour pratiquer la vertu ». Est-ce donc si sûr ?

Les quarante O.S. de la fonderie Dechaumont, à Muret (Haute-Garonne), n'ont, eux, jamais baigné dans le confort. « C'est dur, si dur, admet même leur patron, qu'on a bien de la peine à garder le personnel ». Et cette fonte qui prend de plein fouet les vigueurs de la crise... Il a pourtant suffi d'un zeste d'audace, après une petite grève, raconte M. Dechaumont. « On était obligé de réduire les horaires et les salaires... Et puis on a réfléchi à la façon dont on parlait aux gens. Un de mes cadres, qui revenait d'un stage de formation permanente à l'Alcatel (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) a proposé de créer des équipes autonomes. On en a fait quatre à l'atelier. Chaque gars a sa responsabilité sur semaine. Au début, ils n'avaient rien à dire. Maintenant, ils causent de tout : du chauffage qui ne marche pas, du type qui est arrivé en retard et a gâché tout le monde... »

L'absentéisme est en chute libre. Mieux : les fondeurs ont demandé... une hausse des salaires et une aug-

mentation des « bonis » au rendement. « C'est vrai qu'ils ont réfléchi, conclut leur patron, et bien compris que la paye, c'est une partie du prix de revient... »

Mais le succès d'une telle politique suppose - chaque expérience le prouve - une collaboration volontaire et active d'un encadrement souvent plus rétif qu'on ne l'imagine. « Il nous faut des « locomotives » pour assurer le coup, explique M. Gombert. Or des questions d'âge et de formation rendent bien des cadres inutilisables dans ce genre d'opération... » Nos ingénieurs vont à Tokyo, le moindre article sur le Japon est décortiqué, mais ce ne transformera pas le bon vieux Gaulois en parfait serviteur de Mitsubishi, admet, plutôt sceptique, M. Bruté de Rémur, directeur de la Radiotechnique à Caen. En fait, nos grands techniciens manquent de motivation et n'ont pas très envie de faire de l'assistance.

« Suivettes » et listes noires

Est-ce donc si surprenant ? La plupart des cadres peuvent bien partager avec leurs patrons une philosophie commune de l'entreprise, cela ne les amène pas toujours, par suite logique, à épouser la même idée du pouvoir et de l'exercice des responsabilités. D'autant que la crise les touche maintenant directement, limite leur nombre et freine leurs espoirs de promotion, ce qui les rend collectivement moins stables, donc moins malléables.

Bon nombre manquent d'empressement quand la stratégie proposée cache trop mal ses visées antisyndicales. Peugeot en a certes encore trouvé quatre cents pour jouer les « suivettes » derrière les grévistes, fractionner leurs défilés et dresser les listes noires. Mais même là - où c'est tradition - la besogne a suscité quelques réticences. « Certains ont été gênés dans le feu de l'action, avoue M. Silvani. Mais on va prendre exemple sur le P.C. : il a l'art de faire passer les pilules amères... Alors on s'expliquera avec eux, pour leur dire le fond de notre démarche. Si tout se passe bien, ils ne seront plus quatre cents la prochaine fois, mais deux mille. Il est fondamental, dans les temps qui viennent, que la hiérarchie se porte garante de certaines libertés... »

Encore faut-il y mettre le prix. Ce qui est loin d'être acquis : « On achète un gadget japonais, mais on n'a guère conscience du changement que cela exige dans le rapport d'autorité », assure M. Godzawa. Jouer la ligne hiérarchique, c'est aussi donner un vrai pouvoir à l'encadrement, qui ne se contentera pas de servir de courroie de transmission... Et lui donner du pouvoir, c'est assumer le risque qu'il devienne - fort de sa connaissance des disfonctionnements - l'expression des insatisfactions de la base... et des siennes aussi !

La manœuvre s'avère bien délicate. Surtout si l'on s'obstine à

mélanger les genres et à jouer le cadre - grand ou petit - contre le délégué, sous le prétexte de restaurer les équilibres. C'est cet écueil que de trop rares expériences tentent d'éviter.

Ainsi, à Toulouse, M. Dassanit a répondu à la grogne de sa hiérarchie, frustrée d'être souvent moins informée que les responsables syndicaux, en favorisant la création d'un « bureau maîtrise ». Réuni parallèlement au comité d'entreprise, ce bureau, élu chaque année, a permis de motiver et de responsabiliser un encadrement qui, sa compétence reconnue, se refusait à marcher sur les brisées syndicales. « En cas de conflit, le délégué est assés grand pour faire le boulot lui-même », affirme l'un des élus.

L'initiative, pourtant, est restée limitée à Toulouse, et la grille n'a pas pris dans les autres usines du groupe où elle a été tentée. « Sans doute faite de volontaires, explique le jeune cadre toulousain, les gens craignent de se retrouver en porte à faux avec les syndicats. Pour que les choses soient claires, il faut que la hiérarchie détiene une véritable part du pouvoir et que tout cesse de venir d'en haut ».

La collaboration tant recherchée de l'encadrement passe bel et bien par cette diffusion du pouvoir qui fait encore frémir plus d'un chef d'entreprise. Sans elle, cependant, la « nouvelle donne patronale » se limite à quelques beaux principes ou se réduit à une fragile manœuvre tactique. « A quel bon faire passer les contremaîtres de stages en séminaires, vitupère M. Pierre Boy, leader de la C.G.C. à Alsthom-Belfort, si, au bout du compte, le social reste la chasse mal gardée de quelques pontes parisiens ». Notre politique est très véritable au niveau du groupe, s'enorgueillit en effet l'un des directeurs de l'usine. Nous recevons une ou deux notes quotidiennes de Paris... »

Rien de tel à Lesquin, où l'on n'aime guère passer pour de simples exécutants. Thomson traite son social au plus près du terrain et n'y trouve qu'avantage : les syndicats savent qu'ils peuvent négocier sur place et ne poussent pas à l'uniformisation qui résulterait à coup sûr d'une gestion trop centralisée. Il n'est, chez Alsthom, pas une de ces rencontres bi-annuelles entre syndicats et direction où l'on ne ressasse le leitmotiv de l'alignement des grilles salariales. Il n'est, chez Thomson, pas un instant question qu'une usine ait la même grille qu'une autre...

Mais cette décentralisation, si nécessaire pour s'attacher l'encadrement, lui-même pilier des nouvelles stratégies sociales, ne réintroduit-elle pas ainsi - fâcheux ricochet - le syndicat comme interlocuteur naturel ? Celui-là même dont on voulait réduire l'espace... Le nouveau deal patronal aurait-il donc ses « invités indutendus » ? Comme si les importuns reconnaissent à céder la place...

FIN
(1) Voir Le Monde du 11 mars : « Un new-look à visage rétro ».

Vint l'heure de l'industrie...

Il y a d'abord la nostalgie...

« Ce bon vieux temps où l'on se battait pour naître et pour vivre. Il y a vingt ans à peine : Ver-tal, Lilliput échappé d'un bas de laine familial coussin d'hygiène, venait de faire la nique à deux géants - Saint-Gobain et Boussois - sur le créneau porteur du verre trempé.

Temps béni des congénères, ils étaient trois, blémis trente, pressaient le pot, le samedi midi, ne négotiaient pas sur les « heures sup' » pour répondre aux commandes et se faisaient une petite joie quand le patron distribuait les colls de Noël avec apéro et folie gras. On s'appelait par son prénom, et l'encochure ne gênait guère même que le P.-D.G. : une grande famille.

Passé cinquante, ils ont vu le comté d'entreprise. Tout a fait indolore, raconte M. Ardison, le père de la maison. On a causé budget et on s'occupait des œuvres. Je n'avais plus le temps d'aller acheter moi-même le champ, et les dindes des colls à la Coop de Valenciennes... Et le secrétaire, un contre-maître, était « un parfait ignare de ce que pensait la direction en matière de gestion ».

Vint l'heure de l'industrie...

Des chicaneries

Et avec elle le syndicat. Ils étaient déjà plus de cent dans ce coin anonyme de la zone industrielle de Saint-Priest (Rhône), aux lieûres de l'immense Bertiot. Tout a commencé par une lettre : l'un sociale C.G.T. avait l'honneur et le plaisir de s'inviter chez Ver-tal, où elle venait de déléguer un délégué. Comment ? « Je n'en sais trop rien, assure M. Ardison. Pas le temps de faire des enquêtes à l'embauche. La maison a grossi si vite. Et je suis un libéral. Passé la centaine, c'était fatal. La C.G.T. a fait son travail de foumi et nous a rapé. Normal... »

Il a fallu dire des délégués du personnel. A deux voix près, la C.G.T. l'a emporté sur les « anciens ». On s'y est fait, même si « le gars du syndicat ne sait pas très bien de quoi il parle et répète dans la maison ce qu'il apprend à l'U.I.L. » Il tend « son » premier tract à M. Ardison, un brin désabusé. Des chicaneries sur des aménagements d'horaires. « Ils ont fait leur première grève. Ils étaient six... Ça paraît insignifiant, mais je sais que ce n'est qu'un début. Maintenant, ils cherchent le moindre prétexte pour mobiliser l'usine... »

Répète ? Vient l'heure du réquisitoire. « Je planche pour trouver des solutions et faire passer mon message. Il y en a trois : descendre moi-même dans l'arène, traiter avec la C.G.T. ou mettre la maîtrise dans le coup... »

La C.G.T. : « Je ne demanderais pas mieux. Il est bon de travailler avec un partenaire puissant. Mais elle ne transmet pas ce qu'on lui dit, elle dénature toujours. On a essayé... Les contre-maîtres sont venus nous le reprocher. C'est avec eux qu'il faut continuer à jouer sur leur compétence, pas sur le côté petit chef... »

Qu'ont-ils donc inventé, les stratèges de la relation sociale, à grand renfort de séminaires et de psychosociologie ? Rien qu'une copie sophistiquée des réflexes spontanés de M. Ardison et de ses pairs ? Le renforcement de la ligne hiérarchique est bel et bien au cœur du discours patronal, et l'air du temps ne fait qu'accentuer la tendance : « Quand l'ennemi se fait pressant dehors, il faut bâillonner à l'intérieur », dit-on au C.N.P.F.

M. Ardison, lui, sait seulement que « l'Angleterre a sombré le jour où ses cadres ont préféré aller jouer aux échecs dans les pubs plutôt que de commander leur boîte ». Et ses contre-maîtres devront retaper la leçon...

D.P.

CRÉER ou REPRENDRE une ENTREPRISE

Méthodologie et guide pratique

Comment créer ou reprendre une entreprise • Ordonnancement des actions pendant les 4 phases • L'accompagnement de l'entrepreneur • Les premières années d'activité • Comment négocier avec son banquier • Le financement : 90 organismes • Les aides • Les prêts • Les crédits • Le choix de la forme juridique • Statuts type commentés (Sarl et S.A.) • Les formalités administratives obligatoires • Dossier économique et financier • 504 pages - 180 FF TT ou 200 FF TTC franco.



Diffusion : ANCE - 37 avenue d'Iéna - 75116 PARIS - Tél. 723.30.34 - Editions d'Organisation : En Librairie.

NEUBAUER
met en vente
ses PEUGEOT 82 d'EXPOSITION (0 km)
et de DIRECTION
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS
M. JOEL - Tél. : 766-02-44

UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO
A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité.
Téléphonez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les colonis.
345 DL - 61 - 7 CV 36500 F
244 GL - 61 - 10 CV 51500 F
244 TURBO - 81 - 10 CV 68000 F
VOLVO CARDINET 112-114, rue Cardinet 75017 Paris - tél. 766.50.35
VOLVO NEUILLY 16, rue d'Orléans 92200 Neuilly - tél. 747.50.05

[illegible]

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 mars

Léger redressement

Calculant son attitude sur le comportement de Wall Street, le marché parisien opère mercredi un léger redressement du caractère essentiellement technique ne laisse guère de place à l'illusion.

Au Palais Brongniart, les professionnels continuent à se faire tirer l'oreille pour repasser à l'offensive après la purge que s'inflige le corbeille depuis une dizaine de jours.

Avec la reprise constatée mercredi (0,8 % selon l'indice instantané), les cours ne font, après tout, que regagner le terrain qu'ils ont cédé pas à pas depuis un peu plus d'une semaine.

Qui plus est, les replis demeurent conséquents : 6 % pour *Avions Dassault*, 5 % pour *Jeumont*, 4 % environ pour *SAF* et *EuroFrance*, *Navale Dunkerque* étant « réservée à la baisse » avant d'abandonner 6,5 %.

A l'inverse, *Dunlop*, qui a dû s'incliner la veille en même temps que plusieurs valeurs du bâtiment (2 %), regagne 3 %, *Paris-France* marque une hausse de 3,5 %, *Fininvest*, *Crédit national*, *Alstom*, *BIS*, *Machines Bull* et *Chargeurs réunis* sont également en progrès (+ 4 % à 5 %).

Sur le marché de l'or, le redressement des cours, perceptible mardi après-midi, s'est accentué mercredi matin, le métal fin s'inscrivant à 332,75 l'once dans la City contre 325,50, la veille à midi. Du coup, le lingot regagne 1 700 F à 65 100 F, mais le napoléon cède 480 F à 600,20 F.

Parallèlement, les mines d'or refont surface dans le sillage de *Western Deep* et *Western Holding* (+ 6 % environ).

À 6 051 F en séance officielle, le dollar accède sa hausse de la matinée, et le dollar-titre continue à effleurer ses niveaux records à 7,5356 F.

NEW-YORK

10 mars

Faible hausse

En hausse de plus de sept points à la mi-séance, l'indice Dow Jones des industries a progressivement fait marche arrière mercredi, ne conservant plus qu'un gain de 1,05 point à 804,89, au son de cloche final, alors que seuls 59,44 millions d'actions (contre 76,06 millions la veille) avaient trouvé preneur.

Pour les observateurs, cette évolution de la cote est une seule séance est caractéristique de l'hésitation qui prévaut actuellement au Big Board. « Les professionnels restent l'arme au pied », affirme un analyste, ajoutant que « le marché est tiraillé entre un groupe d'investisseurs à la recherche de valeurs devenues bon marché et un pourcentage encore important d'opérateurs qui s'attendent à plus en plus inquiète à l'égard de la récession économique, en dépit des assurances officielles du président Reagan, qui est maintenant obligé de composer avec les membres du parti républicain ».

Toutefois, souligne-t-on à Wall Street, le Dow Jones a perdu plus de 70 points depuis le début de l'année et il est « mûr » pour un redressement, ne serait-ce que pour des considérations uniquement techniques. A ce propos, les actions pétrolières, qui avaient récemment souffert de la baisse des prix du brut, décident par plusieurs pays producteurs, ont enregistré une amélioration marquée, Exxon figurant au tête des valeurs les plus actives de la séance, tandis que les titres chimiques et de haute technologie faisaient également preuve de bonnes dispositions.

| VALEURS | Cours de 9 h | Cours de 10 h |
|-------------------|--------------|---------------|
| Alcoa | 23 3/4 | 23 3/4 |
| Amstar | 18 1/2 | 18 1/2 |
| Boeing | 59 7/8 | 59 7/8 |
| Case | 10 1/4 | 10 1/4 |
| Eastman | 28 5/8 | 28 5/8 |
| Exxon | 60 5/8 | 60 5/8 |
| General Electric | 32 1/4 | 32 1/4 |
| General Motors | 30 3/4 | 30 3/4 |
| IBM | 175 1/2 | 175 1/2 |
| Intel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Johnson & Johnson | 42 3/4 | 42 3/4 |
| Merck | 30 1/4 | 30 1/4 |
| Pharmacia | 17 1/2 | 17 1/2 |
| U.S. Steel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Westinghouse | 35 1/2 | 35 1/2 |
| Xerox | 36 1/2 | 36 1/2 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

RADAR. - Confrontée à une demande très importante de titres Radar, la Chambre syndicale des agents de change a décidé d'appliquer, à compter du 11 mars 1982, une procédure exceptionnelle qui vise à limiter le volume des ventes à découvrir. Dorénavant, les ordres d'achat, à terme et au comptant, passés par les intermédiaires (agents de change, banques) portant sur des actions et des obligations cotées au sein de la société Radar devront être garantis, sous leur responsabilité, par une couverture à 100 % représentant la contrepartie de la totalité des titres demandés. De même, les ordres de vente à terme et au comptant, portant sur la même catégorie de titres, devront être garantis par un dépôt préalable.

La Chambre syndicale veut ainsi renforcer le contrôle des opérations sur les titres Radar dont elle assure la négociation « par boîte » depuis le 18 février dernier, à l'exception d'une brève interruption entre le 2 et le 4 mars. Par ce système, les autorités boursières effectuent chaque jour et manuellement le décomptement des ordres et s'assurent de l'offre et de la demande.

Cette dernière restant disproportionnée, la Chambre a dû limiter à 12 % la hausse de l'action Radar mercredi 10 mars sur son cours de 270 F, la négociation ayant porté sur 5 800 actions Radar, 511 obligations convertibles et 138 promesses d'actions, lesquelles sont assimilées à 11 mars et, de ce fait, ne font plus l'objet d'une cotation distincte.

PHILIPS. - La firme néerlandaise a annoncé, au titre de l'exercice 1981, un bénéfice net consolidé en légère augmentation à 357 millions de florins contre 345 millions pour l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires du groupe marquant une hausse de 16 % environ pour la même période, à 42,1 milliards de florins (1 florin = 2,30 F).

BOURSE DE PARIS

Comptant

| VALEURS | % de variation | Cours de 9 h | Cours de 10 h |
|---------|----------------|--------------|---------------|
| 3 % | 1,323 | 119,80 | 119,80 |
| 5 % | 0,521 | 337 | 337 |
| 10 % | 0,216 | 399,20 | 399,20 |
| 15 % | 0,095 | 500 | 500 |
| 20 % | 0,042 | 625 | 625 |
| 25 % | 0,021 | 781 | 781 |
| 30 % | 0,010 | 990 | 990 |
| 35 % | 0,005 | 1238 | 1238 |
| 40 % | 0,002 | 1548 | 1548 |
| 45 % | 0,001 | 1938 | 1938 |
| 50 % | 0,000 | 2423 | 2423 |
| 55 % | 0,000 | 3010 | 3010 |
| 60 % | 0,000 | 3713 | 3713 |
| 65 % | 0,000 | 4538 | 4538 |
| 70 % | 0,000 | 5490 | 5490 |
| 75 % | 0,000 | 6577 | 6577 |
| 80 % | 0,000 | 7800 | 7800 |
| 85 % | 0,000 | 9167 | 9167 |
| 90 % | 0,000 | 10680 | 10680 |
| 95 % | 0,000 | 12350 | 12350 |
| 100 % | 0,000 | 14175 | 14175 |

10 MARS

| VALEURS | Cours de 9 h | Cours de 10 h |
|-------------------|--------------|---------------|
| Alcoa | 23 3/4 | 23 3/4 |
| Amstar | 18 1/2 | 18 1/2 |
| Boeing | 59 7/8 | 59 7/8 |
| Case | 10 1/4 | 10 1/4 |
| Eastman | 28 5/8 | 28 5/8 |
| Exxon | 60 5/8 | 60 5/8 |
| General Electric | 32 1/4 | 32 1/4 |
| General Motors | 30 3/4 | 30 3/4 |
| IBM | 175 1/2 | 175 1/2 |
| Intel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Johnson & Johnson | 42 3/4 | 42 3/4 |
| Merck | 30 1/4 | 30 1/4 |
| Pharmacia | 17 1/2 | 17 1/2 |
| U.S. Steel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Westinghouse | 35 1/2 | 35 1/2 |
| Xerox | 36 1/2 | 36 1/2 |

| INDICES QUOTIDIENS | 10 mars |
|--------------------|---------|
| Indice CAC 40 | 1846,10 |
| Indice CAC 100 | 1095,10 |
| Indice CAC 200 | 1095,10 |
| Indice CAC 300 | 1095,10 |
| Indice CAC 400 | 1095,10 |
| Indice CAC 500 | 1095,10 |
| Indice CAC 600 | 1095,10 |
| Indice CAC 700 | 1095,10 |
| Indice CAC 800 | 1095,10 |
| Indice CAC 900 | 1095,10 |
| Indice CAC 1000 | 1095,10 |

| INDICES QUOTIDIENS | 10 mars |
|--------------------|---------|
| Indice CAC 40 | 1846,10 |
| Indice CAC 100 | 1095,10 |
| Indice CAC 200 | 1095,10 |
| Indice CAC 300 | 1095,10 |
| Indice CAC 400 | 1095,10 |
| Indice CAC 500 | 1095,10 |
| Indice CAC 600 | 1095,10 |
| Indice CAC 700 | 1095,10 |
| Indice CAC 800 | 1095,10 |
| Indice CAC 900 | 1095,10 |
| Indice CAC 1000 | 1095,10 |

Marché à terme

| VALEURS | Cours de 9 h | Cours de 10 h |
|-------------------|--------------|---------------|
| Alcoa | 23 3/4 | 23 3/4 |
| Amstar | 18 1/2 | 18 1/2 |
| Boeing | 59 7/8 | 59 7/8 |
| Case | 10 1/4 | 10 1/4 |
| Eastman | 28 5/8 | 28 5/8 |
| Exxon | 60 5/8 | 60 5/8 |
| General Electric | 32 1/4 | 32 1/4 |
| General Motors | 30 3/4 | 30 3/4 |
| IBM | 175 1/2 | 175 1/2 |
| Intel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Johnson & Johnson | 42 3/4 | 42 3/4 |
| Merck | 30 1/4 | 30 1/4 |
| Pharmacia | 17 1/2 | 17 1/2 |
| U.S. Steel | 23 1/2 | 23 1/2 |
| Westinghouse | 35 1/2 | 35 1/2 |
| Xerox | 36 1/2 | 36 1/2 |

COTE DES CHANGES

| COURS DES BILLETS | COURS DES BILLETS |
|-------------------|-------------------|
| 100 F | 100 F |
| 200 F | 200 F |
| 300 F | 300 F |
| 400 F | 400 F |
| 500 F | 500 F |
| 600 F | 600 F |
| 700 F | 700 F |
| 800 F | 800 F |
| 900 F | 900 F |
| 1000 F | 1000 F |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| COURS DES BILLETS | COURS DES BILLETS |
|-------------------|-------------------|
| 100 F | 100 F |
| 200 F | 200 F |
| 300 F | 300 F |
| 400 F | 400 F |
| 500 F | 500 F |
| 600 F | 600 F |
| 700 F | 700 F |
| 800 F | 800 F |
| 900 F | 900 F |
| 1000 F | 1000 F |

[illegible]